



CHAMBRE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE LAGONAIRE
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE



S
E
M
I
N
A
R
E

de l'Agriculture et de la Pêche Lagonaire

Vers une amélioration
de l'efficacité du
mouvement

PARTICIPATIF



Remerciements

Ces séminaires n'auraient pu être réalisés sans l'organisation, la contribution et la participation de nombreux organismes et institutions, par leurs intervenants ainsi que leurs représentants :

- ✿ la CAPL (Chambre de l'Agriculture et de la Pêche Lagonaire) et sa présidente Madame Yvette TEAMURI qui est à l'initiative de l'organisation des séminaires ;
- ✿ la DAG (Direction de l'Agriculture) et son directeur Monsieur Philippe COURAUD pour leur présence et leur implication ;
- ✿ la DRMM (Direction de Ressources Marines et Minières) et son agent présent sur les îles concernés par la pêche lagonaire ;
- ✿ l'Huilerie de Tahiti, en la personne de son directeur Monsieur Henri LEDUC, pour sa présence sur les îles concernées par la production de coprah ;
- ✿ le ministère de l'Économie verte et du Domaine, en charge des mines et de la recherche, pour son soutien dans l'organisation des séminaires ;
- ✿ le STUDIO 87 qui a été sollicité pour organiser les conférences et s'est occupé de toute la partie logistique des séminaires.

Des remerciements sont également adressés aux mairies et aux maires des îles concernées pour avoir permis l'organisation de ces événements chez eux.

Aux coopératives et aux acteurs locaux (producteurs, distributeurs) qui se sont mobilisés en grand nombre et ont participé activement aux séminaires.

Enfin, à toutes les personnes présentes qui ont permis le bon déroulement de ces séminaires, qui, je l'espère, apporteront des solutions et des pistes de réflexion pour répondre aux besoins des agriculteurs, améliorer les échanges entre les producteurs et les distributeurs et ainsi valoriser les produits locaux sur les marchés polynésiens face à leurs concurrents importés.

Manger LOCAL !



SÉMINAIRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE LAGONAIRE 2018

Présentation

Les séminaires de l'agriculture et de la pêche lagonaire 2018 sont des rencontres professionnelles initiées par la CAPL (Chambre de l'Agriculture et de la Pêche Lagonaire) afin d'améliorer les mouvements participatifs et coopératifs entre les différents acteurs de la production alimentaire en Polynésie française.

Cinq séminaires ont été organisés dans les différents archipels : Marquises (Nuku Hiva, 06/06/2018), Îles Sous-le-Vent (Huahine, 27/06/2018), Australes (Rimatara, 02/08/2018), Tuamotu-Gambier (Rangiroa, 29/08/2018) et Îles Du Vent (Tahiti – Papara, 07/09/2018). Les séminaires ont donc été adaptés aux productions propres à chaque archipel pour répondre au mieux aux besoins et aux questions des acteurs du marché local et régional.

Ils ont eu pour but :

- ✚ d'offrir un aperçu du domaine de l'agriculture et de la pêche lagonaire en Polynésie française ;
- ✚ d'identifier les faiblesses et les besoins de la production des agriculteurs et des pêcheurs ;
- ✚ d'identifier les faiblesses et les besoins en matière de distribution des produits agricoles et de pêches ;
- ✚ de démontrer aux professionnels l'intérêt de travailler ensemble ;
- ✚ et de recenser les solutions afin d'améliorer l'efficacité des mouvements participatifs et coopératifs.

La réunion de l'ensemble des coopératives, des professionnels et acteurs du marché (de la production à la distribution) a été indispensable dans le cadre de ce projet.

Des présentations et des ateliers participatifs ont été choisis comme outils de communication, d'échange et d'implication pour les participants. Ces activités ont eu pour objectif de présenter une stratégie globale (1) en expliquant la situation du marché polynésien, (2) en réaffirmant les valeurs des coopératives, (3) en sensibilisant les acteurs sur la commercialisation des produits, (4) en réalisant un état des lieux des difficultés rencontrées par les producteurs et (5) en établissant des perspectives de développement. Les séminaires se sont déroulés sur une journée en suivant ce schéma.

À l'issue de chaque séminaire, un rapport a été rédigé afin d'avoir une trace écrite des informations qui ont été données lors de ces journées, et de fournir un outil d'aide à la décision au Ministère de l'Agriculture.

Le présent rapport a été rédigé à la fin du projet, il compile l'ensemble des informations contenues dans les précédents rapports concernant chaque archipel, auxquelles s'ajoute une analyse à l'échelle de la Polynésie française.

En espérant que ces travaux apportent des pistes de réflexion pour répondre aux besoins et aux attentes des producteurs, des distributeurs, mais également des consommateurs.

LES INTERVENANT(E)S DES ORGANISMES PUBLICS



Philippe COURAUD

Directeur de la DAG

Maire ARAI

Responsable du pôle des aides agricoles au BSE
(Bureau Stratégie Économie)



Boris LHIE

Responsable du secteur phytopathologie de la
cellule RIV (Recherche, Innovation et Valorisation)



Julie GRANDGIRARD

Responsable du secteur entomologie de la cellule
RIV (Recherche, Innovation et Valorisation)



CHAMBRE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE LAGONAIRE
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE



Yvette TEAMURI

Présidente de la CAOPL

Toehau LAINE

Chef de la cellule Animation-Vulgarisation





Marceline TANÉPAU

Agent de la cellule Animation-
Vulgarisation

Marc FABRESSE

Ingénieur



Alexandra GRAND

Responsable développement de la filière
lagonaire

Jonas TUAHINE

Agent contrôleur



LES INTERVENANT(E)S PROFESSIONNEL(LE)S



Henri LEDUC

Directeur de
HUILERIE DE TAHITI

Coprahculture, huile de coco



Élisabeth AH-SHA

Présidente de la coopérative
TE OA POHUE O UA POU

Agriculture, apiculture



Sophie MAHEATAPU

Représentante de la société
LA COMPAGNIE DU FRUIT MARQUISIEN (Kaipeka)

Agrotransformation



Frédéric TERIATETOOFA

Président de l'association
TAMARU TARAVAIA

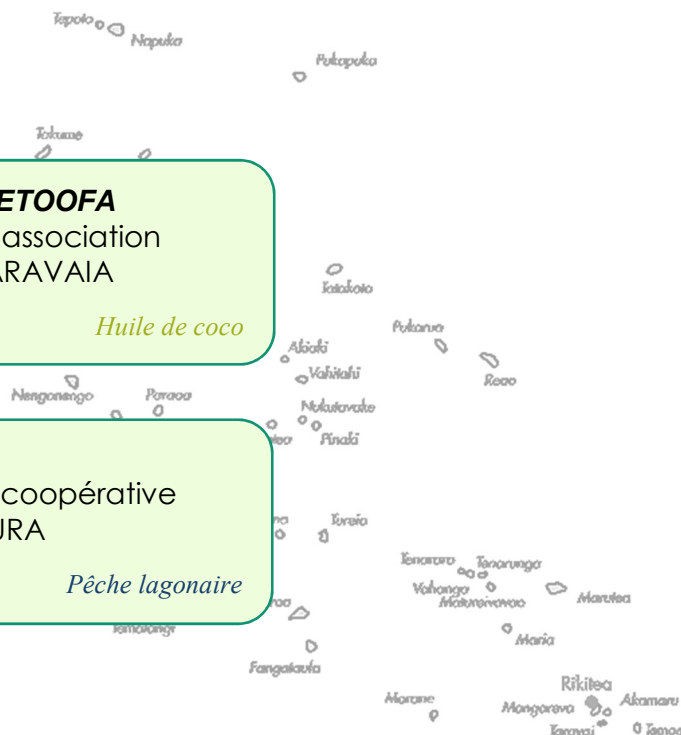
Huile de coco



Roland LAINE

Président de la coopérative
KAUKURA

Pêche lagonaire



Res Maria

Rissalera

Rarutu

Makara

Tubuai

Papeete

Diane VIRIAMU
Vendeuses de produits agricoles
à Tubuai

Commercialisation



Rapa

8
Marotini

Nathalie CONVERT
Gérante de la société
LA COMPAGNIE AGRICOLE POLYNÉSIENNE

Agrotransformation

Manuae

Maupiti

Bora Bora



Claude CHONG
Membre de l'association
PARURU TO TAIROTO NO HAAPU

Pêche lagonaire

Taharua

Moorea



Tahiti

PAPEETE

Mahalo



Cendrine PAOFAITE
Responsable des achats de la société
SIPAC

Importation

Sommaire

PARTIE 1 : LES CHIFFRES DU SECTEUR AGRICOLE

État des lieux de la production agricole en Polynésie française en 2016 16

Les productions maraîchères 17

Production maraîchère totale	17
Concombre / Salade / Tomate.....	18
Courgette / Poivron	19
Carotte / Pomme de terre / Poireau.....	20
Chou vert / Navet	21
Importation	22

Les productions fruitières 23

Production fruitière totale	23
Ananas.....	24
Pastèque.....	25
Citron	26
Melon	27
Pamplemousse	28
Coco sec.....	29
Litchi	30
Importation	31

Les productions animales 32

Élevage porcin	32
Élevage bovin	33
Miel / Œufs / Poulet de chair	34

Les autres productions végétales..... 35

Bilan de l’Huilerie de Tahiti sur les chiffres de la coprahculture.....36

Production de coprah en Polynésie française entre 2008 et 2017 37

Production de coprah par archipel entre 2006 et 2017 38

Prix du coprah entre 1985 et 2017 39

Situation des aides agricoles depuis la mise en place du nouveau dispositif.....40

Dossiers attribués 41

Dossiers engagés / instruits / à instruire..... 42

PARTIE 2 : LES DIFFICULTÉS ET PROBLÈMES RENCONTRÉS PAR LES DIFFÉRENTS ACTEURS DU SECTEUR AGRICOLE ET DE LA PÊCHE

Difficultés et problèmes liés à la production.....46

Agriculture maraîchère et fruitière 47

Polynésie française 47

IDV 48

ISLV 50

Australes 50

Marquises 51

Tuamotu..... 52

Élevage..... 54

IDV 54

ISLV 54

Marquises 55

Coprahculture 56

ISLV 56

Australes 56

Marquises 57

Tuamotu..... 57

Pêche lagonaire 59

IDV 59

ISLV 59

Marquises 60

Tuamotu..... 60

Autres filières 62

Australes 62

Marquises 63

Tuamotu..... 63

Difficultés et problèmes postproduction : du transport à la commercialisation 64

Stockage et conditionnement..... 65

IDV	65
ISLV	65
Australes	66
Marquises	66
Tuamotu.....	66

Transport 67

ISLV	67
Australes	67
Marquises	68
Tuamotu.....	69

Commercialisation 70

IDV	70
ISLV	72
Australes	74
Marquises	75
Tuamotu.....	77

Bilan et analyse 78

Agriculture et élevage 79

Coprahculture et pêche lagonaire 83

PARTIE 3 : LES BESOINS DES ACTEURS DU SECTEUR AGRICOLE ET DE LA PÊCHE (RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE)

Thèmes A : les formations 88

Intitulés des formations 89

Résultats graphiques 90

Formations choisies en Polynésie française et par archipel 92

Thèmes B : l'amélioration de la commercialisation.....98

Intitulés des thèmes	99
Résultats graphiques	100
Thèmes choisis en Polynésie française et par archipel	102

Thèmes C : les principaux freins au regroupement des agriculteurs et pêcheurs.....104

Intitulés des freins	105
Résultats graphiques	106
Freins choisis en Polynésie française et par archipel	108

Thèmes D : les missions de la CAPL 110

Intitulés des missions	111
Résultats graphiques	112
Missions choisis en Polynésie française et par archipel	114

Thèmes E : le statut des agriculteurs et des employés agricoles.....118

Intitulés des questions	119
Résultats graphiques	120
Réponses aux questions en Polynésie française et par archipel	122

ANNEXE.....124

Questionnaire sur les besoins des agriculteurs pour l'élaboration de stratégies d'actions futures de la CAPL

PARTIE 1

LES CHIFFRES DU SECTEUR AGRICOLE

État des lieux de la production agricole en Polynésie française en 2016

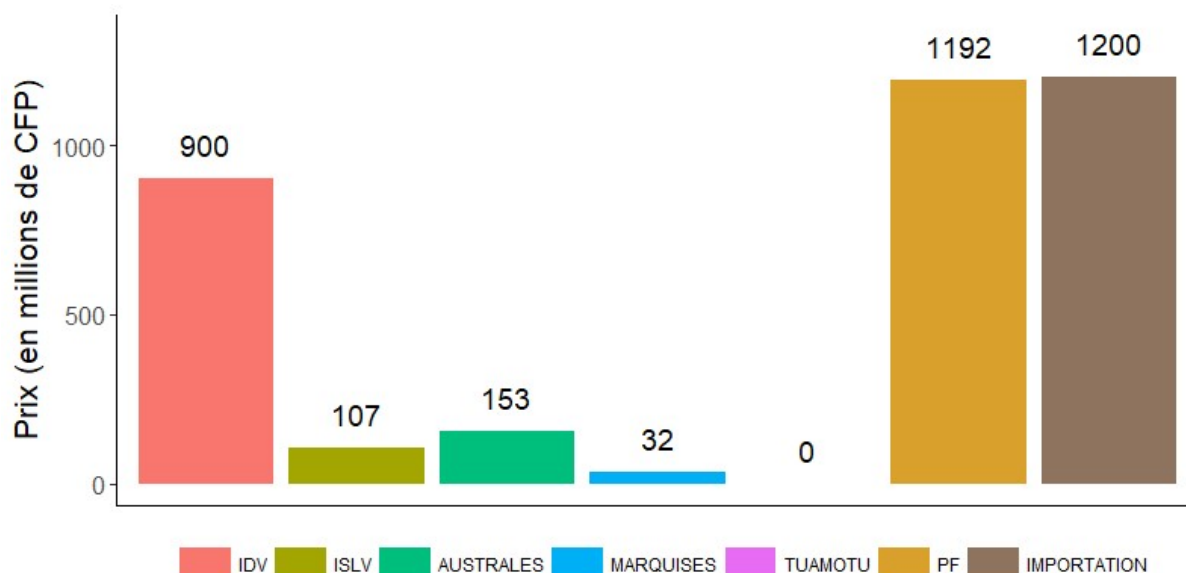
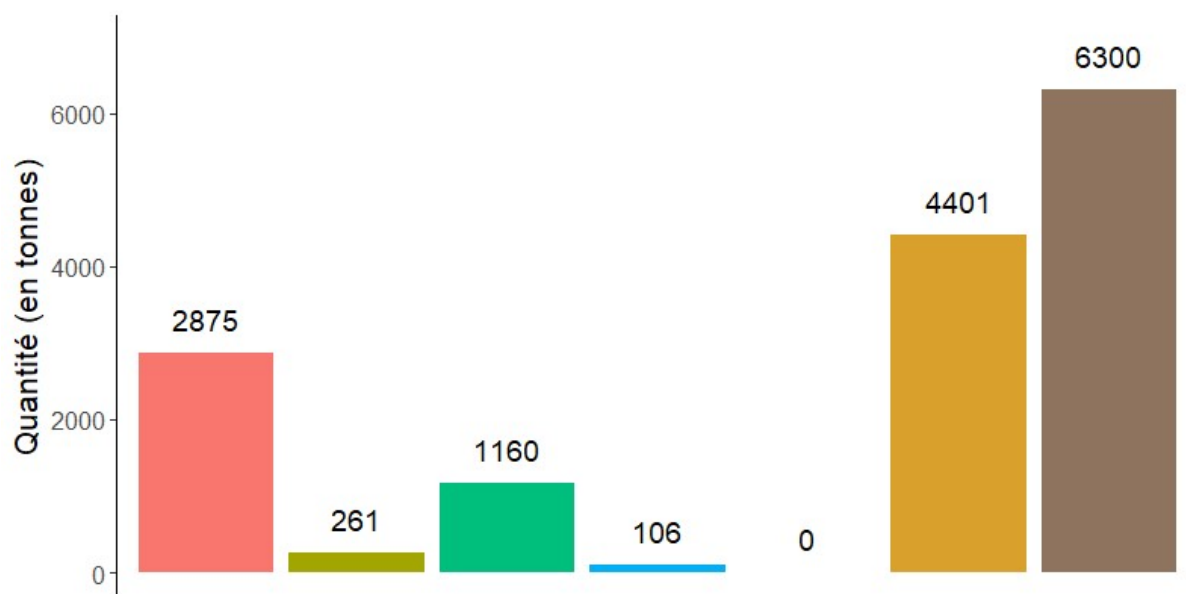
En 2016, les importations de produits issus de l'agriculture ont représenté 45,5 milliards de francs, contre seulement 3 milliards de francs pour les exportations des produits agricoles locaux. Du fait de l'importation en grande quantité de produits concurrents, les productions du fenua ne suffisent pas à couvrir les besoins de la population polynésienne, malgré un potentiel agricole qui ne semble pas pleinement exploité pour certaines îles.

Dans cette partie, nous verrons les chiffres de la production et de l'importation des principales ressources agricoles (maraîchères, fruitières, animales...). Pour chaque ressource, un graphique présentera les quantités produites (et leur valeur financière) par archipel producteur, pour l'ensemble de la Polynésie française et les quantités importées. Le taux de couverture correspondant à la part de la production locale dans la consommation a également été calculé. Cependant, du fait de l'existence de circuits de commercialisation informels et du manque d'accessibilité à certains chiffres, les données de production sont potentiellement sous-estimées, voire absentes.

La notation NC correspond à une donnée non communiquée (souvent des valeurs financières très faibles) et la notation NA signifie que l'importation n'est pas autorisée.

Les productions maraîchères

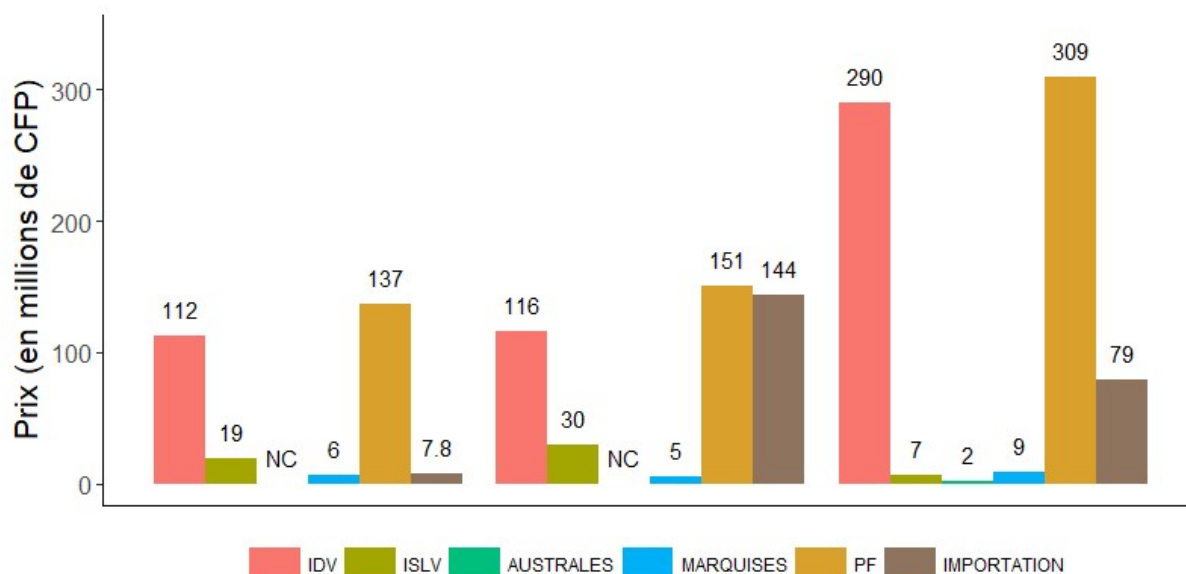
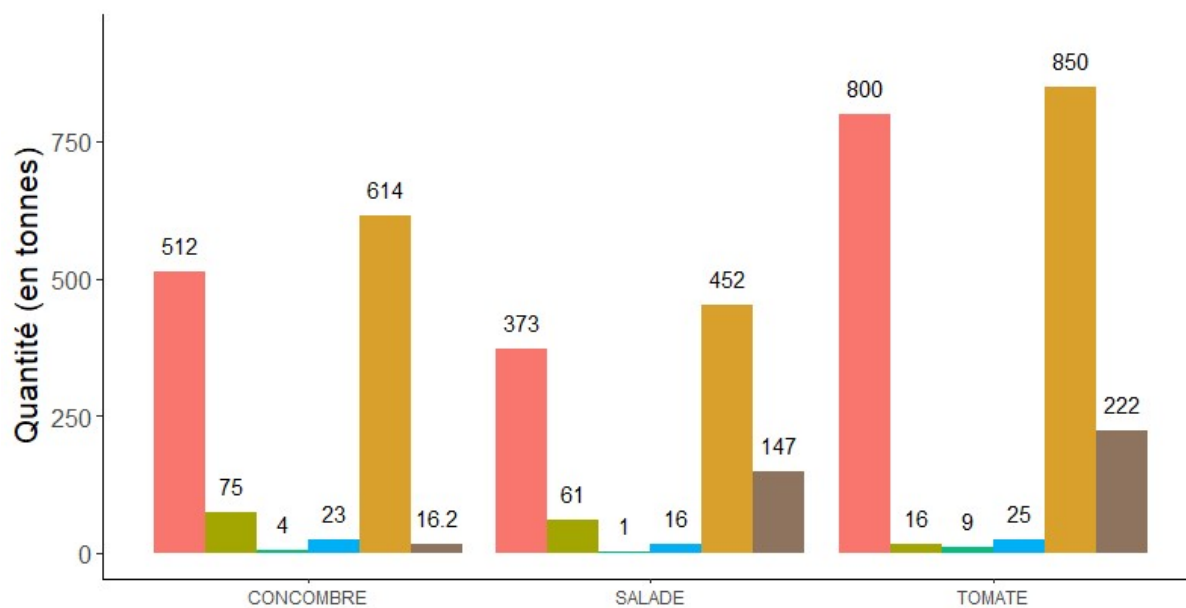
Production maraîchère totale



Taux de couverture

41%

Ressources maraîchères produites principalement aux IDV (concombre, salade et tomate)

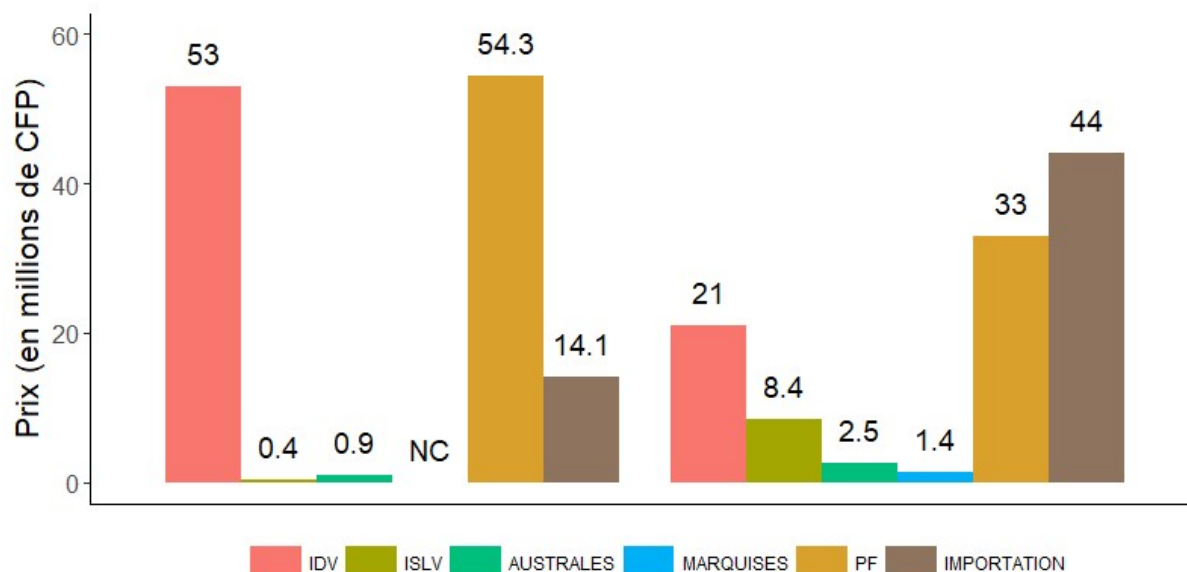
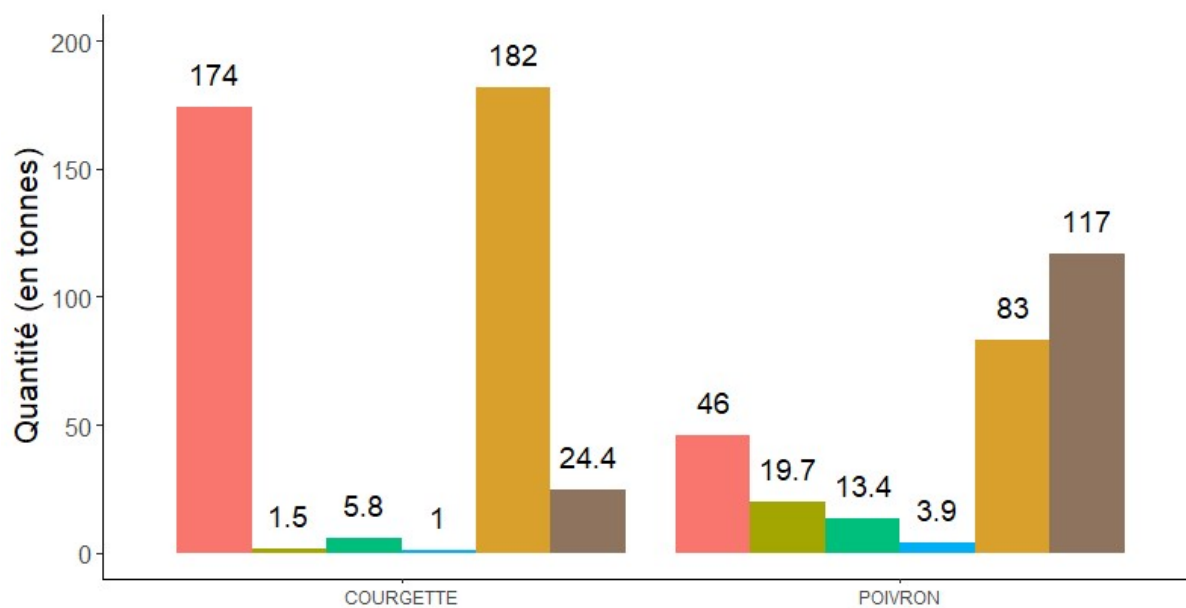


Taux de couverture
97%

Taux de couverture
79%

Taux de couverture
75%

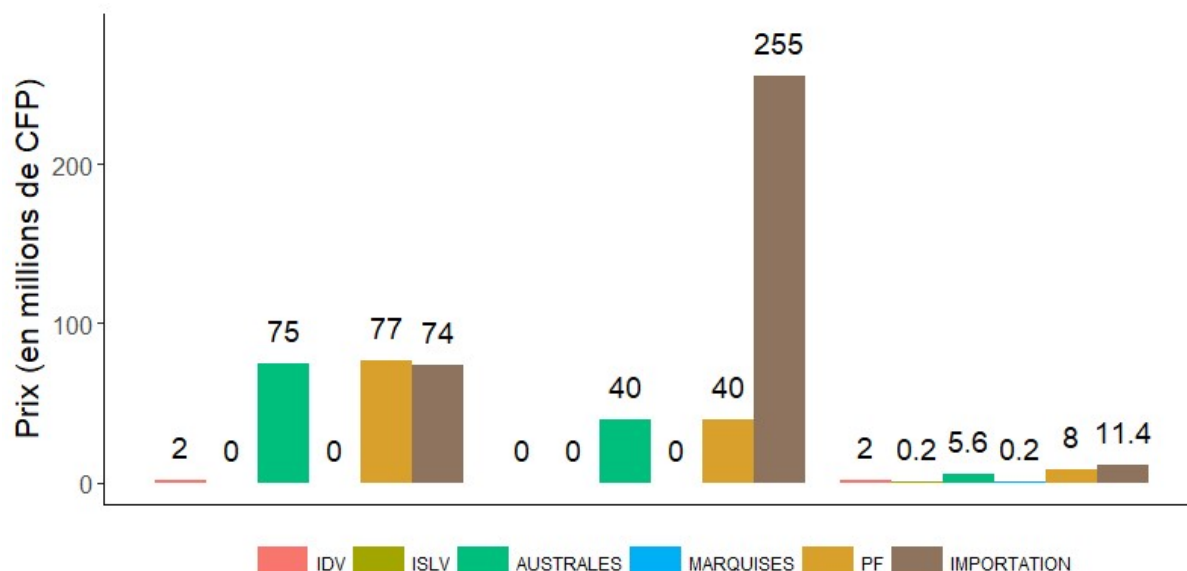
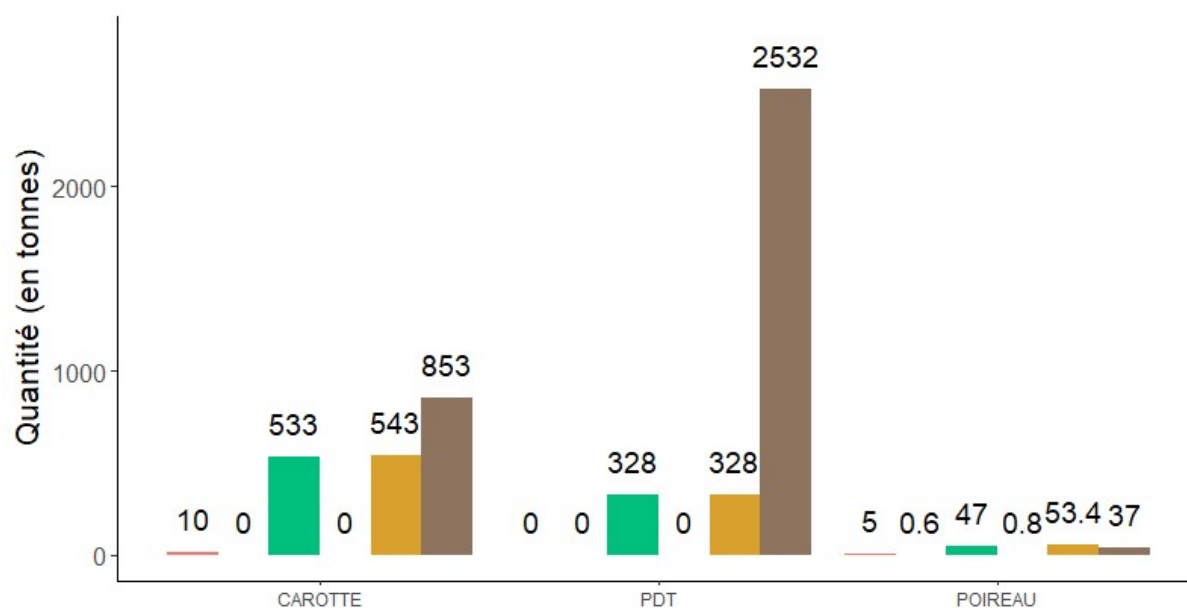
Ressources maraîchères produites principalement aux IDV (courgette et poivron)



Taux de couverture
88%

Taux de couverture
42%

Ressources maraîchères produites principalement aux Australes (carotte, pomme de terre et poireau)

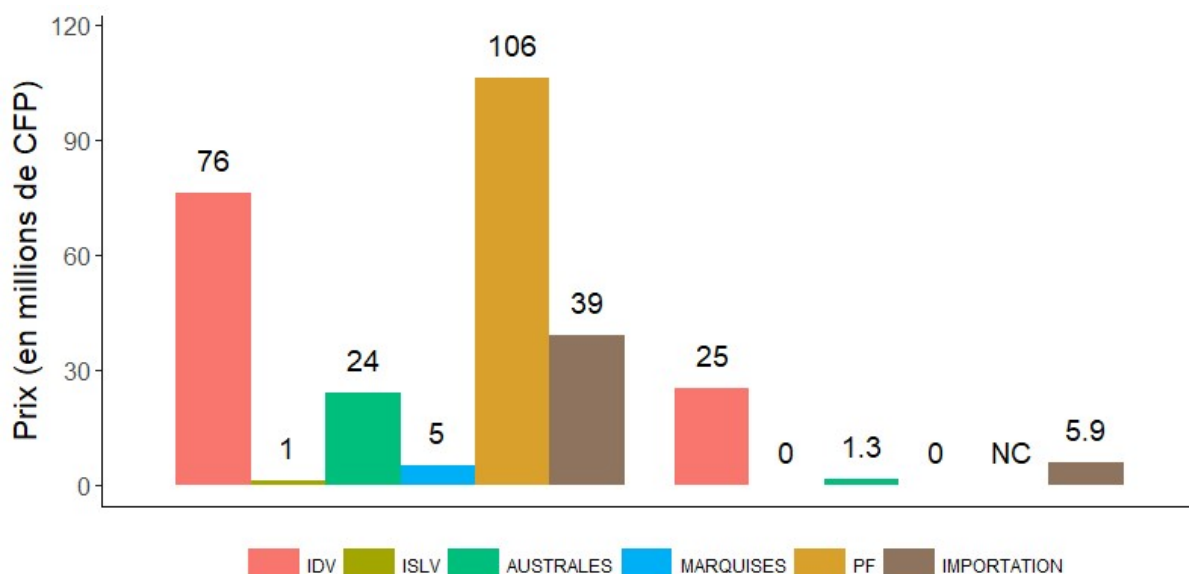
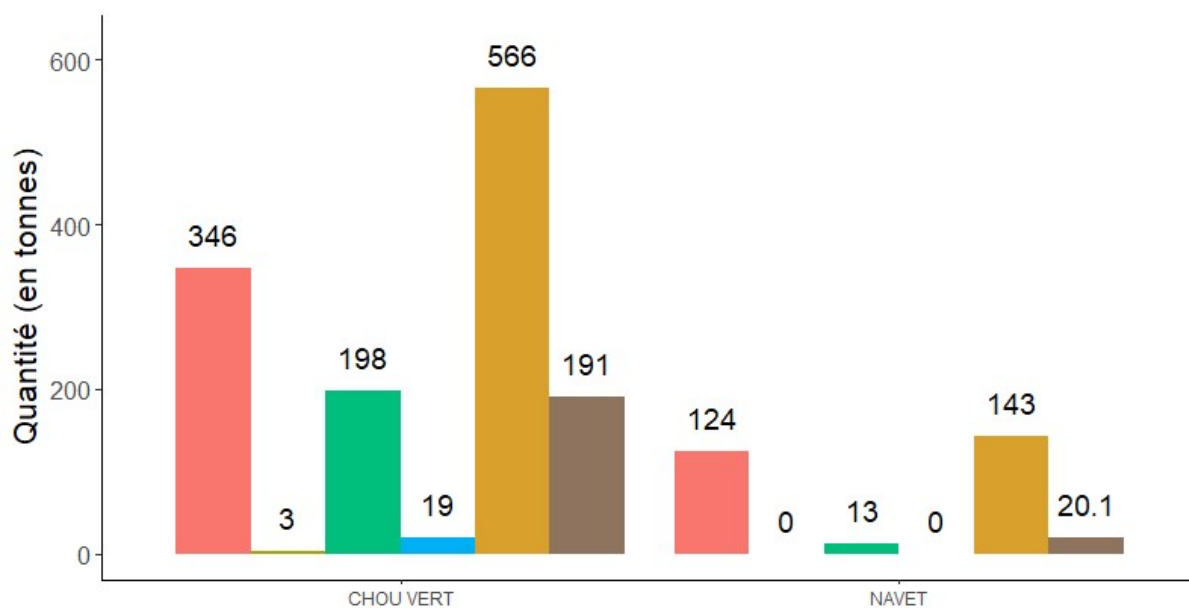


Taux de couverture
39%

Taux de couverture
59%

Taux de couverture
11%

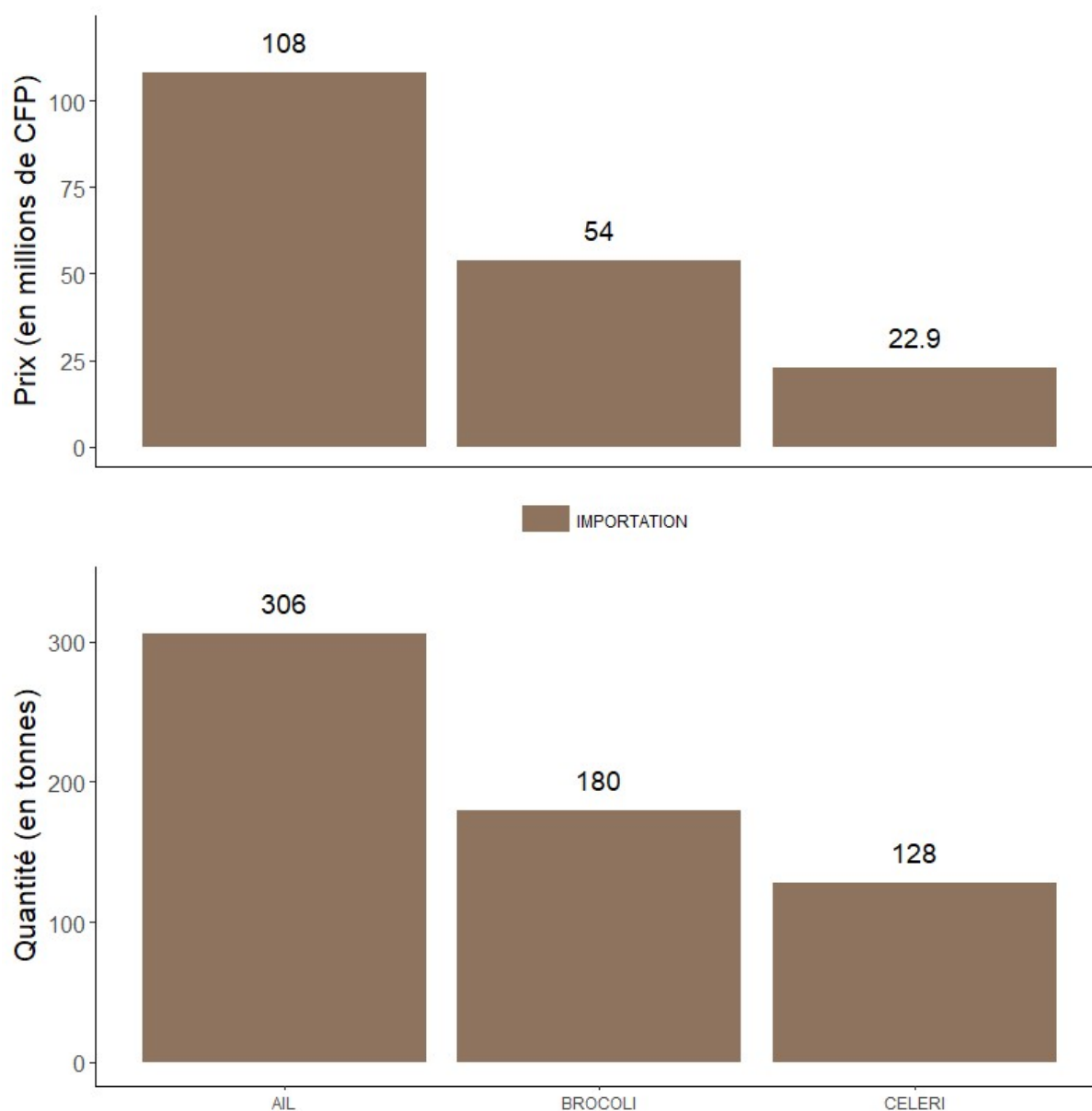
Ressources maraîchères produites principalement aux IDV et Australes (chou vert et navet)



Taux de couverture
75%

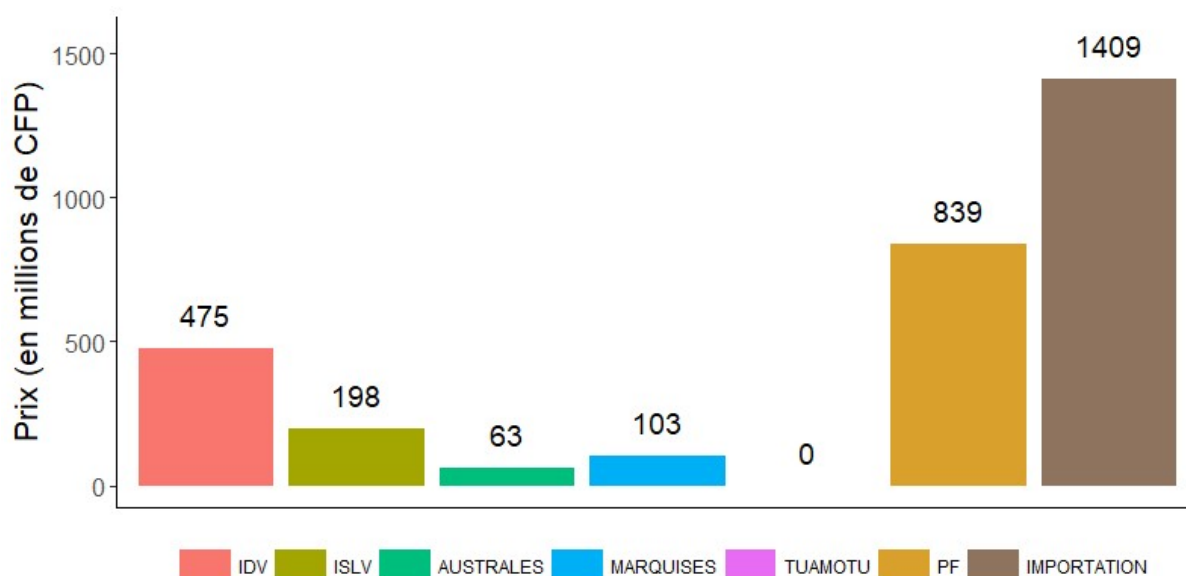
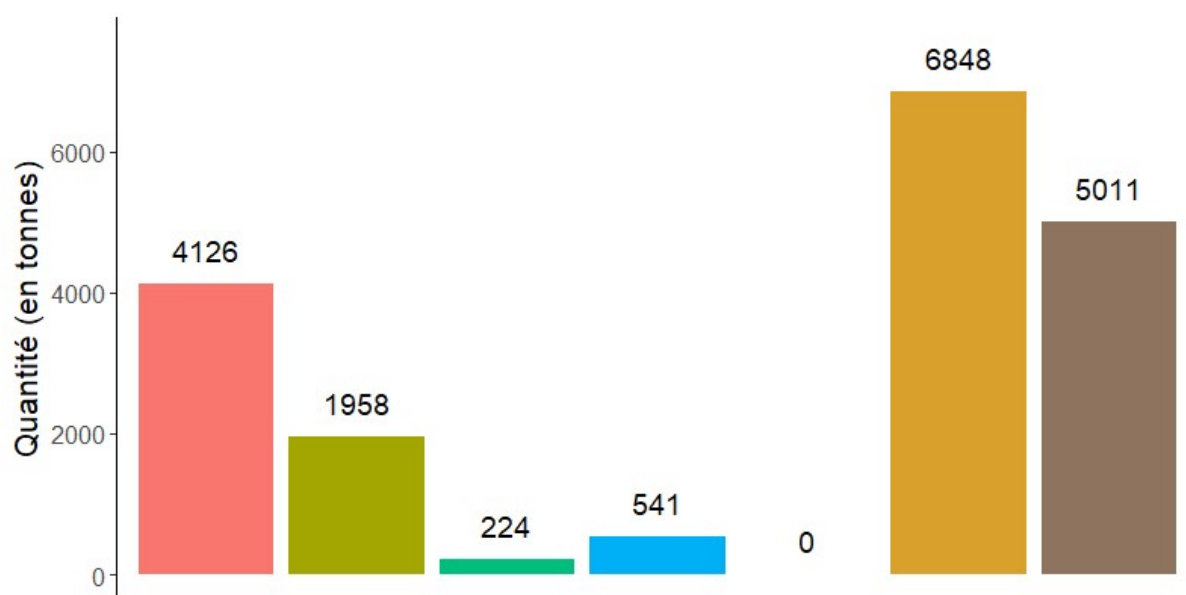
Taux de couverture
88%

Ressources maraîchères non produites localement et uniquement importées (ail, brocoli et cèleri)



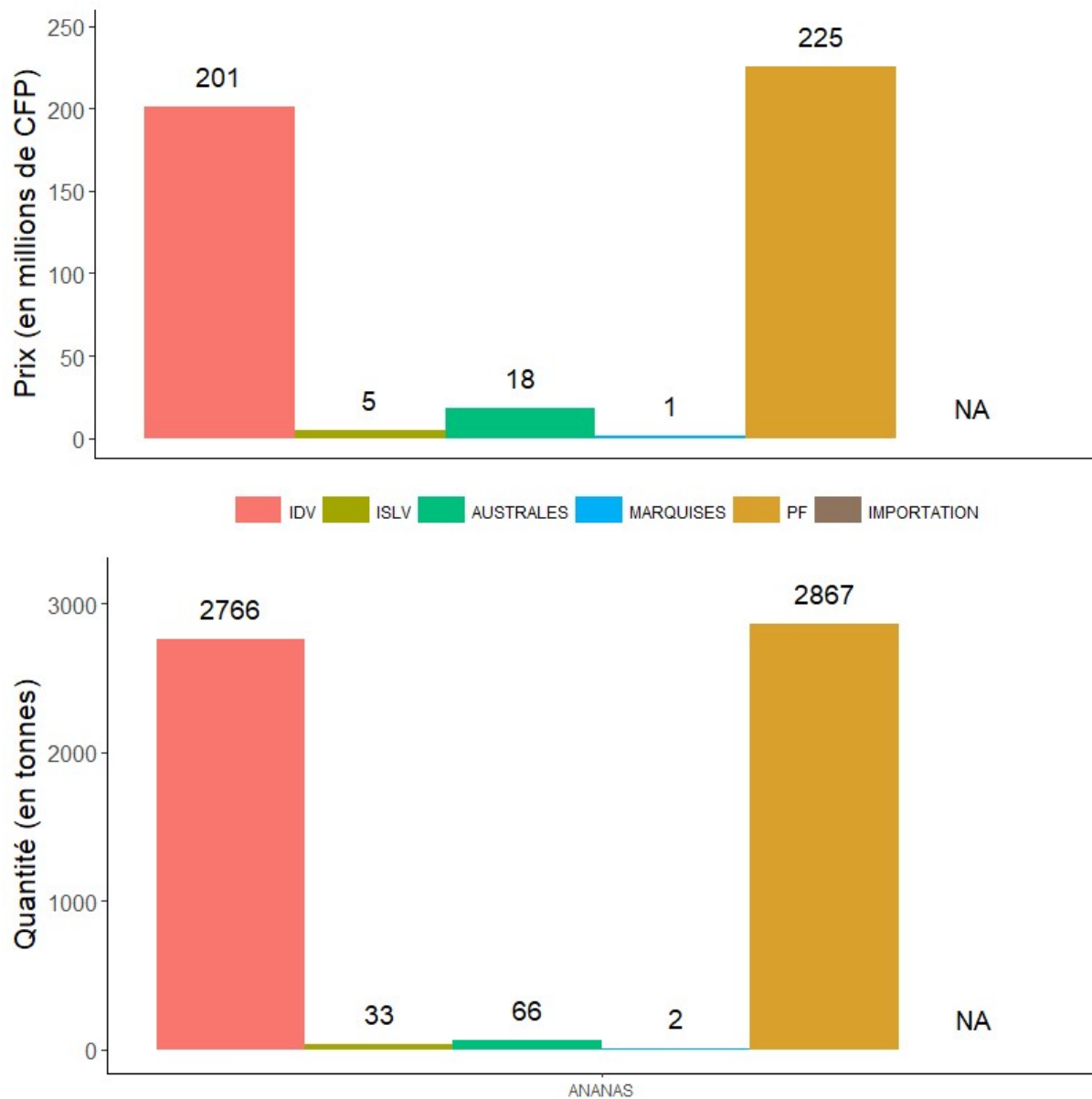
Les productions fruitières

Production fruitière totale

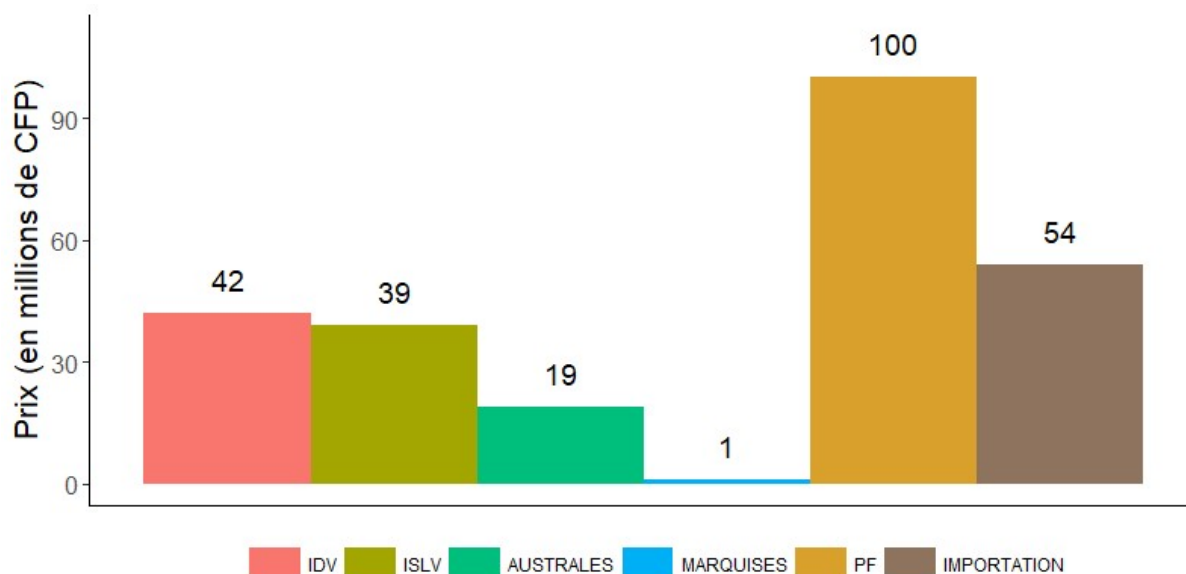
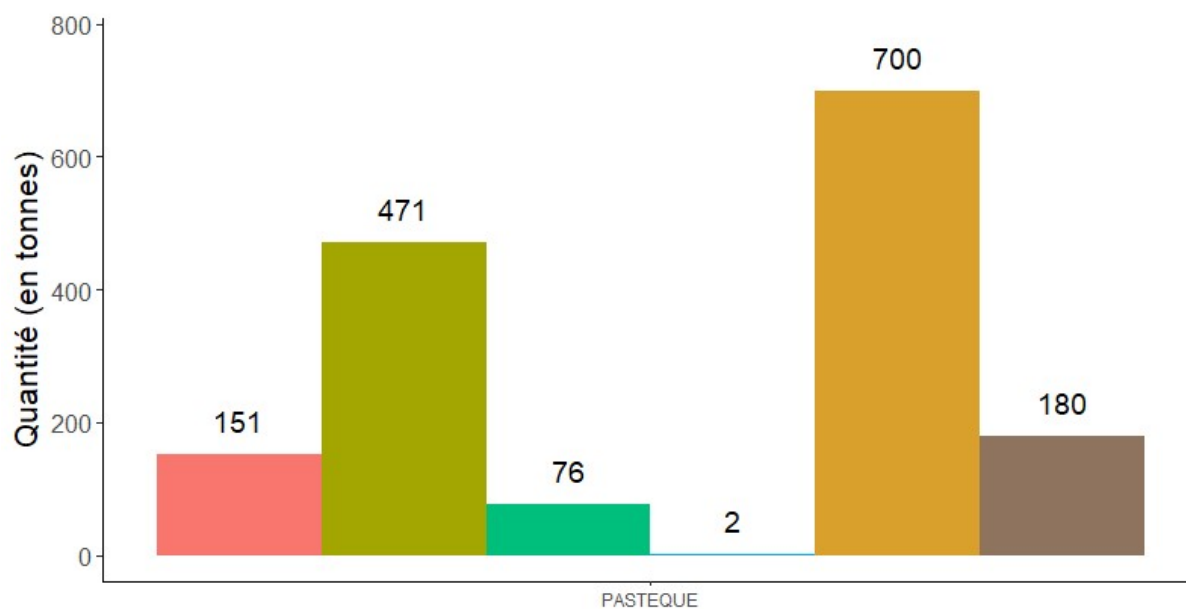


Taux de couverture
58%

Ressource fruitière produite principalement aux IDV (ananas)

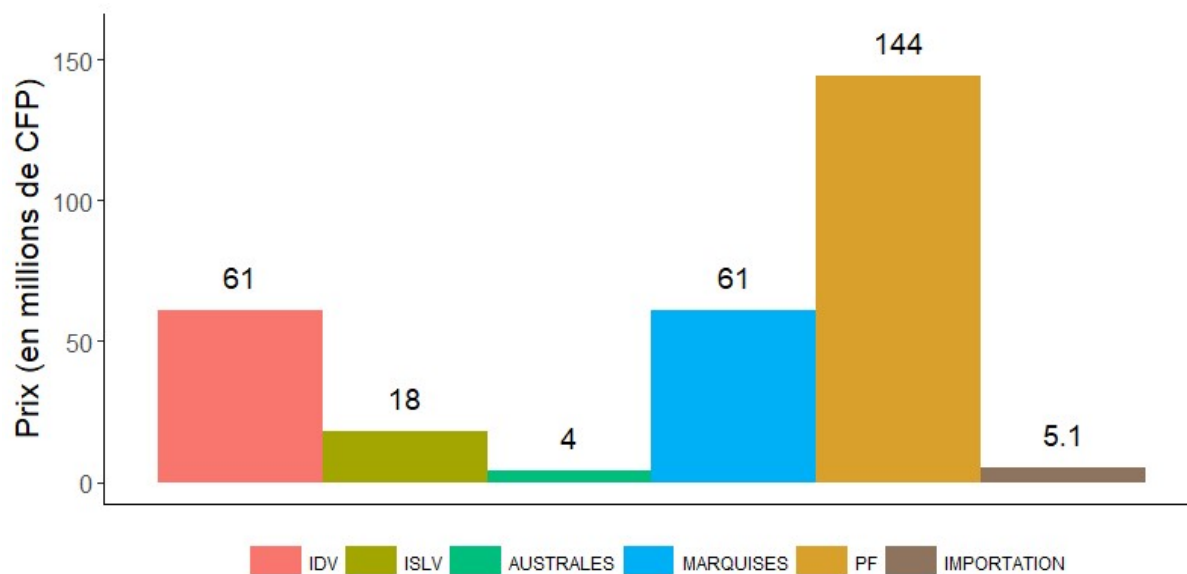
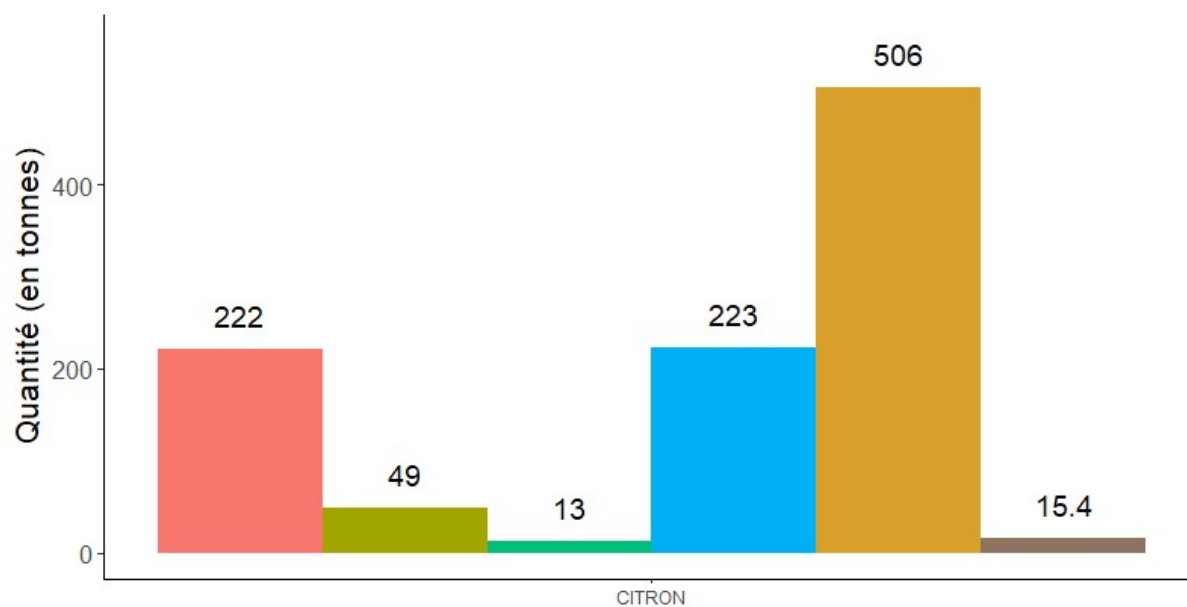


Ressource fruitière produite principalement aux IDV, ISLV et Australes (pastèque)

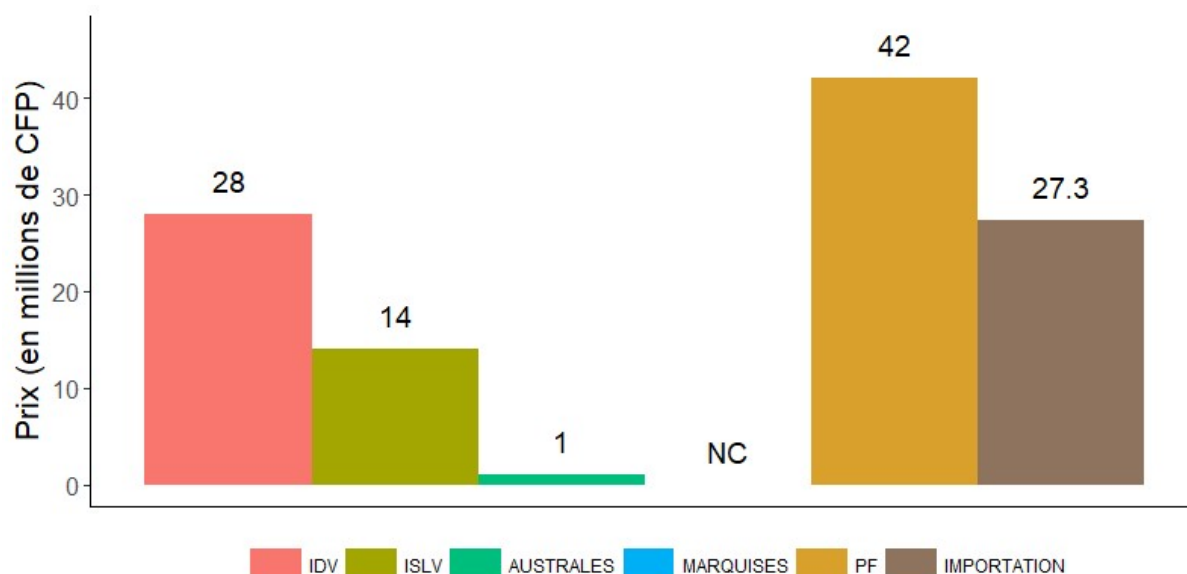
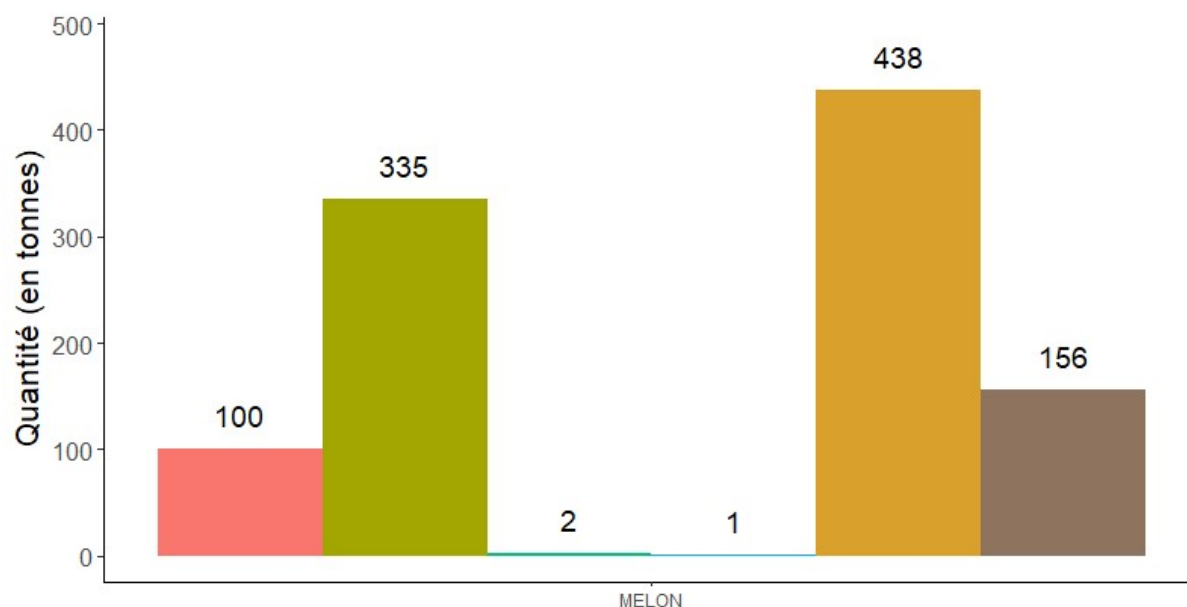


Taux de couverture
71%

Ressource fruitière produite principalement aux IDV, ISLV et Marquises (citron)

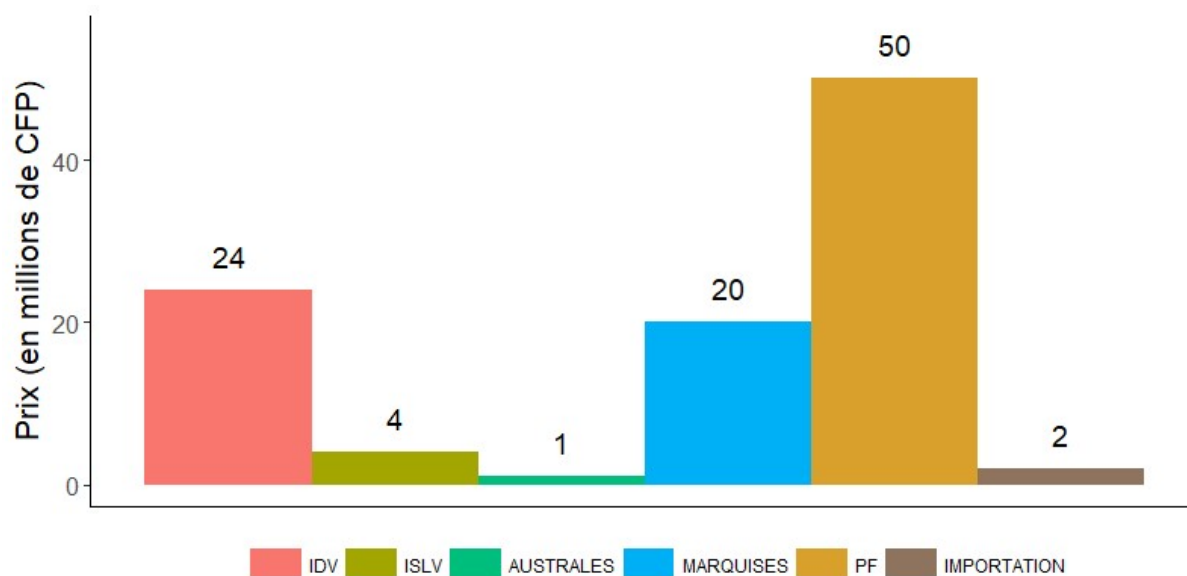
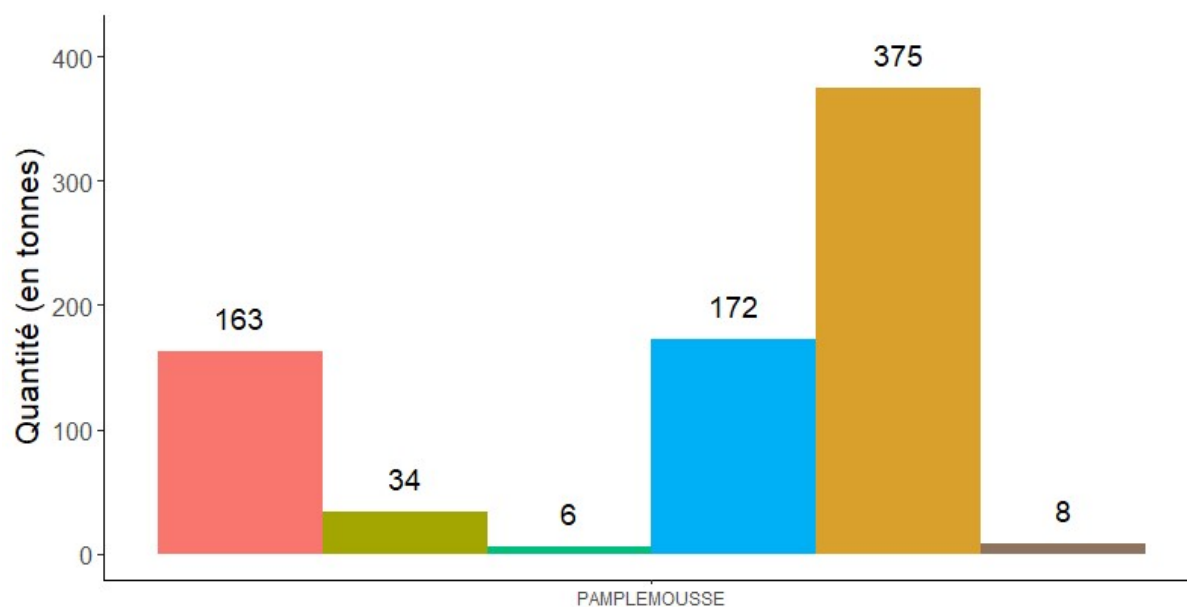


Ressource fruitière produite principalement aux IDV et ISLV (melon)

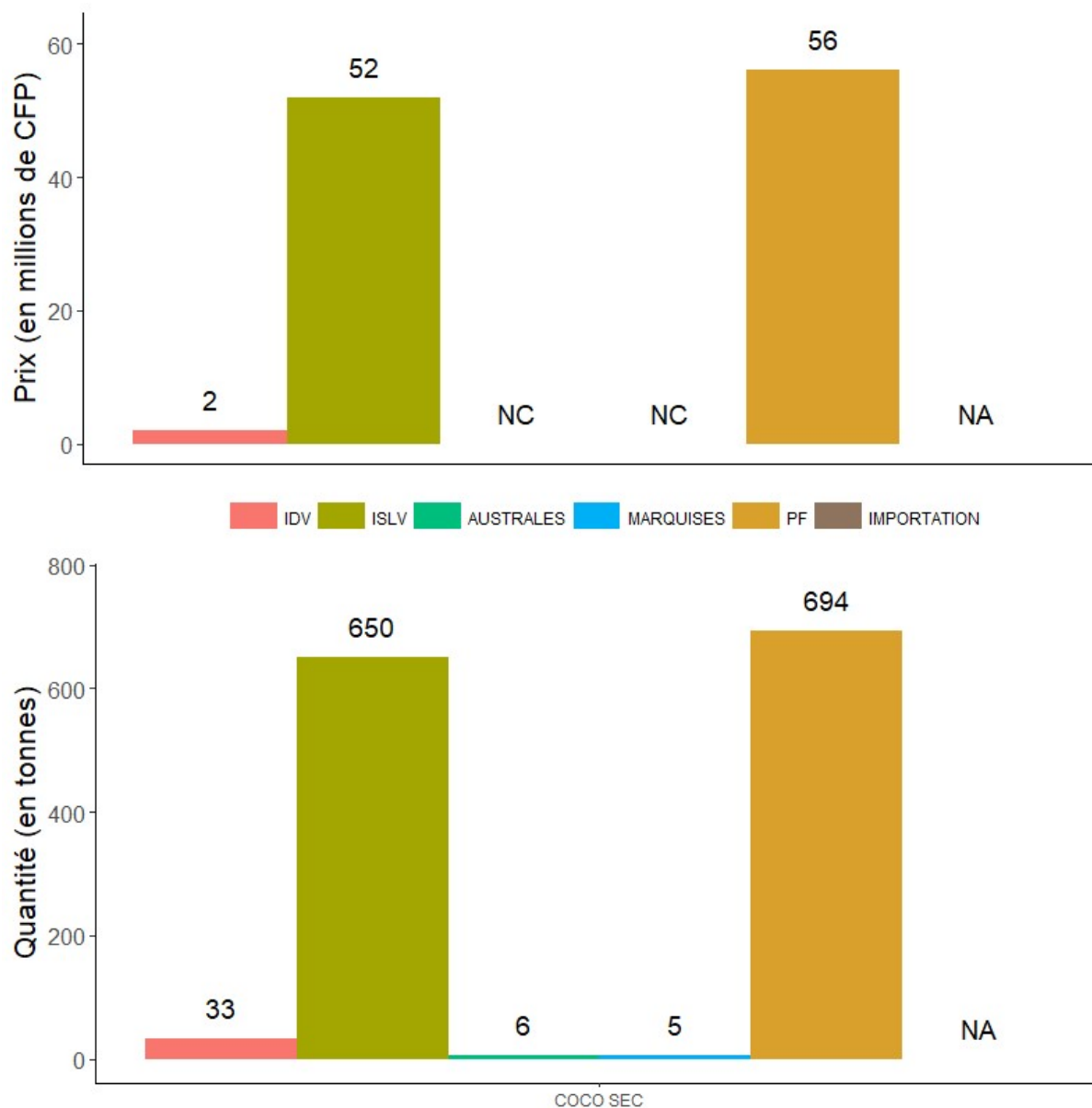


Taux de couverture
74%

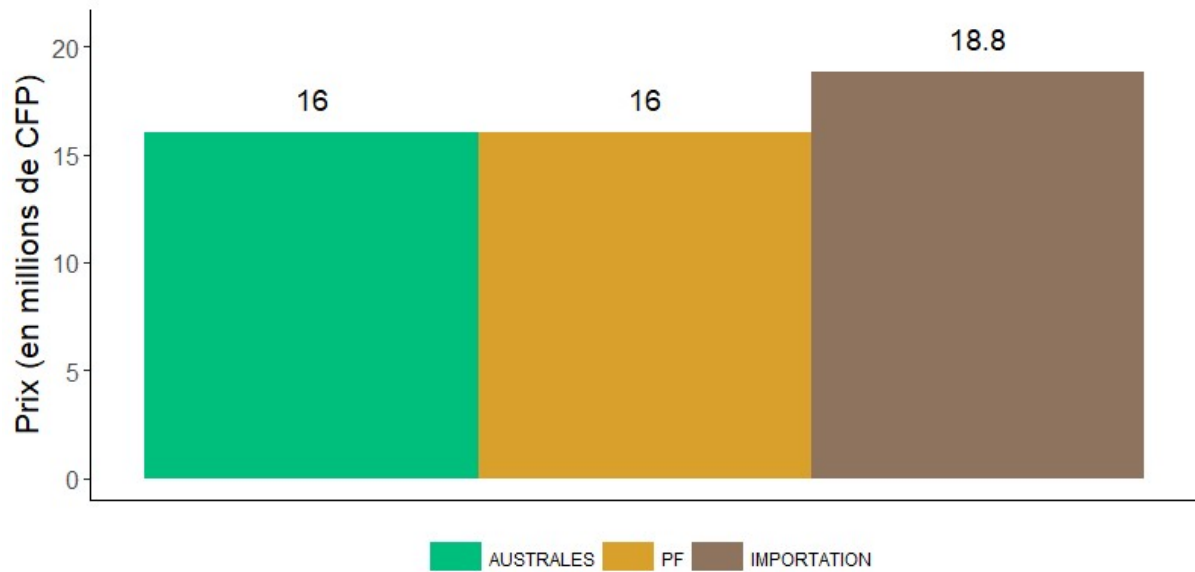
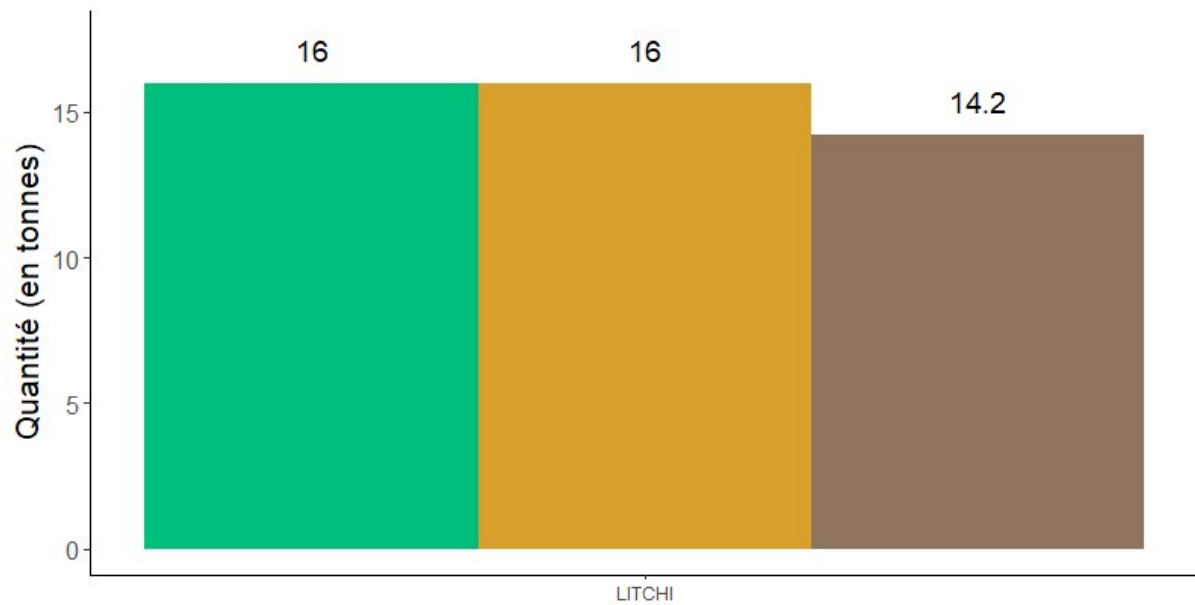
**Ressource fruitière produite principalement aux IDV
et Marquises (pamplemousse)**



**Ressource fruitière produite principalement aux ISLV
(coco sec)**

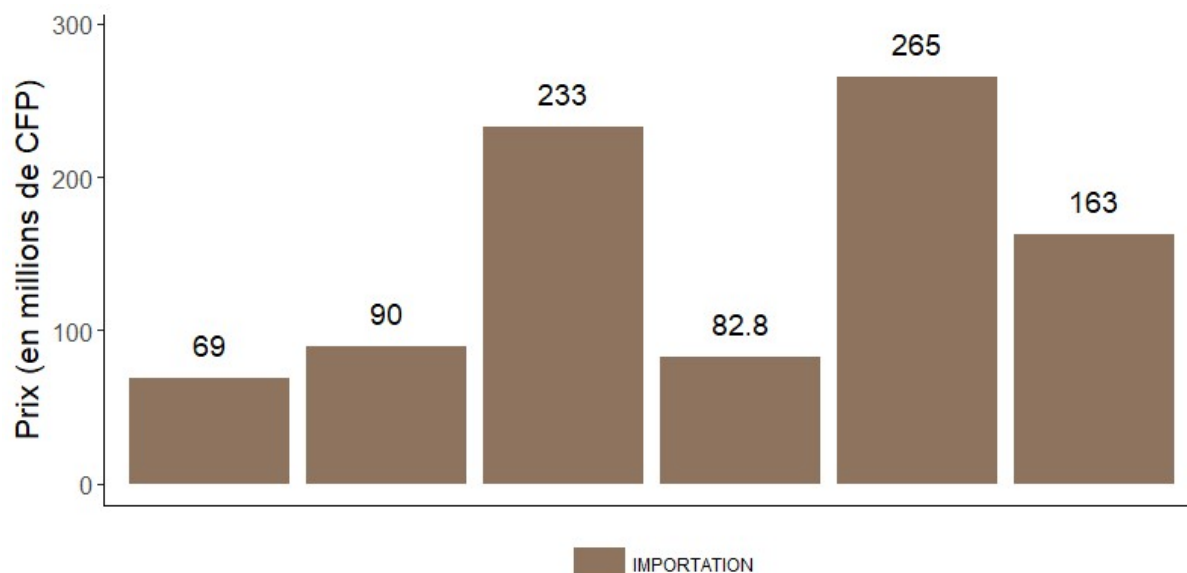
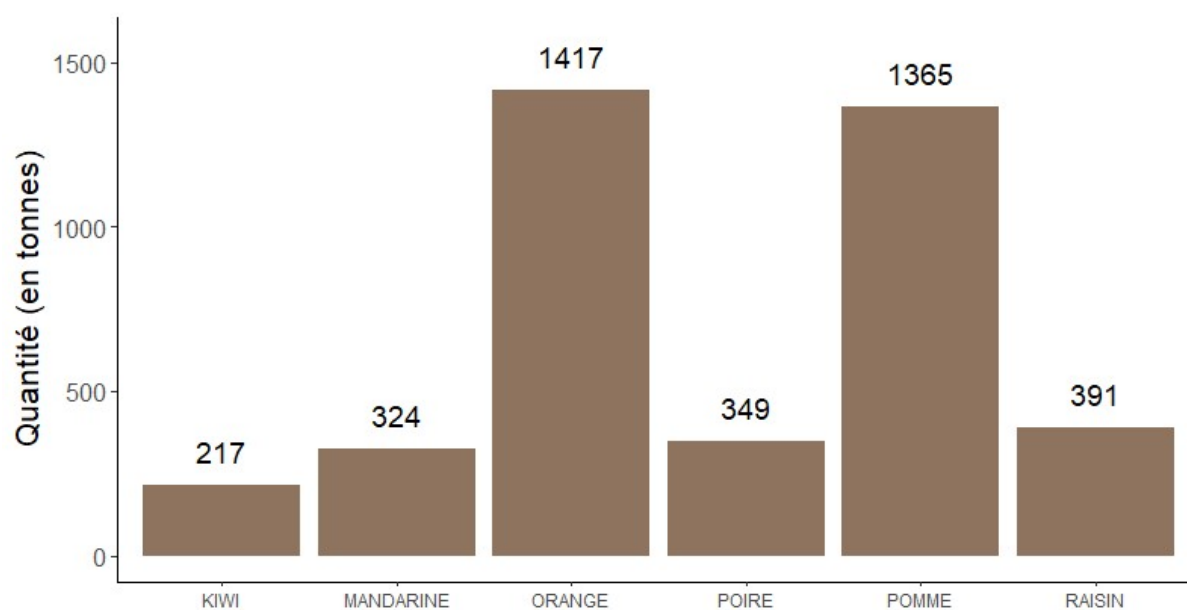


Ressource fruitière produite uniquement aux Australes (litchi)



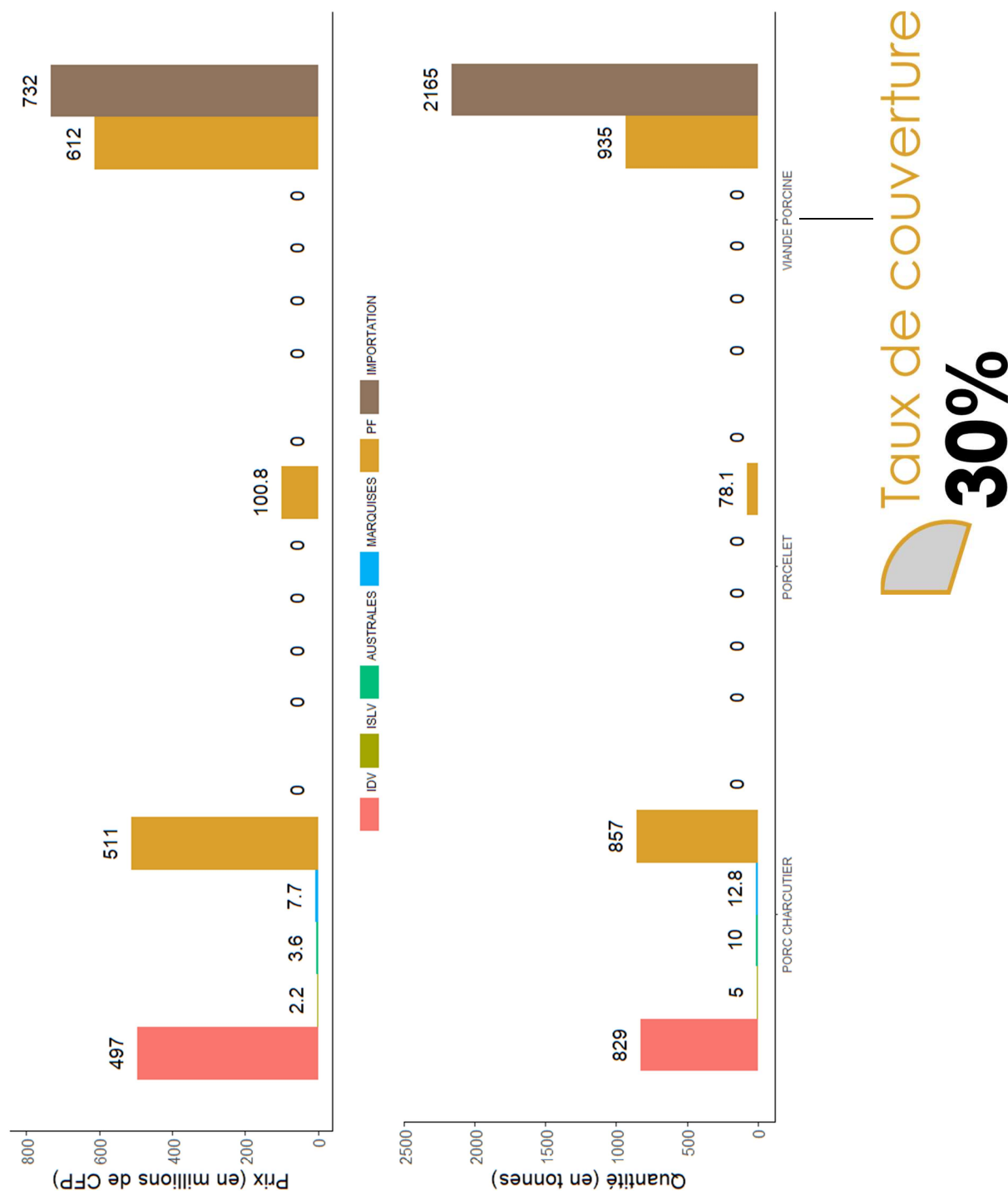
Taux de couverture
79%

Ressources maraîchères non produites localement et uniquement importées (kiwi, mandarine, orange, poire, pomme et raisin)

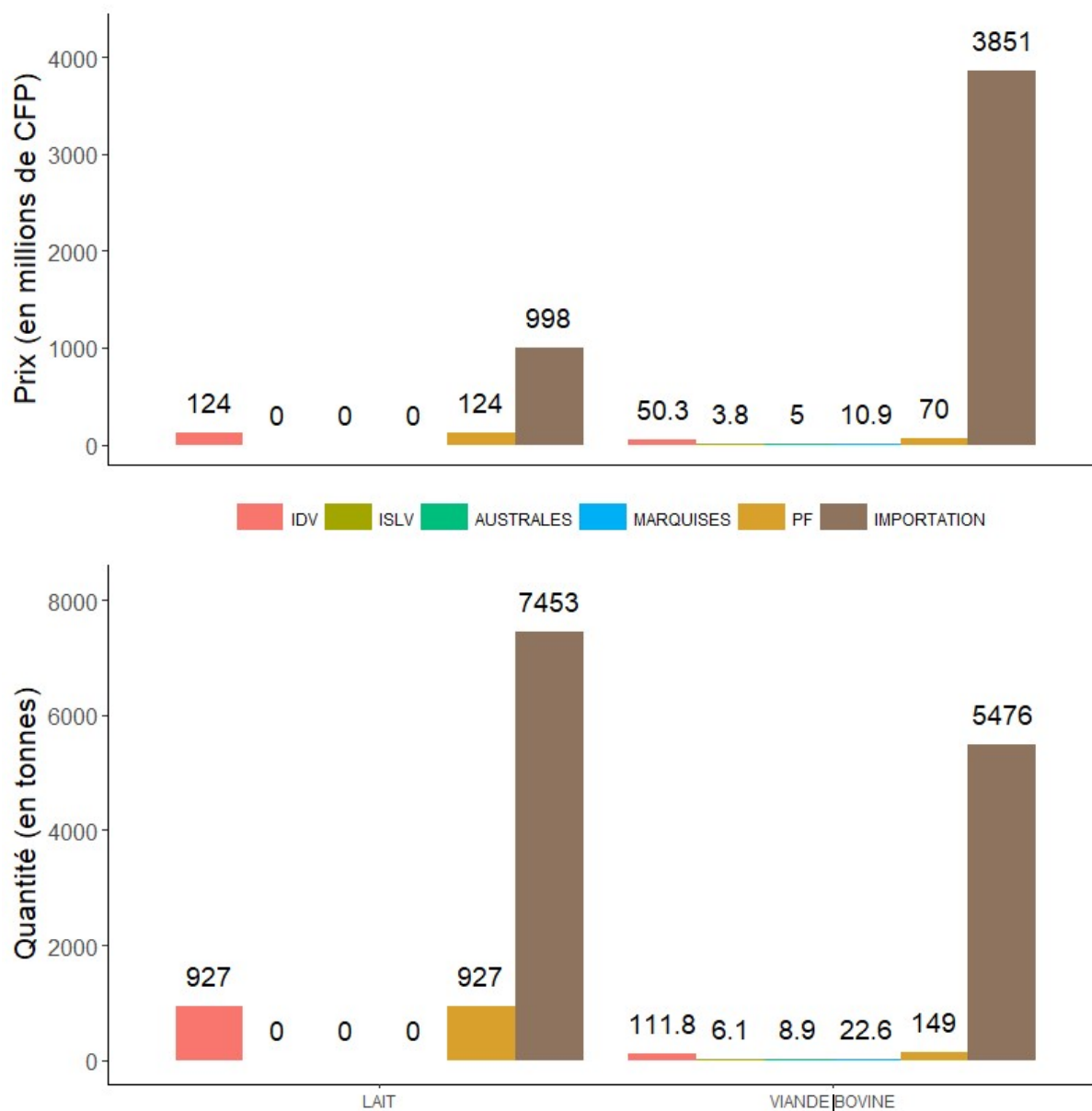


Les productions issues de l'élevage

Ressources issues de l'élevage porcin (viande porcine totale, porc charcutier et porcelet)



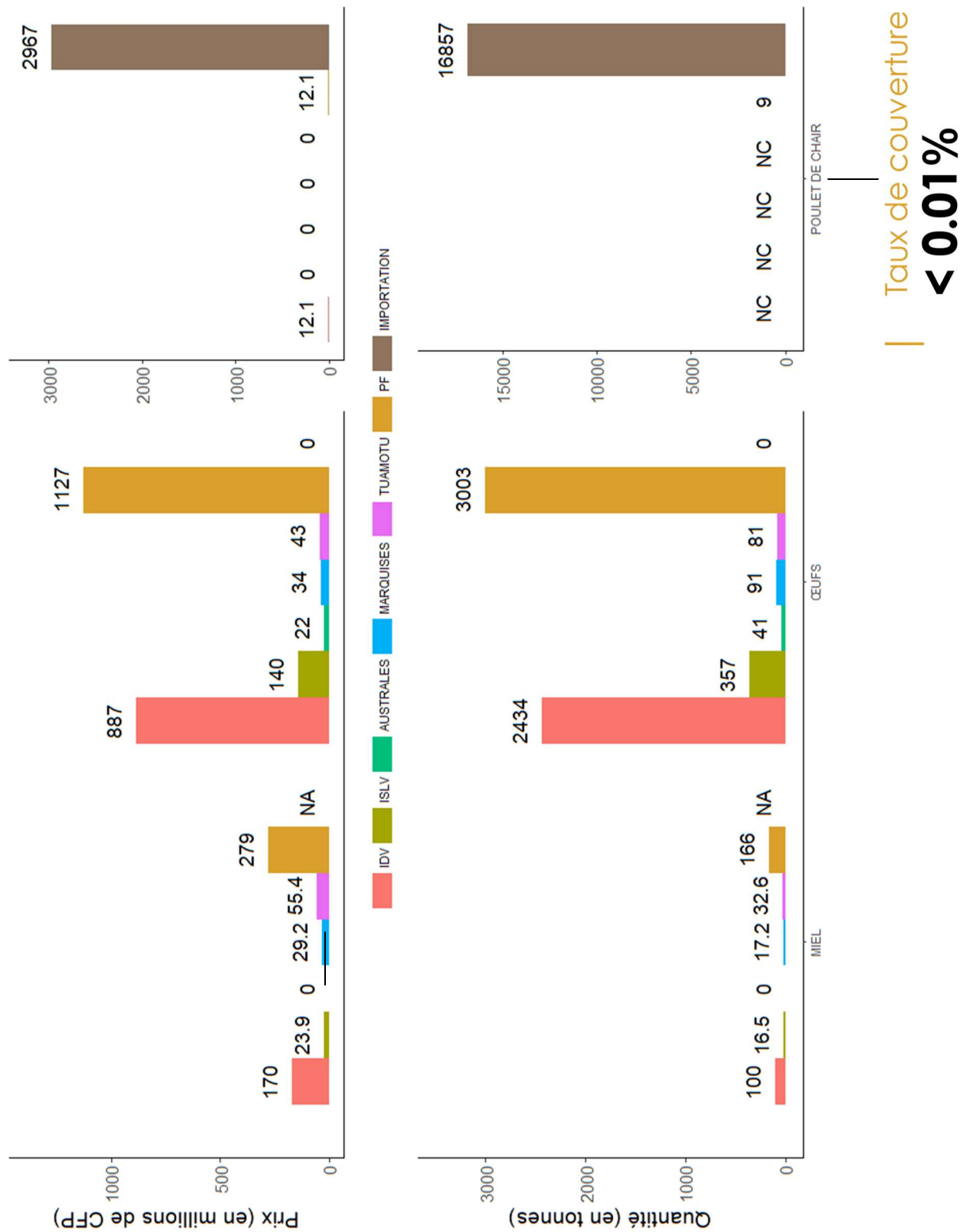
Ressources issues de l'élevage bovin (viande bovine et lait)



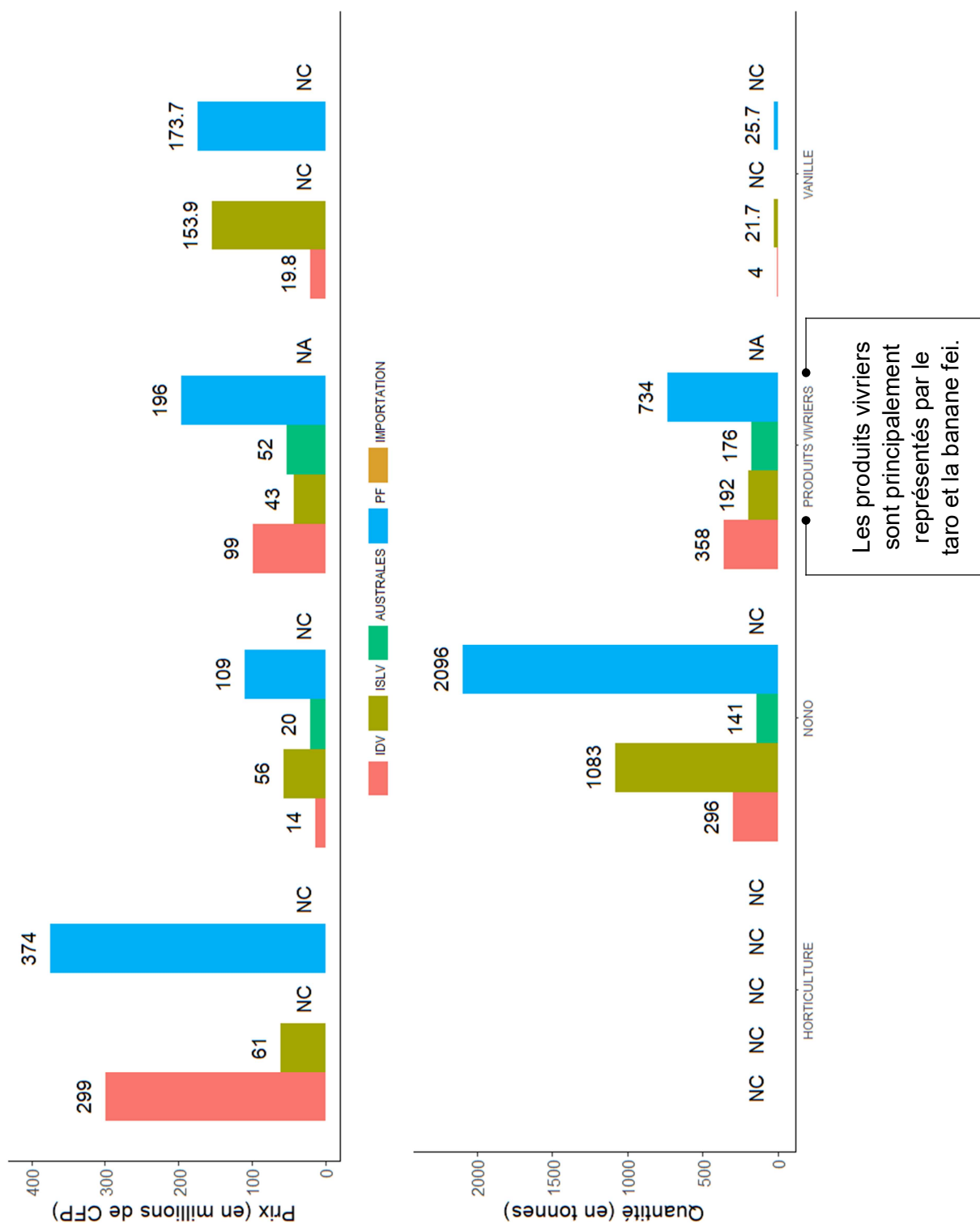
Taux de couverture
3%

Taux de couverture
3%

Ressources issues d'autres élevages (miel, œufs et poulet de chair)



Les autres productions végétales



Bilan de l'Huilerie de Tahiti sur les chiffres de la coprahculture

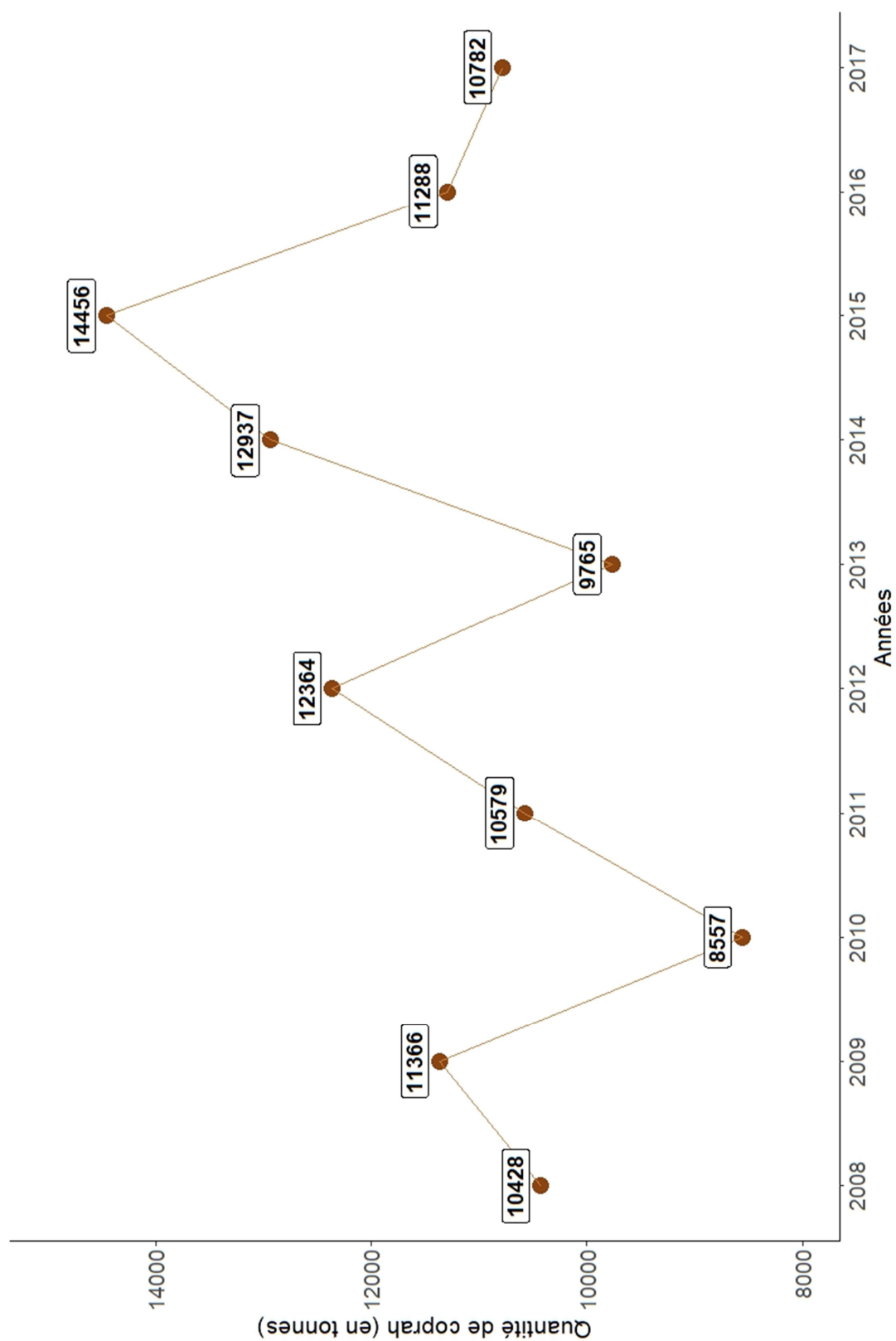
---

L'Huilerie de Tahiti est une société anonyme créée en 1967 détenue majoritairement par le pays, sous la tutelle du ministère de l'Économie verte. Elle a pour activité principale de fabriquer de l'huile végétale à partir du coprah des îles de Polynésie française. La coprahculture est une activité agricole majeure de Polynésie qui occupe deux tiers des surfaces agricoles utilisées, et 87 % des cocoteraies sont situées aux Tuamotu. Malgré le financement important du pays pour la coprahculture, la production de coprah a beaucoup diminué ces deux dernières années.

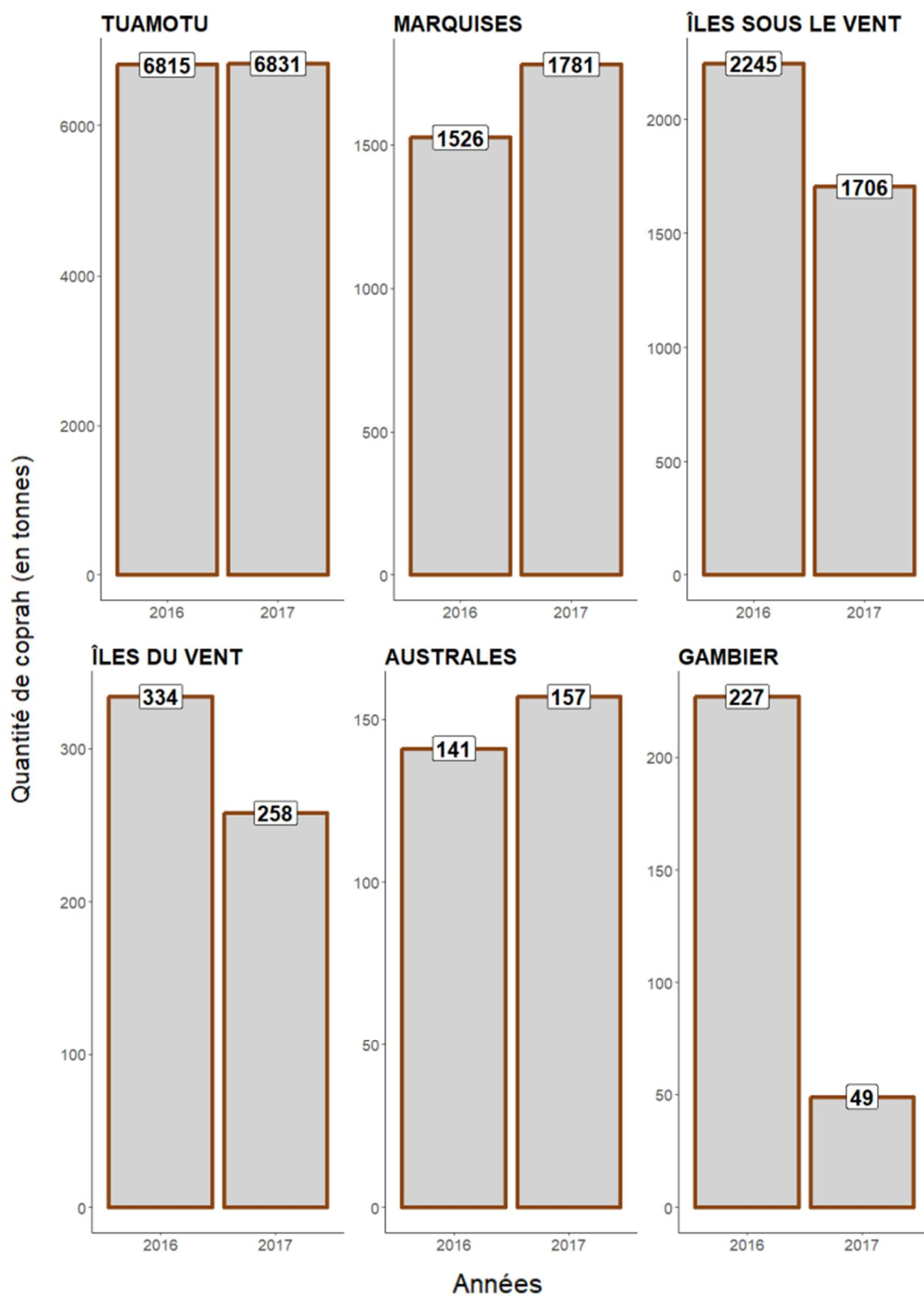
Dans cette partie, nous verrons les chiffres importants liés à la production de coprah :

- *l'évolution de la production de coprah entre 2008 et 2017 ;*
- *l'évolution de la production de coprah par archipel entre 2016 et 2017 ;*
- *et l'évolution du prix du coprah depuis 1985.*

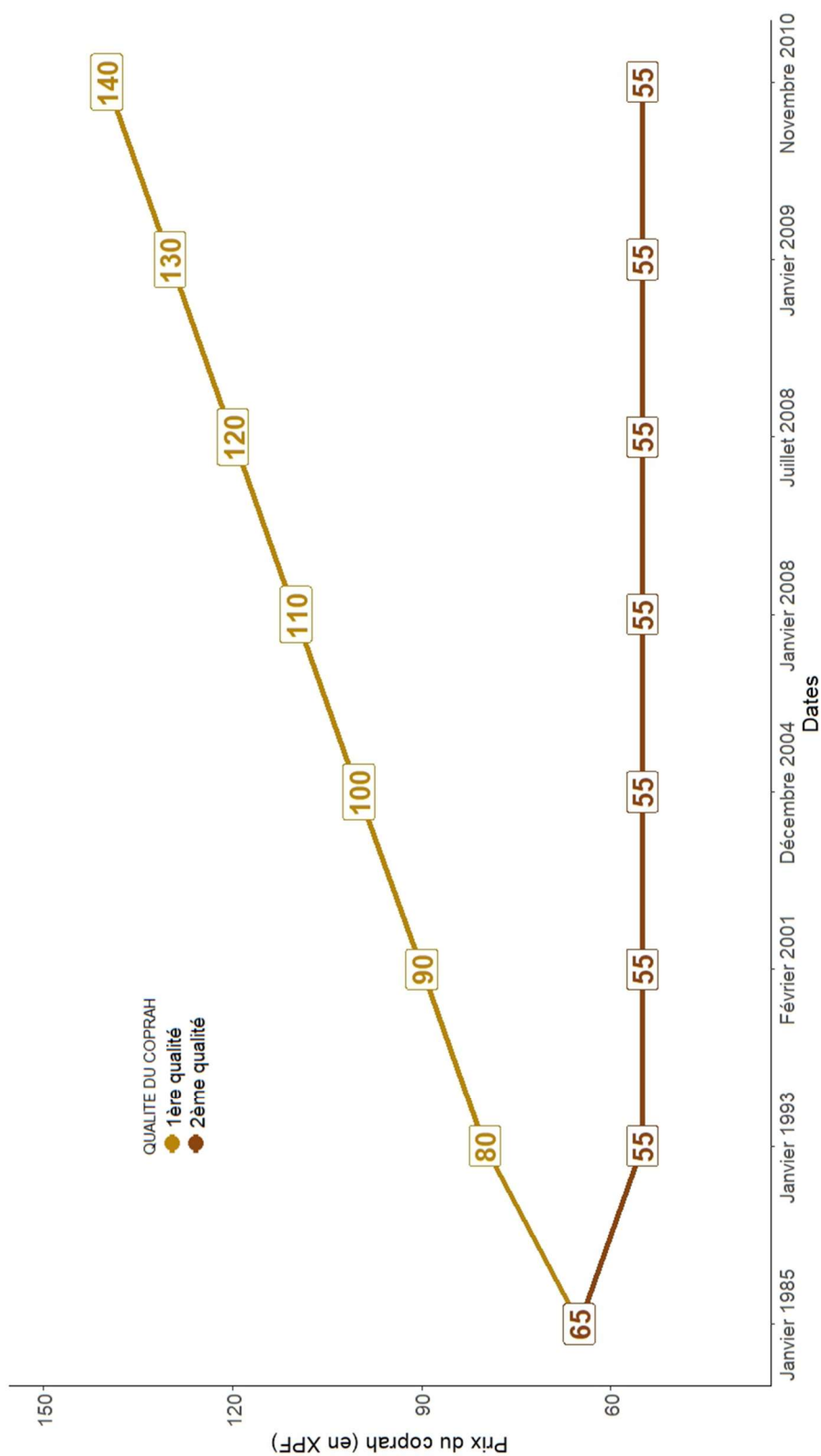
Évolution de la production totale de coprah en Polynésie française entre 2008 et 2017



Évolution de la production de coprah entre 2016 et 2017 pour chaque archipel de Polynésie française



Évolution du prix de vente du coprah par les coprahculteurs entre 1985 et 2010



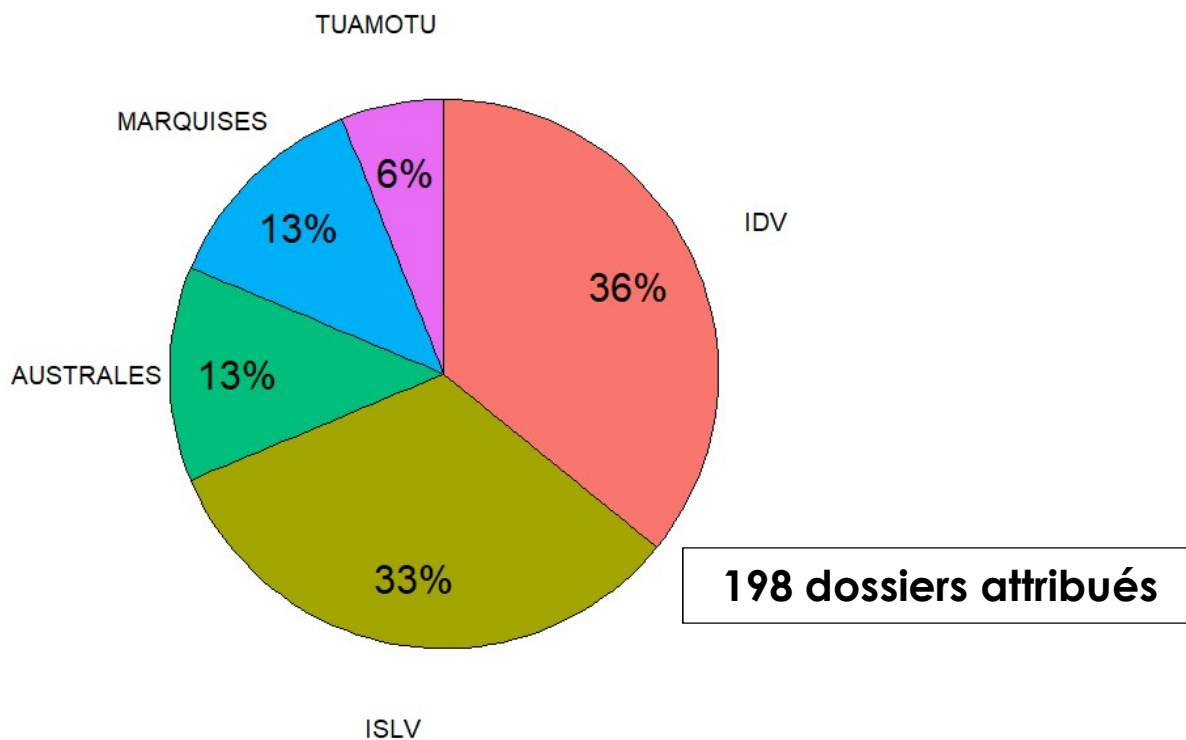
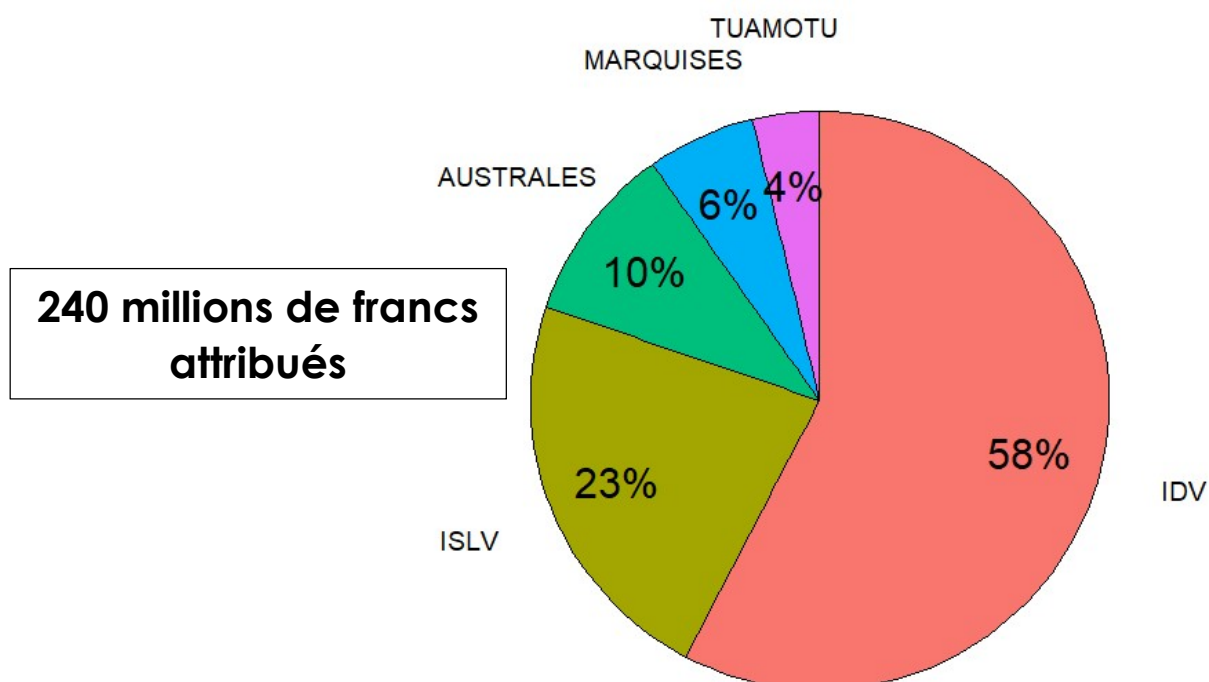
Situation des aides agricoles depuis la mise en place du nouveau dispositif

---

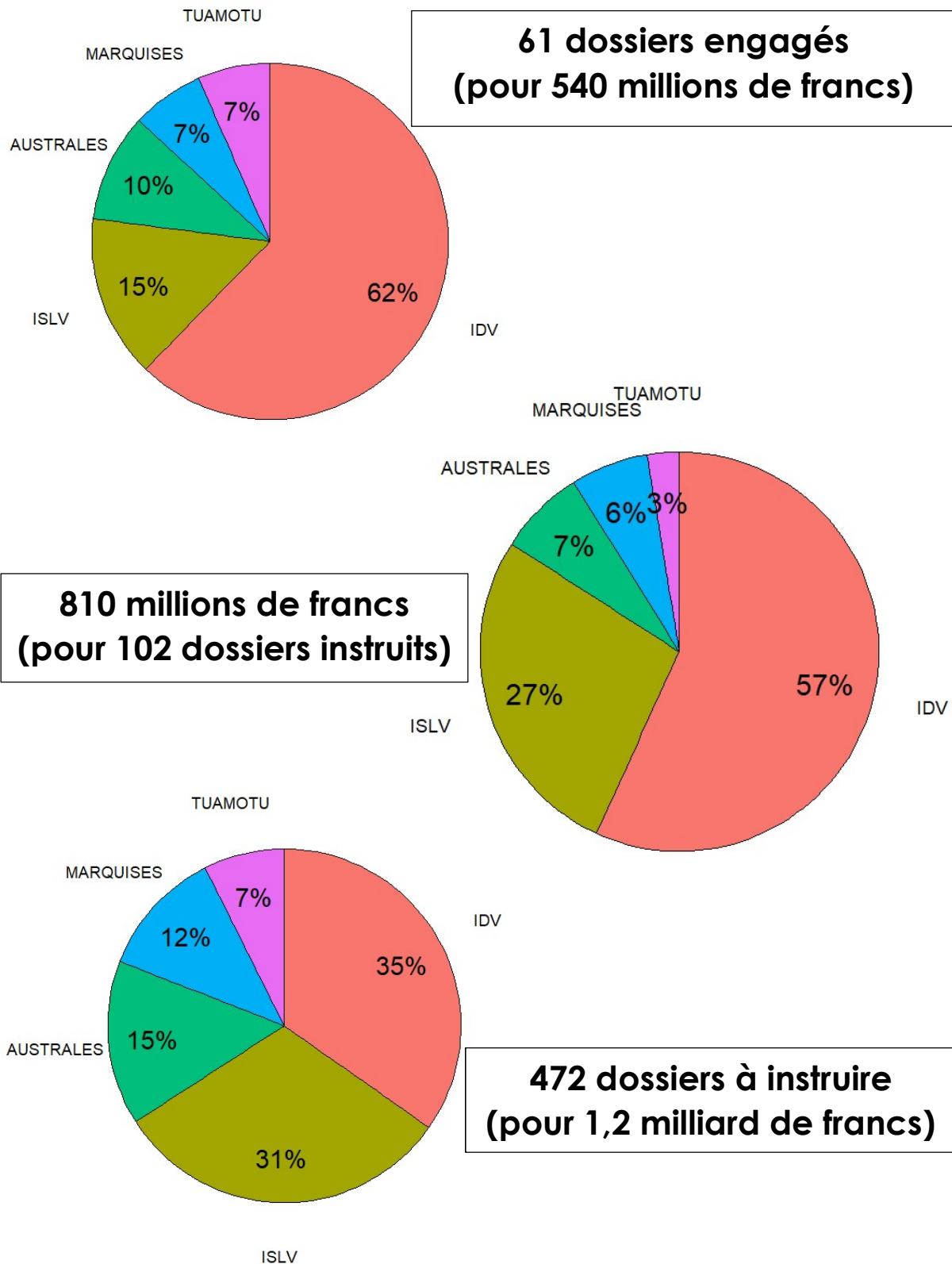
Depuis décembre 2017, un nouveau dispositif d'aides a été mis en place par le ministère de l'Agriculture afin de soutenir davantage le monde agricole. Ce dispositif a pour but d'inciter les agriculteurs à se développer et se tourner vers des filières prioritaires. Les parts de financement et les plafonds des aides ont ainsi été augmentés. Cependant, ce premier bilan n'a que peu de recul et il faudra attendre encore pour déterminer l'efficacité de ce nouveau dispositif.

Cette partie retranscrit le premier bilan du nouveau dispositif d'aides au secteur agricole entre sa mise en place en décembre 2017 et août 2018. Pour chaque étape du traitement des dossiers (attribué, engagé, instruit, à instruire), un graphique présente le pourcentage des dossiers par archipel. Par ailleurs, la valeur financière des aides a été calculée pour l'ensemble des dossiers d'une étape.

Pourcentage des dossiers attribués et de la valeur financière par archipel pour le nouveau dispositif d'aides entre décembre 2017 et août 2018



Pourcentage des dossiers engagés, instruits et à instruire par archipel pour le nouveau dispositif d'aides entre décembre 2017 et août 2018



PARTIE 2

LES DIFFICULTÉS ET PROBLÈMES RENCONTRÉS PAR LES DIFFÉRENTS ACTEURS DU SECTEUR AGRICOLE ET DE LA PÊCHE

Difficultés et problèmes liés à la production

Les ateliers participatifs qui ont été conduits à chaque séminaire ont permis de donner la parole aux acteurs du secteur agricole et de la pêche afin qu'ils puissent mettre en avant les obstacles et les freins au bon fonctionnement de leur activité. Cette première sous-partie est une retranscription des informations qui ont été données lors de ces ateliers concernant la production des ressources agricoles et le prélèvement des ressources marines. Par soucis de lisibilité, elles ont été synthétisées et regroupées par filière de production. Pour chaque filière, un tableau présente les problèmes et les besoins communs à l'ensemble des acteurs de Polynésie ainsi que ceux spécifiques aux différents archipels.

Agriculture maraîchère et fruitière

Polynésie française

Problématiques		Besoins
Environnement	Le climat peut avoir de graves conséquences sur les cultures (cyclones, sécheresses, inondations...)	✓ Développer ou améliorer les systèmes d'irrigation
	Le manque d'eau peut mettre en péril toute la production, surtout pendant la période de floraison	
Qualité des sols	Les agriculteurs ne savent pas évaluer la qualité des sols et leur compatibilité avec certains types de cultures	✓ Analyser les sols et leurs paramètres ✓ Formation en pédologie (étude des sols) ✓ Formation sur la fertilisation (engrais, compost, terreau)
	L'utilisation des engrais n'est pas maîtrisée	
Matières premières	Les semences sont coûteuses et leur prix augmente	✓ Mettre en place de nouvelles pépinières appartenant aux administrations (DAG ou CAPL)
	- Les semences sont souvent importées de l'extérieur - La qualité des semences est aléatoire - Les boutures et les semences ne sont pas régulièrement disponibles - La diversité des variétés proposées est insuffisante	✓ Maîtriser les prix des semences ou proposer des aides pour l'achat ✓ Contrôler la qualité des semences ✓ Favoriser les semences locales
Terres et parcelles	Les terres cultivables disponibles sont insuffisantes (un agriculteur a besoin d'au moins 4ha pour vivre)	✓ Examiner le cadastre pour trouver des terres cultivables disponibles

	Problématiques	Besoins
Polynésie Française	Phytosanitaire • Les cultures sont perturbées par la présence d'insectes ravageurs, de maladies et de champignons • L'utilisation des produits phytosanitaires n'est pas maîtrisée	✓ Formation à la détection des insectes ravageurs, des maladies et des champignons ✓ Formations sur l'utilisation et la réglementation des produits phytosanitaires et sur les autres moyens de lutte (mécanique, bio...) ✓ Mise à disposition de fiches techniques pour lutter
	Matières premières • Les techniques de germination ne sont pas toujours faciles et maîtrisées • Les semences ne sont pas accessibles directement par les agriculteurs • Les plants in vivo ne sont pas toujours disponibles (favoritisme)	✓ Formation sur la germination ✓ Permettre aux agriculteurs d'acheter des semences directement aux producteurs ✓ Équité dans l'achat des plants
IDV	Terres et parcelles • Les agriculteurs se délocalisent dans d'autres communes pour trouver des terres • Le prix de location des terres privées est inégal • Les terres sont mal réparties entre les agriculteurs	✓ Ne pas favoriser les gros exploitants pour l'acquisition de nouvelles terres ✓ Transférer les terres domaniales aux communes pour cultiver ✓ Récupérer les terres inexploitées pour les attribuer à des exploitants sérieux ✓ Valoriser les zones non constructibles pour les agriculteurs ✓ Se concerter avec les propriétaires des terres privées pour équilibrer les prix de location ✓ Aider les propriétaires de terres privées qui sollicitent les aides communales pour l'accès aux engins

	Problématiques	Besoins
	Matériel • Le prix du carburant est élevé et sa consommation est très importante dans l'agriculture • Le matériel agricole est coûteux ce qui décourage les jeunes pour se lancer • Les produits en vente dans les magasins sont chers et pas toujours aux normes	✓ Aides pour le carburant ✓ Aides financières plus importantes pour ceux qui débutent ✓ Aides pour l'acquisition et la location d'engins lourds ✓ Permettre aux agriculteurs d'utiliser les gros engins agricoles de la CAPL (pas de réponse depuis 3 ans) ✓ Contrôle des vendeurs de produits et matériels agricoles
IDV Suivi technique	• Les agriculteurs ne sont pas suffisamment suivis et en particulier les jeunes (seulement 2 fois/an) • Les services publics ne communiquent pas assez avec les agriculteurs qui doivent faire leur recherche (innovations, nouvelles techniques agricoles, phytosanitaires...)	✓ Besoin de conseils sur la sélection variétale pour aider à la progression ✓ Suivi plus régulier, surtout pour les jeunes ✓ Plus de communication sur les progrès de la recherche agronomique
Autres	• Les jeunes se désintéressent de l'agriculture • Les syndicats destinés à la transformation et la vente ne bénéficient pas d'aides du pays ni de CAE	✓ Revaloriser l'agriculture auprès des jeunes et les former (exemple du lycée protestant de Taravao) ✓ Modifier le statut des syndicats en lien avec l'agriculture ✓ Formations d'ouvriers agricoles (EPI...)

Problématiques		Besoins
Phytosanitaire	• Les produits phytosanitaires sont coûteux	✓ Diminution et homogénéisation du prix des produits
	• Le prix du carburant est élevé et sa consommation est très importante dans l'agriculture	✓ Aides pour l'acquisition et la location d'engins lourds
Matériel	• Le matériel agricole est coûteux	✓ Mise en place d'une carte « essence » pour les agriculteurs (comme pour les pêcheurs)
Autres	• L'éloignement des centres administratifs est un frein au développement	✓ Présence d'un agent technique et administratif sur place
	• Le traitement des dossiers est long	✓ Revaloriser le statut d'agriculteur et les emplois saisonniers pour attirer des travailleurs
	• Il n'y a pas assez de main-d'œuvre	✓ Assouplir la réglementation sur les engrais pour le taro
	• Diminution du rendement du taro	✓ Formation sur la permaculture et l'agriculture raisonnée
	• Recyclage du polyane	✓ Formation sur l'agriculture fruitière en général
		✓ Sensibilisation au matériel de sécurité

ISLV

Qualité des sols		• Prolifération des mauvaises herbes
Matières premières	• Le prix producteur des pommes de terre est fixe, mais pas celui des semences	✓ Fixer le prix des semences de pomme de terre
Phytosanitaire	• Certains insectes ravageurs perturbent la production (escargot africain, mouche du fruit, mouche du terreau, insectes sur bananiers, trois insectes piqueurs méconnus sur le taro)	

Australes

Problématiques		Besoins
Australas	Terres et parcelles	✓ Permettre aux agriculteurs de cultiver sur les terres domaniales
	Matériel	• Les engins agricoles sont insuffisants • Les prix d'achat, de location et d'entretien des engins sont trop élevés ✓ Mutualisation des engins agricoles ✓ Aides pour faciliter l'accès au matériel coûteux (broyeur, tracteur...)
	Autres	• Les restrictions sur le déboisement limitent les plantations et la régénération des arbres et vergers • Manque de connaissance sur l'état du marché • Présence de porcs en divagation ✓ Assurance pour les inondations des tarodières ✓ Connaître les besoins du territoire pour chaque produit ✓ Formation à l'agriculture biologique ✓ Aides pour les rembourser les aides ADIE pour la campagne de la pomme de terre
Marquises	Environnement	• <i>Terre déserte</i> est une zone non cultivée du fait de la sécheresse
	Phytosanitaire	• Des maladies sont observées sur les agrumes ✓ Mise en place d'un contrôle phytosanitaire des voyageurs (Biosécurité)

Problématiques		Besoins
Marquises	Terres et parcelles	• Les routes et les chemins menant aux parcelles sont mal entretenus et rendent leur accès difficile • La location des terres est coûteuse, surtout pour les jeunes
	Gestion	✓ Aménager les accès aux parcelles ✓ Aides pour le lancement des jeunes
Tuamotu	Gestion	• La surproduction engendre beaucoup de pertes
	Autres	✓ Formation pour l'organisation et la planification des cultures ✓ Connaître les besoins du territoire pour chaque produit
Environnement	Environnement	• L'éloignement des centres administratifs est un frein au développement • Il n'y a pas assez de main-d'œuvre • La production de chaque agriculture est trop diversifiée ce qui limite la production globale • Les agriculteurs et coopératives inter — et intraîles ne communiquent pas suffisamment
	Environnement	✓ Formation à l'agriculture biologique pour la vanille et le maraîchage en général ✓ Présence d'un agent technique et administratif sur place ✓ Augmentation de la durée de validité de la carte CAPL ✓ Revaloriser le statut d'agriculteur et les emplois saisonniers pour attirer des travailleurs ✓ Répartition des productions entre les agriculteurs ✓ Mise en place d'un réseau de coopératives
Environnement	Environnement	✓ Aides pour l'acquisition de citernes d'eau

Tuamotu

Tuamotu

Problématiques		Besoins
Qualité des sols	• Les sols sont difficilement cultivables sur les atolls • Les sacs de terreau sont trop chers et peu volumineux	✓ Aides et formation pour créer des structures et installations agricoles adaptées au contexte (serre, hors-sol...) ✓ Demande d'un terrain domanial à Tiputa destiné à la production de compost et la vente aux agriculteurs
Phytosanitaire	• La pastèque est touchée par une maladie	✓ Identification de la maladie par un agent pour trouver des solutions
Matériel	• Des poulets en divagation abîment les cultures	✓ Aides pour des clôtures
Autres	• Manque d'autonomie alimentaire	✓ Formation sur l'agriculture, l'apiculture et la culture de la vanille ✓ Formation sur le bouturage, le marcottage et la greffe ✓ Formation à l'agriculture biologique ✓ Création d'une coopérative agricole ✓ Développement de l'agriculture pour nourrir les habitants et fournir des hôtels et restaurants

Élevage

	Problématiques	Besoins
IDV	Matières premières L'acquisition de semences pour l'élevage est difficile	✓ Assouplir la réglementation pour les semences d'élevage
	Zoosanitaire Les animaux présentent de nombreuses tiques	✓ Formation sur le « Bio » pour traiter les problèmes sanitaires des animaux
	Terres et parcelles Les pâturages disponibles sont insuffisants	✓ Examiner le cadastre pour trouver des terres utilisables pour l'élevage
	Matériel Le prix du carburant est élevé et sa consommation est très importante dans l'élevage	✓ Aides pour le carburant
ISLV	Autres Les jeunes se désintéressent de l'élevage	✓ Valoriser l'élevage auprès des jeunes et les former (exemple du lycée protestant de Taravao)
	Matières premières Le tourteau n'est pas toujours disponible et son prix augmente	✓ Mettre en place une aide à l'acquisition de fourrage pour les détenteurs de carte CAPL ✓ Répartir plus équitablement le tourteau entre les îles et archipels
	Zoosanitaire - Le vétérinaire le plus proche de Huahine est à Raiatea - Les produits zoosanitaires sont coûteux et pas toujours disponibles	✓ Présence d'un vétérinaire sur place (Huahine) ✓ Analyse et estampillage (après l'abattage) par le cabinet vétérinaire (contrat avec le territoire) ✓ Aides pour les produits zoosanitaires ✓ Mise en place d'une centrale d'achat des produits vétérinaires

ISLV

Marquises

Problématiques		Besoins
Terres et parcelles	Les pâturages disponibles sont insuffisants	✓ Examiner le cadastre pour trouver des terres utilisables pour l'élevage
Gestion	La production en quantité, qualité et régularité est difficile	✓ Construction d'un abattoir sur place ✓ Diminution des exigences réglementaires
Environnement	La sécheresse peut entraîner un manque d'eau pour les animaux, mais également pour les pâturages	✓ Formation à la production de fourrage pour tenir pendant les périodes sèches
Matières premières	- Les reproducteurs bovins ne sont pas assez nombreux - La répartition du tourteau entre les îles n'est pas équitable	✓ Plus de reproducteurs bovins de races productives ✓ Répartir plus équitablement le tourteau entre les îles et archipels
Gestion	La production en quantité, qualité et régularité est difficile	✓ Réorganiser la filière d'élevage (bovin et caprin) ✓ Construction d'un abattoir sur place
Autres	- Les propriétaires d'animaux en liberté ont des amendes - L'éloignement des centres administratifs est un frein au développement - Il n'y a pas assez de main-d'œuvre	✓ Dépénaliser la liberté des animaux ✓ Présence d'un agent technique et administratif sur place ✓ Augmentation de la durée de validité de la carte CAPL ✓ Revaloriser le statut d'agriculteur et les emplois saisonniers pour attirer des travailleurs

Coprahculture

Problématiques		Besoins
Phytosanitaire	• Les cultures sont perturbées par la présence d'insectes ravageurs (<i>Brontispa longissima</i>)	✓ Formation à la détection et à la lutte contre les insectes ravageurs (notamment <i>Brontispa longissima</i>)
Matériel	• Il n'y a pas suffisamment de bagues de cocotiers	✓ Traiter les demandes de bagues plus rapidement par les fournisseurs
	• Les séchoirs à coprah modernes sont coûteux	✓ Aides pour l'achat des bagues
		✓ Aides pour les jeunes coprahculteurs sur l'acquisition de séchoirs modernes
Autres		✓ Meilleur suivi des paiements
	• Les paiements par les mandataires sont tardifs	✓ Définir un prix pour la noix de coco brute (non débourrée)
Phytosanitaire	• Les cultures sont perturbées par la présence d'insectes ravageurs (acariens des cocotiers)	✓ Examiner le cadastre pour trouver des terres cultivables disponibles
Matériel	• Les séchoirs à coprah sont coûteux	✓ Aides pour l'acquisition de séchoirs à coprah
Autres	• La régénération des cocoteraies pose problème	

ISLV

Australes

	Problématiques	Besoins
Marquises	Autres	✓ Envisager la création d'une petite usine de transformation sur place
	Qualité des sols • Les sols sont pauvres et difficiles à cultiver	✓ Analyser les sols et leurs paramètres ✓ Formation sur la fertilisation (engrais, compost, terreau)
Tuamotu	Matières premières • Les semences sont coûteuses	✓ Aides pour les semences ✓ Mettre en place une pépinière sur place
	Terres et parcelles • Les cocoteraies sont mal entretenues • Il y a beaucoup de terres en indivision • Les parcelles sont parfois trop éloignées du village (motu)	✓ Valoriser les cocoteraies existantes avant d'en créer de nouvelles (régénération, entretien, engrais, dératization) ✓ Récupération des terres domaniales inutilisées par la DAG ✓ Prévoir des zones agricoles dans le PGA ✓ Examiner le cadastre pour trouver des terres cultivables et disponibles

Tuamotu

Problématiques	Besoins
Matériel • Les séchoirs à coprah sont insuffisants • Le matériel lourd est trop coûteux (broyeurs, engins agricoles...) • Les sacs de coprah sont chers • Les produits consommables sont coûteux	✓ Aides pour tout le matériel nécessaire à la coprahculture
Autres • L'éloignement des centres administratifs est un frein au développement • Les dossiers d'aide pour le coprah sont difficiles à remplir • Il n'y a pas assez de main-d'œuvre	✓ Présence d'agents techniques et administratifs sur place ✓ Création d'une antenne CAPL à Rangiroa ✓ Besoin de fiches techniques sur la cocoteraie ✓ Accompagnement dans les demandes d'aides ✓ Revaloriser le statut de coprahculteur et les emplois saisonniers pour attirer des travailleurs

Pêche lagonaire

Problématiques		Besoins
IDV	Matériel	✓ Proposer des partenariats avec les magasins spécialisés en matériel de pêche (Tavita, Wong Hen, Aming, Nautisport...) ✓ Faire des réductions pour les filets conformes à la réglementation pour favoriser leur achat par les pêcheurs ✓ Aides pour le matériel
	Autres	✓ Aides pour former les pêcheurs à la sécurité en mer (premiers secours, permis bateau...) ✓ Valoriser la pêche lagonaire auprès des jeunes et les former (exemple du lycée protestant de Taravao)
ISLV	Réglementation	✓ Besoin d'un statut administratif de pêcheur lagonaire ✓ Moyen de contrôle des pêcheurs (autorités maritimes)
	Développement durable	✓ Développer les rahui et ZPR
	Matériel	✓ Mettre en place une aide avec la carte CAPL ✓ Aide pour l'essence

	Problématiques	Besoins
ISLV	Zoosanitaire	✓ Contrôle de la qualité des poissons
	Autres	✓ Relancer les demandes d'aides auprès de la DRMM
Marquises	Autres La pêche lagonaire est très peu représentée aux Marquises	✓ Informer les Marquisiens sur la pêche lagonaire et hauturière ✓ Formation pour les pêcheurs lagonaire
Tuamotu	Environnement - Le lagon est pollué - Les concessions maritimes sont mal entretenues, à l'abandon ou mal situées - La présence de la ciguatera perturbe la pêche	✓ Contrôle des concessions maritimes par les autorités
	Zones de pêche - Les plongeurs empiètent sur les zones de pêche (fuite des poissons, danger) - Certains pêcheurs pillent les ressources lagonaire des lagons d'autres îles (compétition pour le marché) - Des thoniers sont présents dans les zones de pêche côtière	✓ Réglementer les sites de plongée et de pêche ✓ Interdire le sharkfeeding ✓ Moyen de contrôle des pêcheurs par une autorité maritime

Tuamotu

Problématiques	Besoins
Matériel Le matériel consommable est coûteux (glace, hameçons, glacières...)	✓ Aides pour le petit matériel de pêche (ADAPTÉ au type de pêche) ✓ Accès au carburant avec la carte CAPL comme pour les pêcheurs côtiers ✓ Aides pour un broyeur de poissons
Statut Il n'y a pas de statut particulier pour les pluriactifs	✓ Permettre aux pluriactifs d'utiliser le matériel pour toutes leurs activités (par exemple le transport du coprah avec des bateaux obtenus avec les aides de la DRMM)
Autres - L'éloignement des centres administratifs est un frein au développement - La création d'une coopérative de pêche est difficile du fait de la mauvaise entente entre les pêcheurs	✓ Présence d'agents techniques et administratifs sur place ✓ Accompagnement pour le montage des dossiers ✓ Présence d'un médiateur qualifié pour accompagner la création de coopératives ✓ Formation sur la création d'une coopérative

Autres filières

	Problématiques	Besoins
Apiculture	Il n'y a pas suffisamment d'insectes pollinisateurs	✓ Réintroduction des abeilles pour la pollinisation et la production de miel
Filière café	Le café des Australes a l'appellation « Café de Rurutu » alors qu'une partie des grains vient de Rimatara	✓ Relancer la filière café à Rimatara ✓ Aides pour acquérir une décortiqueuse
Pandanus	Le bois de pandanus connaît un problème de pourrissement	✓ Étude et solution pour le pourrissement du pandanus ✓ Mise en place d'une zone de séchage avec aération

Australes

	Problématiques	Besoins
Marquises	Apiculture • Les connaissances en apiculture sont limitées (technique d'élevage, entretien...) • Le matériel apicole est coûteux	✓ Formation pour les jeunes ✓ Formation pour l'élevage de reines ✓ Formation sur les produits phytosanitaires en apiculture ✓ Aides financières pour l'acquisition de matériel
Tuamotu	Huile vierge • Manque d'informations sur la situation du marché • Quelles sont les réglementations sur la production et la commercialisation	✓ Aides au développement de la filière « huile vierge »
	Autres	✓ Création d'une filière agricole au CETAD pour les jeunes (apiculture, vanille, aquaculture, pisciculture...)

Difficultés et problèmes postproduction : du transport à la commercialisation

---

Cette seconde sous-partie s'intéresse aux problèmes soulevés par les agriculteurs et les pêcheurs sur les différentes étapes qui suivent la production ou le prélèvement des ressources. De même que pour la sous-partie précédente, les informations ont été synthétisées dans des tableaux. Pour chaque étape répertoriée (stockage, transport, commercialisation...), un tableau présente les problèmes et les besoins de chaque archipel pour chaque filière de production.

Stockage et conditionnement

Filière	Problématiques	Besoins
IDV	Les magasins n'ont pas de structures adaptées pour stocker les gros animaux (boeufs...) ce qui engendre des pertes pour les éleveurs (les veaux coûtent moins cher)	✓ Demande aux magasins pour s'équiper de structures adaptées pour le stockage d'animaux volumineux
	Agriculture Les produits ne sont pas triés selon leur calibre et leur qualité	✓ Organiser le conditionnement des produits
ISLV	Global Il n'y a pas de zones de stockage pour les produits avant le fret	✓ Besoins d'un entrepôt et de chambres froides pour le stockage des produits fragiles

	Problématiques	Besoins
Australes	Agriculture Beaucoup de produits sont perdus lors du stockage pour le fret	✓ Installation de chambres froides et congelées pour le stockage des produits avant le fret ✓ Utilisation de panneaux solaires pour les besoins énergétiques des chambres
Marquises	Global - Le transport aérien nécessite un conditionnement particulier - Beaucoup de produits sont perdus lors du stockage pour le fret	✓ Installation de chambres + et — pour le stockage des produits
Tuamotu	Agriculture Les produits fragiles (fruits et légumes) s'abîment vite, autant au départ qu'à l'arrivée	✓ Installation d'une chambre froide pour le stockage des produits (à l'arrivée et au départ des îles)

Transport

Filière	Problématiques	Besoins
ISLV	- Le matériel présent sur place pour le transport des produits n'est pas suffisant - Il y a des confusions dans la prise en charge du fret (certains transporteurs ne tiennent pas compte de la carte CAPL) - Certains consommables ne sont pas pris en charge par le fret - Le transport du port de Tahiti au client est pris en charge par le producteur	✓ Aides pour l'acquisition de matériels de manutention ainsi que des formations pour leur utilisation ✓ Discussion avec les transporteurs pour la prise en charge du fret ✓ Contrôle des transporteurs ✓ Prise en charge des boîtes d'œufs, fientes de poules... ✓ Discussion avec les clients pour le transport des produits depuis le port de Tahiti
	Agriculture - L'acheminement de la production depuis l'exploitation au quai puis au bateau est difficile - La rotation des bateaux n'est pas favorable à certaines îles (notamment Rimatara) - Le monopole du Tuhaa pae dans les Australes est un problème - Il n'y a pas assez de conteneurs réfrigérés sur les bateaux - Les retards de bateaux à la livraison font baisser les prix des produits - Les produits fragiles s'abîment lors du trajet en bateau	✓ Mettre en place une meilleure rotation des bateaux (desserte de Rimatara à chaque rotation) ✓ Trouver des armateurs concurrents pour desservir les Australes ✓ Pénaliser l'armateur et non le producteur pour les retards de livraison ✓ Affréter un avion une fois par mois pour ces produits ✓ Prise en charge du transport interîle pour les semences et les produits agricoles

Australes

Filière	Problématiques	Besoins
Agriculture	- Le réseau routier est de mauvaise qualité et les produits sont touchés - Le transport maritime abîme les produits	✓ Améliorer les routes et les accès aux parcelles ✓ Utilisation de bacs adaptés pour conserver les fruits
Pêche lagonaire	La prise en charge du fret n'est pas équitable	✓ Prise en charge du fret pour les produits de la pêche lagonaire
Global	- Des produits disparaissent lors de l'acheminement en bateau - Les îles et archipels sont mal desservis par le fret - La prise en charge du fret n'est pas équitable	✓ Améliorer la traçabilité des produits ✓ Assurer les produits des agriculteurs ✓ Optimiser l'itinéraire du fret entre et au sein des archipels ✓ Prise en charge du fret interîle ✓ Prise en charge du fret aérien pour les produits fragiles ✓ Prise en charge du retour des bacs depuis Tahiti

Marquises

Filière	Problématiques	Besoins
Coprahculture	Le prix de la barge pour le transport jusqu'au village est coûteux	✓ Revoir et contrôler la tarification des barges ✓ Prise en charge des barges par le pays et pas la commune
Pêche lagonaire		✓ Accorder le fret maritime et le fret avion aux coopératives de pêche
Agriculture	Les échanges interîles et interarchipels sont limités	✓ Prise en charge du fret entre et au sein des archipels

Tuamotu

Commercialisation

Filière	Étape	Problématiques	Besoins
Agriculture	Vente	• Les jeunes agriculteurs ont des difficultés pour trouver des points de vente • Il n'y a pas assez de revendeurs « Bio »	✓ Aider les jeunes agriculteurs à écouler leur production ✓ Valoriser la vente en bord de route pour les petits exploitants (circuit formel)
	Concurrence	• Les produits importés concurrencent fortement les produits locaux • Les produits des grandes surfaces concurrencent les produits des petits exploitants (Carrefour) • Certains distributeurs ne respectent pas les quotas (tomates...)	✓ Favoriser l'agriculture locale pour diminuer les importations ✓ Règlementation équivalente entre les petits exploitants et les grandes surfaces (vente à la pièce ou au poids) ✓ Bloquer l'importation de certains produits (comme c'est le cas pour les produits vivriers) ✓ Contrôles plus stricts des importateurs et des distributeurs
	Distribution	• Certains distributeurs ne respectent pas les marges et ont parfois recours à des marges arrière • Les distributeurs profitent du manque de connaissance des agriculteurs sur la valeur des produits	✓ Accompagnement des agriculteurs dans la négociation des prix ✓ Transparence des prix en magasin ✓ Contrôles plus stricts des distributeurs

IDV

Filière	Étape	Problématiques	Besoins
Agriculture	Valorisation	- Les enfants ne mangent pas locaux - Les produits locaux ne sont pas mis en avant dans les magasins	✓ Mettre en place « Manger LOCAL » dans les cantines scolaires ✓ Sensibiliser les consommateurs et promouvoir la production locale ✓ Améliorer le rayonnement pour valoriser les produits locaux dans les magasins
	Prix	Les producteurs sont divisés à cause des prix de la concurrence	✓ Concordance et communication entre le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'Économie pour fixer les prix
	Autres	Les productions ne sont pas à la hauteur de la demande	✓ Paiement des produits directement à l'achat ✓ Kai Hotu Rau devrait coordonner l'importation et non les affaires économiques ✓ Les agriculteurs doivent travailler pour améliorer les prévisions de production et le calibrage
Élevage	Sensibilisation	Les éleveurs porcins sont mal vus par la population (pollution, odeurs...)	✓ Mieux informer la population sur la mise en place des élevages (lieu, superficie, dérangements potentiels, étude d'impacts...)
	Vente	Les professionnels ne sont pas d'accord sur les prix de vente	

Filière	Étape	Problématiques	Besoins
IDV	Transformation	Il y a beaucoup de gaspillage de poissons (ature...)	✓ Aides et formations pour faire de la transformation des produits de la mer (produits non vendus, déchets...)
	Vente		✓ Réglementer la taille des poissons à la vente ✓ Garder la vente de poissons libre
ISLV	Transformation	La surproduction engendre beaucoup de pertes	✓ Organiser la surproduction par l'agrotransformation ou autre
	Vente	- Certains grossistes ont recours à des démarchés illégales (marges arrière) - Les acheteurs profitent du manque de connaissances des agriculteurs sur la valeur des produits	✓ Surveillance et contrôles plus stricts de l'activité des grossistes ✓ Accompagnement des agriculteurs pour fixer les prix de vente ✓ Déterminer des prix fixes pour chaque produit ✓ Transparence des prix en magasin
	Concurrence	Les magasins des ISLV priorisent les produits de Tahiti	✓ Favoriser l'achat chez les producteurs de proximité

Filière	Étape	Problématiques	Besoins
Agriculture	Valorisation	- Les produits locaux ne sont pas mis en valeur auprès des jeunes - L'agriculture raisonnée n'est pas représentée par rapport à l'agriculture biologique	✓ Inciter les cantines scolaires à se fournir en produits locaux (au moins une fois par semaine) ✓ Valoriser l'agriculture raisonnée dans la promotion des produits (label)
	Prix	La surproduction fait grandement baisser les prix des produits	✓ Maîtriser les prix même en cas de forte production
	Paiement	Les délais de paiement ne sont pas respectés et parfois trop tardifs	✓ Soutien juridique des agriculteurs pour faire respecter les délais de paiement
Pêche lagonaire	Concurrence	Les pêcheurs sont en concurrence, au sein d'une île, mais également entre les îles	✓ Mise en place d'un encadrement concurrentiel
	Marché		✓ Définir un marché qui conviendrait à tous (pêche lagonaire de subsistance et professionnelle)
Global			✓ Aménagement d'un marché local (comme celui de Papeete)

Filière	Étape	Problématiques	Besoins
Agriculture	Vente	- Il n'y a pas suffisamment de clients - Les acheteurs (grossistes et distributeurs) profitent du manque des connaissances des agriculteurs sur la valeur des produits - Certains acheteurs se désistent après l'arrivée des produits à Tahiti ou baissent les prix	✓ Financement d'un responsable des ventes sur Tahiti pour faire l'intermédiaire entre les producteurs et les acheteurs ✓ Accompagnement des agriculteurs pour fixer les prix ✓ Transparence des prix en magasin ✓ Garantir l'achat de la production en l'état
	Sensibilisation	Les clients et les consommateurs doivent être sensibilisés à la saisonnalité des produits pour limiter l'importation	✓ Promouvoir les produits de saison auprès du public (publicité, mise en avant dans les rayons...)
	Marché	Les agriculteurs manquent de connaissances sur le marché et les besoins du territoire	✓ Accompagnement pour faire des études de marché
	Autres		✓ Aides pour acquérir le label « Bio » pour favoriser les ventes ✓ Formation pour la vente en ligne ✓ Réévaluer le prix producteur du taro et de la pomme de terre
Global	Paie ment	Les délais de paiement ne sont pas respectés et parfois trop tardifs ce qui pénalise fortement les agriculteurs (par exemple les agios induits par le retard de remboursement de l'ADIE)	✓ Soutien juridique des agriculteurs pour faire respecter les délais de paiement
	Autres		✓ Rimatara souhaiterait participer aux prochaines foires agricoles

Austral es

Marquises

Filière	Étape	Problématiques	Besoins
Agriculture	Transformation	Les acheteurs mettent de côté beaucoup de produits (forme et couleur insatisfaisante) qui sont perdus	✓ Valoriser ces produits qui sont de bonne qualité ✓ Développer la filière transformation pour les produits invendus ou abîmés
	Vente	- Il n'y a pas suffisamment de clients - Les acheteurs profitent du manque des connaissances des agriculteurs sur la valeur des produits	✓ Orientation des producteurs vers des acheteurs par la CAPL ou la DAG ✓ Élaboration et communication d'une liste de clients ✓ Relancer l'activité des grossistes dans les îles ✓ Accompagnement des agriculteurs pour fixer les prix ✓ Déterminer des prix fixes pour chaque produit
	Concurrence	- Les produits importés concurrencent fortement les produits locaux - Il y a une utilisation illégale de l'appellation « Origine Marquises »	✓ Favoriser l'agriculture locale pour diminuer les importations ✓ Contrôle et traçabilité des produits
	Autres	- Les échanges commerciaux interarchipel sont trop limités - Le marketing n'est pas maîtrisé par les agriculteurs	✓ Mettre en place un réseau commercial entre les archipels qui ne passent pas obligatoirement par Tahiti ✓ Formation en marketing pour les produits bruts et transformés

Filière	Étape	Problématiques	Besoins
Élevage	Vente	La qualité de la viande destinée à la vente n'est pas contrôlée	Mise en place d'un contrôle sanitaire pour la filière d'élevage
	Paieement	Les délais de paiement ne sont pas respectés et parfois trop tardifs	Soutien juridique des agriculteurs pour faire respecter les délais de paiement
Global	Sensibilisation		Mise en place d'emballage durable et recyclable
	Autres	Les procédures juridiques sont difficiles à mettre en œuvre	Accompagnement et aide des administrations pour agir en justice

Marquises

Tuamotu

Filière	Étape	Problématiques	Besoins
Agriculture	Concurrence	Les magasins préfèrent acheter les produits de Tahiti qui sont plus chers (œuf...)	✓ Valoriser la production de proximité auprès des commerçants
	Distributeur	Les fruits et légumes sont hors de prix dans les magasins	✓ Vérification du prix des produits importés de Tahiti par la DGAE
	Autres		✓ Besoins d'informations sur la situation des aides agricoles ADA

Bilan et analyse

Les sujets abordés lors des ateliers ont permis de déterminer les faiblesses des agriculteurs de Polynésie française et des différents archipels qui la composent de la production jusqu'à la commercialisation de leurs produits. Un grand nombre de problèmes ont été soulevés, dont certains récurrents. Cette partie est un résumé analytique des problématiques les plus importantes soulevées lors des ateliers.

Agriculture et élevage

Des terres pour cultiver

« Pour vivre décemment, un agriculteur doit posséder au moins 4 ha de terres ». Ce sont les mots d'un groupe d'agriculteurs. Le manque de terres cultivables est un problème commun à l'ensemble de la Polynésie française, autant pour l'agriculture fruitière et maraîchère que pour l'élevage, voire même la coprahculture dans l'archipel des Tuamotu. Ce manque de terres a de nombreuses conséquences pour les exploitants : délocalisation des agriculteurs, prix de location élevés, répartition inégale, favoritisme... Ces difficultés affaiblissent les petits exploitants et limitent l'investissement des jeunes ; les gros exploitants sont favorisés et les inégalités se creusent. Le but de la production agricole locale est de répondre aux besoins de la population polynésienne. Pour de nombreuses ressources comme les pommes de terre, les poivrons ou encore les carottes, les taux de couvertures sont inférieurs à 50 % alors que le climat n'empêche pas leur production. Afin de proposer aux agriculteurs des terres cultivables et accessibles financièrement pour les petits exploitants et les jeunes, de nombreuses propositions ont été faites, notamment l'analyse du cadastre qui semble être la priorité. Par ailleurs, des entretiens avec les propriétaires de terres cultivables privées permettraient d'améliorer les conditions de location des terres pour les agriculteurs (prix, durée du bail...). Des mesures plus spécifiques aux archipels concernés sont mentionnées dans les tableaux précédents.

Produire en qualité et diversifier

Pour faire de l'agriculture, il faut des graines, des boutures... Pour l'élevage, des mâles reproducteurs et des semences. La majeure partie des agriculteurs de Polynésie considèrent que les semences sont trop chères compte tenu de leur provenance, de leur qualité et de leur diversité. En effet, la plupart des semences sont importées, leur qualité est aléatoire et seulement peu de variétés sont proposées. Les agriculteurs souhaiteraient la mise en place de pépinières gérées par les administrations (DAG et/ou CAPL) proposant des semences locales dont la qualité serait contrôlée et les prix maîtrisés. En outre, certains agriculteurs souhaiteraient recevoir des formations sur les techniques de germination afin de ne plus dépendre des pépinières qui ne les satisfont pas.

En ce qui concerne les semences d'élevage, la réglementation stricte limite les acquisitions par les éleveurs. Ces derniers demandent d'assouplir cette réglementation afin qu'il puisse développer leur structure. Cela permettrait de favoriser les filières de production animale dont les pourcentages de recouvrement sont extrêmement faibles.

Soigner pour pérenniser

Partout en Polynésie, les cultures sont perturbées par la présence de maladies, d'insectes ravageurs, de champignons... Ces problèmes phytosanitaires ont de

lourdes conséquences sur les productions, et pour lutter, beaucoup d'agriculteurs utilisent des produits chimiques nocifs pour la santé et pour l'environnement. L'utilisation de ces produits n'est donc pas maîtrisée et bien souvent usitée en trop grande quantité et pas toujours pour les bonnes raisons. Beaucoup d'agriculteurs sont conscients de l'effet néfaste de ces produits sur l'environnement à long terme. Ils constatent par exemple que la fertilité des sols a diminué et que les abeilles sont de moins en moins présentes. Ils estiment donc primordial d'être formé à l'utilisation et la réglementation de ces produits chimiques, ainsi qu'à la mise en place d'autres moyens de luttés (mécanique, biologique...). Et pour déterminer quelle méthode est la plus adaptée, il est nécessaire d'être formé à la détection et l'identification des organismes ravageurs en amont.

En outre, des contrôles de Biosécurité entre les îles permettraient de limiter l'introduction d'espèces potentiellement dangereuses pour les cultures.

Améliorer la qualité des sols

Les conditions environnementales et les aléas climatiques jouent un rôle crucial dans la production végétale. Ce rôle est d'autant plus important qu'il n'est pas maîtrisable. Ainsi, les cyclones, les fortes pluies pouvant provoquer des inondations et les périodes de sécheresse constituent des risques non négligeables de la destruction des cultures. Parmi ces facteurs, seule la sécheresse est un aléa pouvant être compensé par le développement et l'amélioration des systèmes d'irrigation dans les parcelles concernées.

La qualité des sols est également un élément important dans la production végétale. Cependant, la compatibilité entre les sols et les végétaux n'est pas toujours une évidence, les connaissances en pédologie des agriculteurs sont limitées et ils ne disposent pas du matériel nécessaire pour conduire des analyses. C'est pourquoi les produits chimiques fertilisants (engrais...) sont utilisés de manière non maîtrisée et souvent abusive. À long terme, ces pratiques dégradent les sols et les lagons, et portent préjudice non seulement aux parcelles de l'agriculture qui en abuse, mais aussi aux parcelles des agriculteurs voisins. Les agriculteurs sont conscients de la destructivité de ces pratiques et demandent une aide technique pour analyser leurs sols, être formés à la pédologie et à la fertilisation.

Aux Tuamotu, l'agriculture est difficile étant donné le contexte environnemental. Les aliments frais (fruits, légumes, viandes) sont donc importés des autres îles et leur coût est très élevé pour les habitants. La mise en place d'infrastructures spécifiques telle que des serres où des cultures hors-sol permettraient à la population des Tuamotu d'être plus autonome sur le plan alimentaire et de réduire les coûts engendrés par l'acheminement des marchandises dans ces îles.

Des besoins matériels et humains

L'agriculture et l'élevage sont des activités faisant intervenir des engins lourds. Ce matériel est coûteux et les petits exploitants n'ont pas les fonds nécessaires pour l'acheter, au même titre que les jeunes qui souhaiteraient lancer leur production agricole. La mise en commun, l'emprunt et la location de matériel semblent donc être des solutions envisageables. La CAPL et la DAG possèdent du matériel lourd, mais certains agriculteurs en ayant fait la demande il y a plus de trois ans n'ont toujours pas

eu de réponse. À défaut de matériel disponible, des demandes d'aides financières pour l'acquisition d'engins ont été formulées par un grand nombre d'agriculteurs. Par ailleurs, ces engins agricoles consomment beaucoup de carburant dont le coût n'est pas non plus négligeable. La mise en place d'une aide au carburant (comme c'est le cas pour les pêcheurs) a été proposée.

Le statut de l'agriculteur (éleveur et pêcheur inclus) et les emplois saisonniers du secteur agricole ne sont pas valorisés. En conséquence, les jeunes se désintéressent de ces métiers et la main-d'œuvre est absente. Lors des périodes importantes de la production, comme la récolte, les agriculteurs n'ont pas suffisamment d'effectifs et une partie de la production peut être perdue. Il est important de former les jeunes, comme c'est le cas au lycée protestant de Taravao, et de revaloriser le statut de l'agriculteur afin que l'agriculture perdure.

Un meilleur suivi pour un meilleur développement

Les centres administratifs et techniques liés à l'agriculture et l'élevage sont essentiellement situés à Tahiti. Des antennes sont présentes dans chaque archipel, mais les effectifs sont insuffisants pour répondre aux besoins de tous les agriculteurs de l'archipel. L'éloignement des agriculteurs à ces centres est un frein à leur développement. En effet, des besoins se font ressentir sur le plan administratif (montage de dossiers d'aide...), mais aussi sur le plan technique (innovations techniques, lutte biologique...). De nombreux agriculteurs ont manifesté leur besoin d'être suivi plus régulièrement, d'être informé des travaux de la recherche en agronomie et en sélection variétale. Pour ce faire, la présence de plus d'agents est nécessaire dans les archipels.

Travailler ensemble

Ces séminaires ont permis de mettre en avant l'importance du travail coopératif dans le secteur agricole. En effet, le manque de communication entre les agriculteurs peut avoir de nombreuses conséquences à différent niveau de la production. Les agriculteurs ont pris conscience de la nécessité de créer des coopératives afin de mieux gérer leur exploitation, de réduire les frais en partageant le matériel et les locaux, de limiter la surproduction en planifiant et en répartissant les cultures. Un participant a également proposé de créer un réseau de coopératives afin d'unir les agriculteurs des archipels et pouvoir lutter contre les grands distributeurs et les importateurs.

Du faapu aux distributeurs

Les difficultés liées au conditionnement, au stockage et au transport des marchandises sont principalement retrouvées dans les archipels éloignés des centres de distribution (Tahiti). Les agriculteurs des IDV ont d'ailleurs adressé un message de soutien aux agriculteurs des autres archipels en soulignant le fait que ça devait être bien plus compliqué pour eux. En effet, en attendant l'arrivée du fret, les produits doivent être stockés à proximité du port. Or le manque de zones de stockage (entrepôt, chambre froide...) réduit considérablement la conservation des produits, en particulier

les produits d'origine animale, et engendre beaucoup de pertes pour les agriculteurs. Ce problème est également signalé à la réception des produits. L'installation de zones de stockage adaptées aux besoins de chaque île permettrait de limiter les pertes pour les agriculteurs.

L'acheminement des produits des îles se fait essentiellement par le fret maritime et les agriculteurs ne sont pas satisfaits du service proposé par les armateurs pour différentes raisons. La rotation des bateaux n'est pas équitable pour beaucoup d'îles, en effet, les itinéraires sont toujours les mêmes ce qui pénalise les îles desservies en premier car le transport abîme les produits. Par souci d'équité, les trajets du fret devraient être revus et optimisés, du matériel plus adapté au transport de produits fragiles pourrait également être envisagé.

Les agriculteurs sont fréquemment victimes de vols et de disparition de leur marchandise sur les bateaux. Ces pertes sont fortement préjudiciables pour les producteurs qui perdent de l'argent et de la crédibilité auprès des acheteurs. Il est important d'améliorer la traçabilité des produits et d'engager la responsabilité des armateurs en cas de disparition des marchandises.

Les habitants Tuamotu, dont l'agriculture est très limitée, aimeraient bénéficier d'un fret interarchipel qui puisse acheminer les produits agricoles des autres archipels directement aux Tuamotu sans transiter par Tahiti (depuis les Marquises principalement). Ils pourront ainsi bénéficier de produits plus frais et moins abîmés.

Résoudre les conflits de la commercialisation

Un des problèmes majeurs de l'agriculture locale est la concurrence, qu'elle soit avec les produits importés, les grandes surfaces productrices et même entre les petits exploitants. En effet, les principaux pays importateurs de produits agricoles et d'élevage ont recours à de l'agriculture intensive et vendent leurs produits moins chers que ceux produits localement. Au-delà du coût écologique de ce commerce (production intensive, transport...), c'est l'agriculture locale et les agriculteurs qui en pâtissent. Il est donc indispensable de favoriser la production locale pour pérenniser cette activité sur le territoire. Les commerçants et grands distributeurs pourraient réorganiser leurs rayonnages afin de mettre en avant les produits du fenua comme le propose la charte d'engagement du projet « Manger LOCAL ». Une valorisation auprès des consommateurs serait également nécessaire. En effet, ces derniers ont bien souvent une image négative des produits locaux qui contiendraient plus de résidus de pesticides que les produits importés. Une étude poussée et publique permettrait de lever le voile de cette réputation et ainsi valoriser davantage les productions du fenua. La sensibilisation commence dès le plus jeune âge, et les écoles se doivent de donner les bonnes habitudes alimentaires aux enfants en proposant des produits locaux, de saison, issus d'une agriculture raisonnée et éventuellement d'un circuit court. Enfin, la favorisation de l'agriculture locale permettrait de diminuer les importations, et les coûts qui y sont associés, voire de les interdire pour certaines ressources produites en quantité suffisante ou pouvant l'être.

À ce jour, certains distributeurs ne respecteraient pas les quotas et bénéficieraient d'une réglementation différente par rapport aux petits exploitants. Ces inégalités créent des conflits entre les producteurs locaux sur le prix des produits. Une concertation entre le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de l'Économie et les représentants des producteurs permettrait de fixer des prix sur certains produits.

Les distributeurs qui achètent les produits des agriculteurs profitent du manque de connaissance des producteurs sur le plan législatif et financier. En effet, de nombreux agriculteurs ont été surpris du prix de vente de leur produit en magasin, par rapport à leur prix de vente. De nombreux distributeurs ne respecteraient donc pas les marges fixées par la loi et auraient même recours à des marges arrière. Ce procédé consiste à se faire rembourser, par le producteur, les produits non vendus. Cette démarche, bien qu'illégale, ne semble pas anecdotique. Il est donc important de contrôler les importateurs et les distributeurs afin qu'ils ne portent pas préjudice aux petits agriculteurs.

Afin de limiter la surproduction et les pertes, il est nécessaire que les agriculteurs communiquent plus entre eux d'une part, et connaissent les besoins du territoire d'autre part. Il pourrait être intéressant de créer une plateforme numérique pour mettre en relation les agriculteurs et tous les acheteurs potentiels (distributeurs, restaurateurs, importateurs...). Cela permettrait aux agriculteurs de mieux planifier leurs cultures en fonction des demandes formulées par les acheteurs, de limiter la compétition entre les petits exploitants et donc de limiter la surproduction et les pertes.

Coprahculture et pêche lagonaire

Coprahculture aux Tuamotu

La coprahculture est une activité très importante en Polynésie comme le souligne le documentaire sur *l'Huilerie de Tahiti*. En effet, cette activité permet notamment de maintenir des populations dans les îles afin de ne pas surpeupler les IDV. Il est donc primordial d'apporter aux coprahculteurs, de bonnes conditions de travail pour pérenniser cette activité.

Les îles des Tuamotu sont les plus concernées par cette agriculture avec 60 % de la production de coprah en 2017. Mais cette production pourrait être remise en cause par des limites environnementales, matérielles et humaines.

Les cocotiers, comme tous les autres végétaux, ont des besoins physiologiques nécessaires à leur croissance. Aux Tuamotu, les sols sont pauvres et difficiles à cultiver même pour la coprahculture. Un état des lieux de la qualité des sols dans les atolls devrait être envisagé afin de déterminer leur état, et ainsi former les coprahculteurs pour fertiliser leurs sols de manière adaptée.

Du fait de la géomorphologie des atolls, les surfaces cultivables aux Tuamotu sont faibles et certains producteurs ont des parcelles difficiles d'accès et éloignées du village. Il est nécessaire d'optimiser l'espace disponible pour fournir des terres aux coprahculteurs (et agriculteurs). De nombreuses cocoteraies mal entretenues utilisent un espace précieux et leur valorisation apporterait un bénéfice plus grand que la création de nouvelles cocoteraies. Les terres en indivision et les terres domaniales pourraient également être mises à profit pour les coprahculteurs.

Le matériel nécessaire au bon fonctionnement de la production de coprah est coûteux, que ce soit les séchoirs, les engins lourds (broyeurs, tracteurs...) ou bien les consommables (bagues de cocotier, sacs adaptés...). Des aides financières sont sollicitées pour acquérir ce matériel indispensable. Cependant, les dossiers d'aide pour la filière du coprah semblent difficiles à compléter et l'éloignement des centres administratifs complique davantage les démarches administratives. Les coprahculteurs souhaiteraient la présence d'une antenne de la CAPL à Rangiroa pour faciliter l'accompagnement des producteurs sur le plan technique et administratif.

Pêcher et gérer les ressources marines

La pêche lagonaire, contrairement à l'agriculture, est une activité qui prélève des ressources limitées qui font partie des biens communs. Gérer les ressources marines est donc indispensable pour pérenniser la filière de la pêche. Au niveau des pêcheurs, la gestion peut se faire en développant les *rahui* et les ZPR (Zones de Pêche Réglementées). Ces méthodes ont fait leurs preuves et de nombreuses communes des ISLV souhaiteraient les mettre en place sur leur zone côtière. Des partenariats avec les centres de recherche en biologie et écologie, comme c'est le cas à Moorea avec le PGEM, permettraient d'étendre les zones réglementées et d'augmenter leur efficacité. Par ailleurs, la gestion des ressources marines concerne tous les usagers des zones côtières car la pollution terrestre finit inéluctablement dans le lagon (pesticides, engrais, déchets plastiques...). Il est donc nécessaire de contrôler les potentielles sources de pollution (hôtels, centres médicaux, déchetteries sauvages...).

La pêche est également une source de concurrence entre les pêcheurs. Ainsi, aux ISLV et aux Tuamotu, des lagons sont pillés par des pêcheurs d'autres îles. Cette compétition pour l'accès aux ressources induit de la surpêche qui appauvrit les lagons, d'autant que la réglementation fixée sur les différentes espèces n'est pas toujours respectée. La présence d'autorités maritimes pour contrôler les pêcheurs serait un moyen de lutter contre la surexploitation et le pillage de lagon.

Le matériel de pêche n'est pas subventionné comme le matériel agricole. Les pêcheurs possédant une carte CAPL souhaiteraient bénéficier de partenariats avec des magasins spécialisés pour se procurer du matériel. En outre, proposer des réductions pour le matériel conforme à la réglementation, comme les filets de pêche, favoriserait leur achat et donc le respect de cette réglementation. Les pêcheurs lagonaire aimeraient également bénéficier d'une aide sur le carburant comme les pêcheurs côtiers.

Aux Tuamotu, où la pêche lagonaire est très représentée, les conflits entre les pêcheurs limitent la création d'une coopérative qui leur serait pourtant favorable. La présence d'agents techniques et administratifs sur place faciliterait cette démarche et offrirait un accompagnement nécessaire à la réalisation des tâches administratives qui incombent à la création d'une coopérative.

Enfin, il semble que la prise en charge du fret ne soit pas accordée aux pêcheurs lagonaire, bien qu'ils possèdent une carte CAPL. Par souci d'équité avec les agriculteurs, et afin de revaloriser financièrement la filière de la pêche, les pêcheurs sollicitent la prise en charge du transport de leur marchandise.

PARTIE 3

LES BESOINS DES ACTEURS DU SECTEUR AGRICOLE DE LA PÊCHE (RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE)

À la fin de chaque séminaire, un questionnaire a été donné aux participants afin qu'il puisse donner leurs avis sur les différents thèmes proposés (présenté en annexe). Ce questionnaire est composé de cinq thèmes abordant des sujets différents : les besoins de formation, l'amélioration de la commercialisation, les freins aux regroupements des agriculteurs, les missions de la CAPL et les statuts agricoles. Pour chaque thème, les résultats des questionnaires sont présentés sous forme de graphiques pour l'ensemble de la Polynésie française et pour les cinq archipels.

Au total, 273 participants ont répondu au questionnaire :

- 57 aux IDV ;*
- 50 aux ISLV ;*
- 54 aux Australes ;*
- 66 aux Marquises ;*
- 46 aux Tuamotu.*

Note du rédacteur : Les résultats chiffrés obtenus à partir des questionnaires récupérés sont extrapolés à l'ensemble des archipels et de la Polynésie française dans cette partie. Cependant, la représentativité de l'échantillon (participants) n'a pas été vérifiée et il serait maladroit de considérer que les souhaits des 273 participants au questionnaire sont les souhaits de l'ensemble des acteurs agricoles de Polynésie française.

Thème A

Les formations

Ce thème est consacré aux formations que souhaiteraient recevoir les participants. Pour les 26 formations proposées, trois choix ont été proposés : IMPORTANT, PAS NÉCESSAIRE et INUTILE. Ils ont également pu choisir la formation qu'il pense être la plus importante parmi toutes celles proposées. Cette catégorie a été notée « PRIORITÉ ». La notation « SANS AVIS » correspond aux participants qui n'ont pas choisi parmi les réponses possibles ou ont donné une réponse ambiguë (plusieurs réponses à la fois pour une seule formation).

Note : les chiffres situés au-dessus de chaque barre des graphiques correspondent au pourcentage des votes « PRIORITÉ » et « IMPORTANT ».

Intitulés des formations pour le thème A

Quelles formations souhaiteriez-vous avoir ?

Gérer une exploitation

- A1 → gestion d'un élevage bovin
- A2 → gestion d'un élevage porcin
- A3 → gestion d'un élevage avicole
- A4 → gestion d'une coopérative agricole
- A5 → comptabilité d'une exploitation agricole
- A6 → gestion d'une entreprise agricole
- A7 → obligations fiscales, sociales et patronales de l'employeur
- A8 → partenaires financiers pour monter un dossier d'aide ou de crédit

Les bonnes pratiques agricoles

- A9 → réalisation d'un diagnostic agronomique de l'exploitation
- A10 — fertilisation
- A11 → bonne utilisation des pesticides
- A12 → préparation des sols
- A13 → mise en place d'un suivi des cultures

Les méthodes alternatives de production

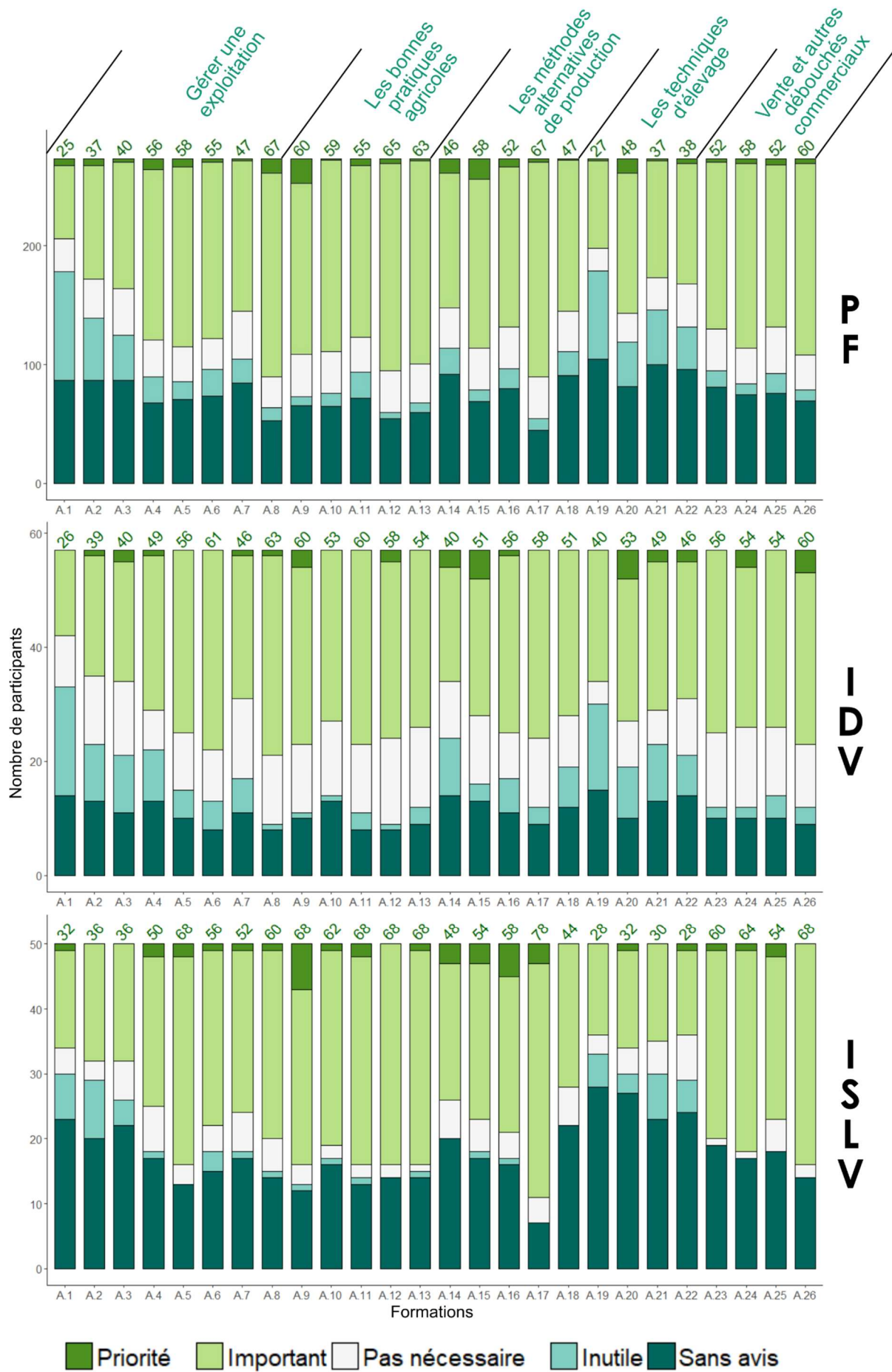
- A14 — permaculture
- A15 → agriculture biologique
- A16 → agriculture raisonnée et responsable
- A17 — compostage
- A18 → machinisme agricole

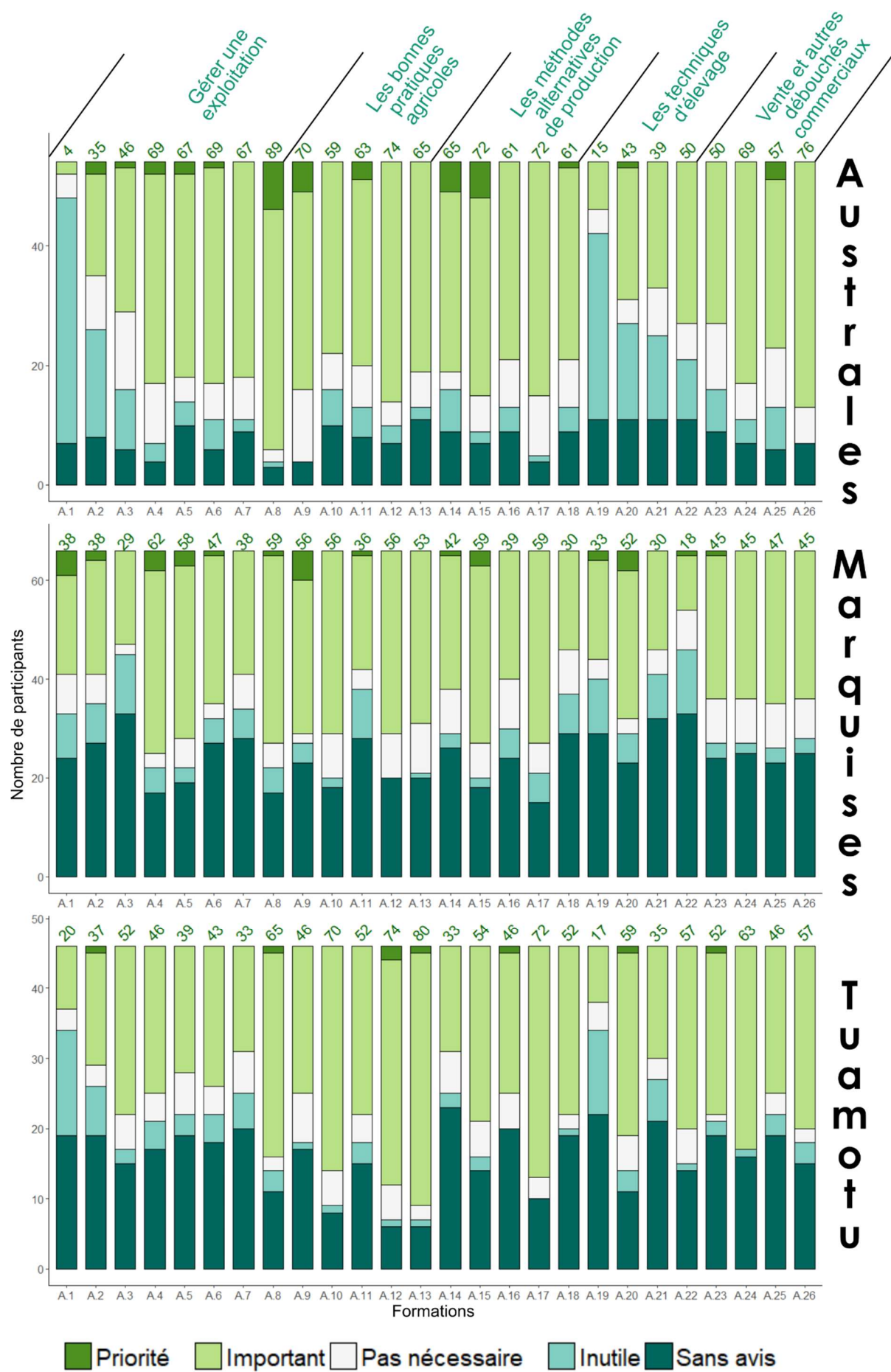
Les techniques d'élevage

- A19 → techniques d'élevage bovin
- A20 → techniques d'élevage apiculture
- A21 → techniques d'élevage porcin
- A22 → techniques d'élevage avicole

Ventes et autres débouchés commerciaux

- A23 → techniques de marketing
- A24 → techniques de commercialisation
- A25 → agrotransformation
- A26 → facturation et règles de vente





Quelles formations souhaiteriez-vous avoir...

... en PF :

N°	Intitulé	%
A8	Partenaires financiers pour monter un dossier d'aide ou de crédit	67
A17	Compostage	67
A12	Préparation des sols	65
A13	Mise en place d'un suivi des cultures	63
A9	Réalisation d'un diagnostic agronomique de l'exploitation	60
A26	Facturation et règles de vente	60
A10	Fertilisation	59
A15	Agriculture biologique	58
A5	Comptabilité d'une exploitation agricole	58
A24	Techniques de commercialisation	58
A4	Gestion d'une coopérative agricole	56
A11	Bonne utilisation des pesticides	55
A6	Gestion d'une entreprise agricole	55
A16	Agriculture raisonnée et responsable	52
A25	Agrotransformation	52
A23	Techniques de marketing	52

Sur l'ensemble de la Polynésie française, la majorité des agriculteurs sont intéressés par des formations sur **les bonnes pratiques agricoles** et **les méthodes alternatives de production** dont le but est de gérer les sols cultivés afin de conserver leur fertilité tout en respectant l'environnement. La catégorie **vente et autres débouchés commerciaux** a également obtenu une majorité de voix. Les participants ont également montré un intérêt pour apprendre à **gérer une exploitation**, en particulier trouver des partenaires financiers pour monter des dossiers d'aide ou de crédit. En revanche, les formations sur **les techniques d'élevage** ne semblent pas être une priorité.

... aux IDV :

N°	Intitulé	%
A8	Partenaires financiers pour monter un dossier d'aide ou de crédit	63
A6	Gestion d'une entreprise agricole	61
A26	Facturation et règles de vente	60
A9	Réalisation d'un diagnostic agronomique de l'exploitation	60
A11	Bonne utilisation des pesticides	60
A12	Préparation des sols	58
A17	Compostage	58
A16	Agriculture raisonnée et responsable	56
A23	Techniques de marketing	56
A5	Comptabilité d'une exploitation agricole	56
A24	Techniques de commercialisation	54
A13	Mise en place d'un suivi des cultures	54
A25	Agrotransformation	54
A20	Techniques d'élevage apiculture	53
A10	Fertilisation	53
A15	Agriculture biologique	51
A18	Machinisme agricole	51

Aux IDV, les résultats sont très similaires à ceux observés à l'échelle de la Polynésie avec une majorité des agriculteurs intéressée par des formations sur **les bonnes pratiques agricoles, les méthodes alternatives de production** ainsi que la **vente et autres débouchés commerciaux**. Les participants ont également montré un intérêt particulier pour les **techniques d'élevage apiculture**.

... aux ISLV :

N°	Intitulé	%
A17	Compostage	78
A9	Réalisation d'un diagnostic agronomique de l'exploitation	68
A5	Comptabilité d'une exploitation agricole	68
A11	Bonne utilisation des pesticides	68
A13	Mise en place d'un suivi des cultures	68
A12	Préparation des sols	68
A26	Facturation et règles de vente	68
A24	Techniques de commercialisation	64
A10	Fertilisation	62
A8	Partenaires financiers pour monter un dossier d'aide ou de crédit	60
A23	Techniques de marketing	60
A16	Agriculture raisonnée et responsable	58
A6	Gestion d'une entreprise agricole	56
A15	Agriculture biologique	54
A25	Agrotransformation	54
A7	Obligations fiscales, sociales et patronales de l'employeur	52
A4	Gestion d'une coopérative agricole	50

Aux ISLV, les agriculteurs sont en majorité intéressés par des formations sur **les bonnes pratiques agricoles** et **les méthodes alternatives de production**, notamment le compostage qui obtient 78 % des voix. La catégorie **vente et autres débouchés commerciaux** a également obtenu une bonne majorité de voix. En revanche, les formations sur **les techniques d'élevage** ne semblent pas être une priorité pour les agriculteurs de cet archipel.

... aux Australes :

N°	Intitulé	%
A8	Partenaires financiers pour monter un dossier d'aide ou de crédit	89
A26	Facturation et règles de vente	76
A12	Préparation des sols	74
A15	Agriculture biologique	72
A17	Compostage	72
A9	Réalisation d'un diagnostic agronomique de l'exploitation	70
A4	Gestion d'une coopérative agricole	69
A6	Gestion d'une entreprise agricole	69
A24	Techniques de commercialisation	69
A5	Comptabilité d'une exploitation agricole	67
A7	Obligations fiscales, sociales et patronales de l'employeur	67
A14	Permaculture	65
A13	Mise en place d'un suivi des cultures	65
A11	Bonne utilisation des pesticides	63
A18	Machinisme agricole	61
A16	Agriculture raisonnée et responsable	61
A10	Fertilisation	59
A25	Agrotransformation	57
A23	Techniques de marketing	50
A22	Techniques d'élevage avicole	50

La majorité des agriculteurs des Australes sont intéressés par des formations sur **les bonnes pratiques agricoles, les méthodes alternatives de production** et la **vente et autres débouchés commerciaux**. Les participants ont également montré un intérêt pour apprendre à **gérer une exploitation**, en particulier trouver des partenaires financiers pour monter des dossiers d'aide ou de crédit.

... aux **Marquises** :

N°	Intitulé	%
A4	Gestion d'une coopérative agricole	62
A15	Agriculture biologique	59
A8	Partenaires financiers pour monter un dossier d'aide ou de crédit	59
A17	Compostage	59
A5	Comptabilité d'une exploitation agricole	58
A9	Réalisation d'un diagnostic agronomique de l'exploitation	56
A10	Fertilisation	56
A12	Préparation des sols	56
A13	Mise en place d'un suivi des cultures	53
A20	Techniques d'élevage en apiculture	52

Aux Marquises, les agriculteurs sont principalement intéressés par des formations sur **les bonnes pratiques agricoles**. En outre, la **gestion d'une coopérative** semble être la formation la plus importante pour eux. Par ailleurs, ils ne sont que peu intéressés par des formations sur la **vente et autres débouchés commerciaux**.

... aux **Tuamotu** :

N°	Intitulé	%
A13	Mise en place d'un suivi des cultures	80
A12	Préparation des sols	74
A17	Compostage	72
A10	Fertilisation	70
A8	Partenaires financiers pour monter un dossier d'aide ou de crédit	65
A24	Techniques de commercialisation	63
A20	Technique d'élevage apiculture	59
A22	Techniques d'élevage avicole	57
A26	Facturation et règles de vente	57
A15	Agriculture biologique	54
A23	Techniques de marketing	52
A18	Machinisme agricole	52
A11	Bonne utilisation des pesticides	52
A3	Gestion d'un élevage avicole	52

Dans l'archipel des Tuamotu, les agriculteurs sont en majorité intéressés par des formations sur la **vente et autres débouchés commerciaux**. Ils souhaiteraient également bénéficier de formations sur **les bonnes pratiques agricoles**, en particulier pour la mise en place d'un suivi des cultures et la préparation des sols, et dans une moindre mesure par **les méthodes alternatives de production**. Les participants ont également montré un intérêt pour apprendre à **trouver des partenaires financiers pour monter des dossiers d'aide ou de crédit**.

Thème B

L'amélioration de la commercialisation

Ce thème est consacré aux faiblesses potentielles que rencontrent les participants au niveau de la commercialisation. Pour les 11 thèmes proposés, trois choix ont été proposés : IMPORTANT, PAS NÉCESSAIRE et INUTILE. Ils ont également pu choisir le thème qu'il pense être le plus important parmi tous ceux proposés. Cette catégorie a été notée « PRIORITÉ ». La notation « SANS AVIS » correspond aux participants qui n'ont pas choisi parmi les réponses possibles ou ont donné une réponse ambiguë (plusieurs réponses à la fois pour un seul thème).

Note : les chiffres situés au-dessus de chaque barre des graphiques correspondent au pourcentage des votes « PRIORITÉ » et « IMPORTANT ».

Intitulés des thèmes pour le thème B

Sur quels thèmes doit-on agir pour améliorer la commercialisation ?

Avant la mise en production

B1 → planification des cultures

Après la récolte

B2 → zones de stockage

B3 — transport

Dans le commerce

B4 — conditionnement

B5 — vente

B6 — étiquetage

Après la vente

B7 — facturation

Divers

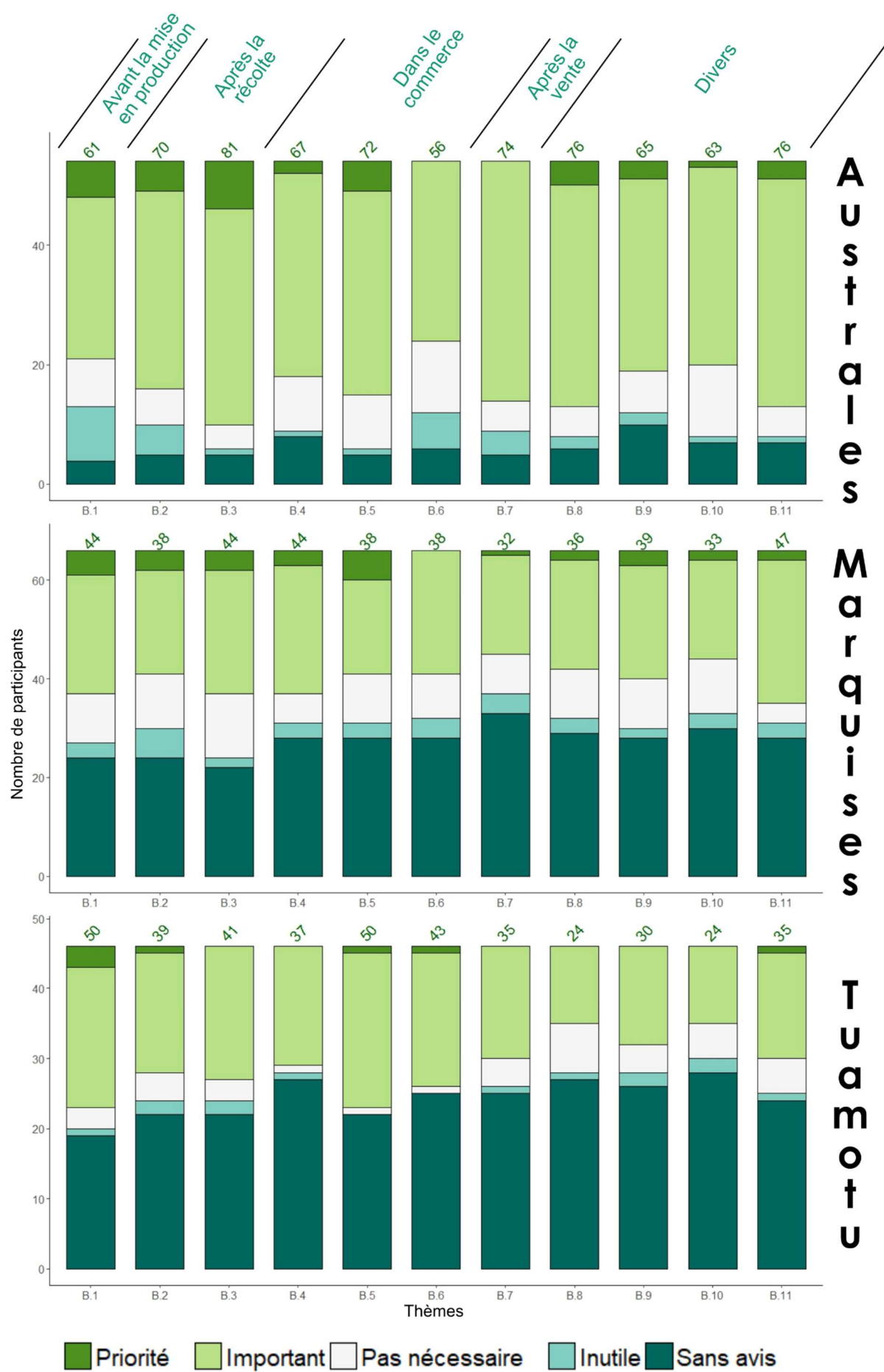
B8 — trésorerie

B9 → étude de marché

B10 → prospection de nouveaux clients

B11 → définition du prix de vente





Sur quels thèmes doit-on agir pour améliorer la commercialisation...

... en PF :

N°	Intitulé	%
B11	Définition du prix de vente	54
B1	Planification des cultures	53
B3	Transport	53
B5	Vente	53

... aux IDV :

N°	Intitulé	%
B11	Définition du prix de vente	61
B9	Étude de marché	60
B1	Planification des cultures	56
B10	Prospection de nouveaux clients	54

... aux ISLV :

N°	Intitulé	%
B5	Vente	64
B3	Transport	60
B7	Comptabilité d'une exploitation agricole	56
B1	Planification des cultures	54
B2	Zones de stockage	52
B4	Conditionnement	52
B6	Étiquetage	52
B11	Définition du prix de vente	50

... aux **Australes** :

N°	Intitulé	%
B3	Transport	81
B8	Trésorerie	76
B11	Définition du prix de vente	76
B7	Comptabilité d'une exploitation agricole	74
B5	Vente	72
B2	Zones de stockage	70
B4	Conditionnement	67
B9	Étude de marché	65
B10	Prospection de nouveaux clients	63
B1	Planification des cultures	61
B6	Étiquetage	56

... aux **Marquises** :

Aucun thème n'a obtenu la majorité des votes auprès des agriculteurs marquisiens.

... aux **Tuamotu** :

N°	Intitulé	%
B1	Planification des cultures	50
B5	Vente	50

À l'exception des Marquises, l'ensemble des archipels convergent sur le fait que la **planification des cultures** et le principal thème à aborder pour améliorer la commercialisation. La **vente** a également obtenu de nombreux votes.

À l'échelle de la Polynésie française, les agriculteurs pensent qu'il faut agir en plus sur la **définition du prix de vente** et le **transport**.

Thème C

Les principaux freins au regroupement des agriculteurs et pêcheurs

---

Ce thème est consacré aux freins potentiels limitant le regroupement des producteurs. Pour les 9 freins proposés, trois choix ont été proposés : IMPORTANT, PAS NÉCESSAIRE et INUTILE. Ils ont également pu choisir le frein qu'il pense être le plus important parmi tous ceux proposés. Cette catégorie a été notée « PRIORITÉ ». La notation « SANS AVIS » correspond aux participants qui n'ont pas choisi parmi les réponses possibles ou ont donné une réponse ambiguë (plusieurs réponses à la fois pour un seul frein).

Note : les chiffres situés au-dessus de chaque barre des graphiques correspondent au pourcentage des votes « PRIORITÉ » et « IMPORTANT ».

Intitulés des freins pour le thème C

*Quels sont les principaux freins au regroupement
entre agriculteurs ou pêcheurs ?*

C1 → prix (achat, vente...)

C2 → gestion administrative

C3 → gestion commerciale

C4 → relations clients

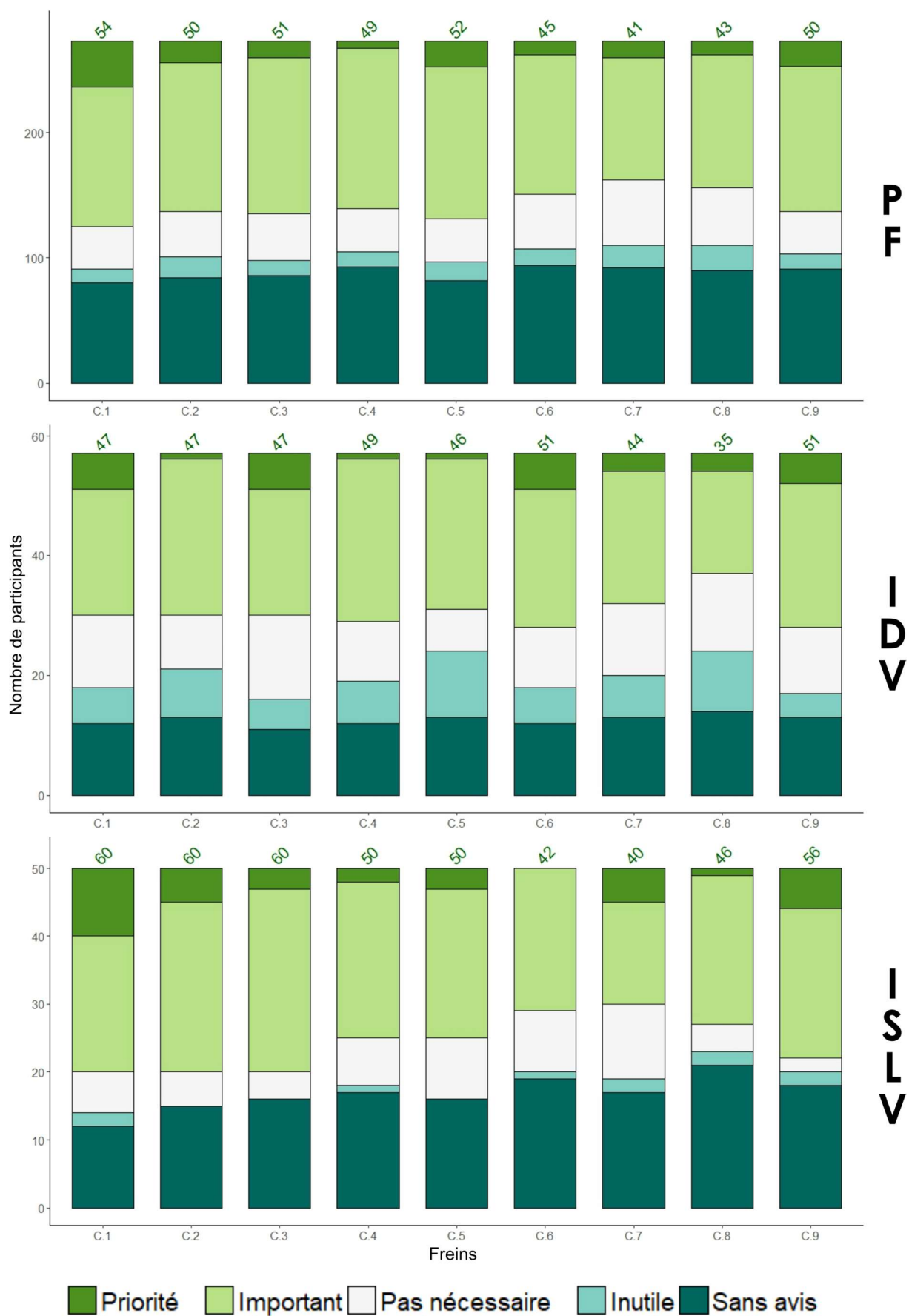
C5 → outils communs

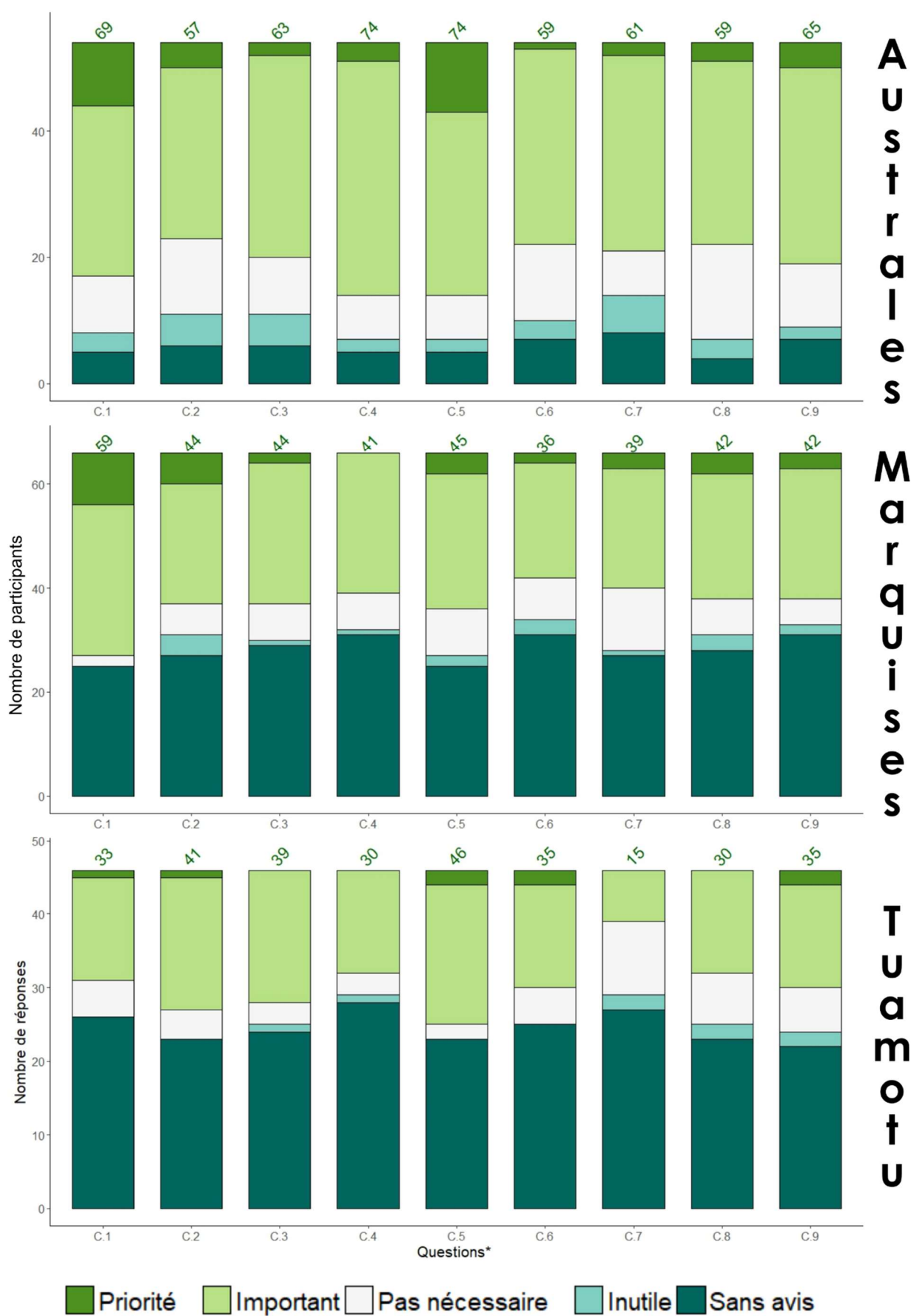
C6 → moyens humains

C7 — concurrence

C8 → relations entre associés

C9 → planification des productions en fonction des commandes des clients





Quels sont les principaux freins au regroupement entre agriculteurs ou pêcheurs...

... en PF :

N°	Intitulé	%
C1	Prix (achat, vente...)	54
C5	Outils communs	52
C3	Gestion commerciale	51
C9	Planification des productions en fonction des commandes des clients	50
C2	Gestion administrative	50

... aux IDV :

N°	Intitulé	%
C6	Moyens humains	51
C9	Planification des productions en fonction des commandes des clients	51

... aux ISLV :

N°	Intitulé	%
C1	Prix (achat, vente...)	60
C2	Gestion administrative	60
C3	Gestion commerciale	60
C9	Planification des productions en fonction des commandes des clients	56
C5	Outils communs	50
C4	Relations clients	50

... aux **Australes** :

N°	Intitulé	%
C5	Outils communs	74
C4	Relations clients	74
C1	Prix (achat, vente...)	69
C9	Planification des productions en fonction des commandes des clients	65
C3	Gestion commerciale	63
C7	Concurrence	61
C8	Relations entre associés	59
C6	Moyens humains	59
C2	Gestion administrative	57

... aux **Marquises** :

N°	Intitulé	%
C1	Prix (achat, vente...)	59

... aux **Tuamotu** :

Aucun frein n'a obtenu la majorité des votes auprès des agriculteurs des Tuamotu.

Sur l'ensemble de la Polynésie française, les agriculteurs suggèrent que le principal frein à leur regroupement est le **prix (achat, vente...)**, notamment aux ISLV, Australes et Marquises. Les **outils communs** semblent également limiter le regroupement, en particulier aux Australes.

La **planification des cultures** mise en avant dans la partie précédente (thèmes sur lesquels il faut agir pour améliorer la commercialisation) est également identifiée comme un frein au travail coopératif.

Thème D

Les missions de la CAPL

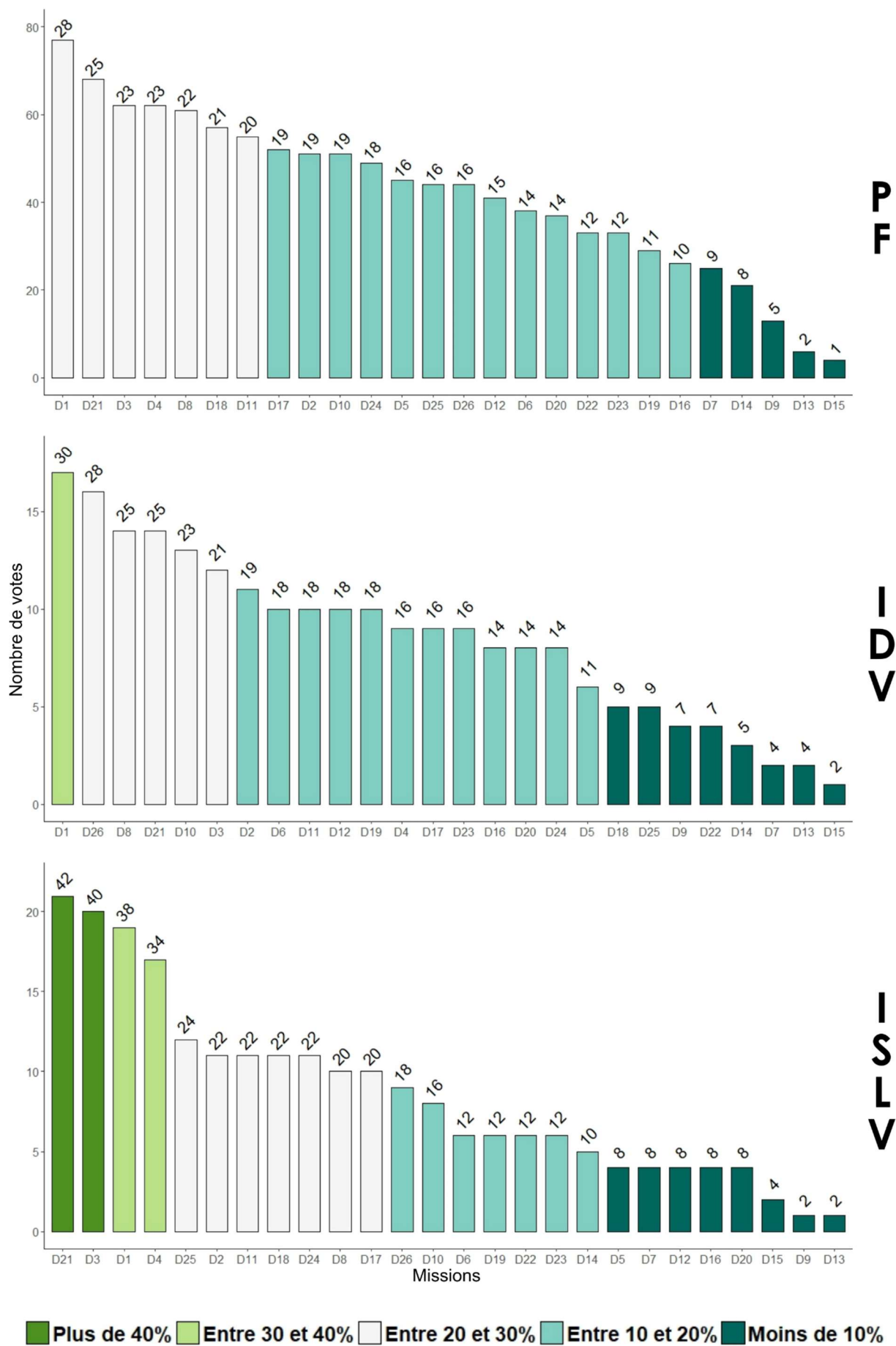
Ce thème aborde le rôle de la CAPL auprès des agriculteurs et des pêcheurs lagonaires. Ainsi, 26 missions pouvant être réalisées par la CAPL ont été proposées dans le questionnaire. Les participants ont pu choisir jusqu'à cinq missions qu'ils estimaient être les plus importantes.

Note : les chiffres situés au-dessus de chaque barre des graphiques correspondent au pourcentage des participants ayant voté pour la mission correspondante.

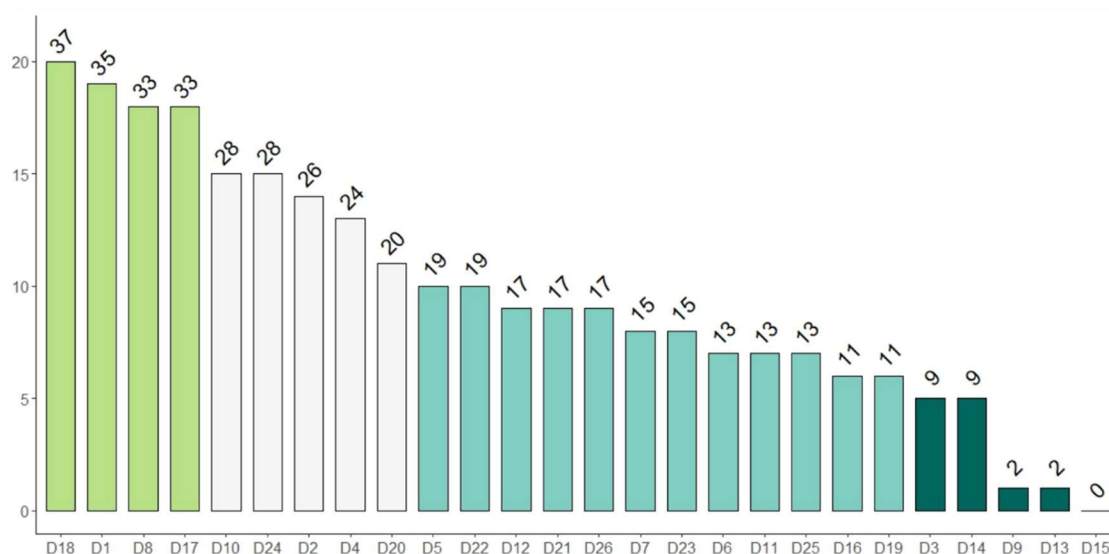
Intitulés des missions pour le thème D

Parmi les missions proposées, choisissez-en cinq que vous souhaiteriez voir réalisées par la CAPL.

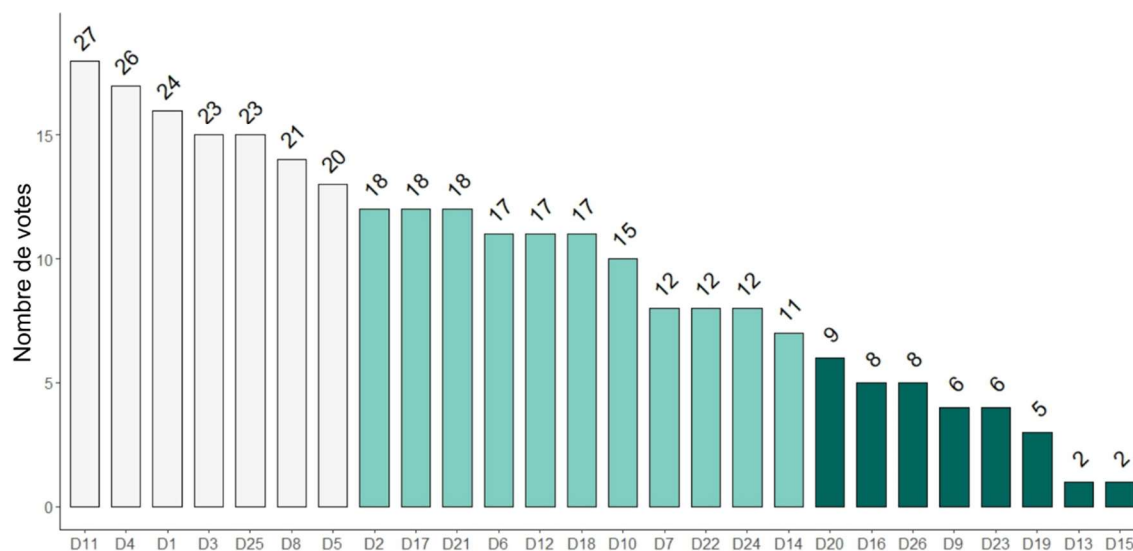
- D1 → créer une Assurance calamités agricoles, épidémies
- D2 → créer un laboratoire mobile de diagnostic maladies
- D3 → créer une cellule « accompagnement au montage des dossiers »
- D4 → assurer la réception des dossiers de demande d'aides agricoles et leur transmission à la DAG
- D5 → avoir une antenne avec au moins un agent de la CAPL dans chaque archipel
- D6 → organiser une participation à l'aide à l'énergie
- D7 → aider au financement de fonctionnement de groupes type GDS
- D8 → réaliser des achats groupés type semence, équipement, pour des opérations de production spéciale
- D9 → participer au réseau « Bienvenue à la ferme »
- D10 → assurer un prix de production correct
- D11 → assurer le montage des dossiers d'attribution des terres agricoles
- D12 → assurer un accompagnement technique ou administratif des coopératives agricoles
- D13 → assurer la gestion de la pépinière horticole de Papara
- D14 → mettre en place une quarantaine végétale
- D15 → assurer la gestion de la station d'élevage bovin de Taravao
- D16 → faire des formations spécifiques aux salariés
- D17 → faire faire des analyses des sols, de végétaux, etc. pour les détenteurs de cartes
- D18 → subventionner les îles pour les aider à organiser des foires agricoles sur site
- D19 → réaliser des malettes « installations » pour les nouveaux producteurs inscrits la CAPL
- D20 → mettre à disposition des ateliers relais pour les groupements agricoles
- D21 → organiser des formations sous forme de ½ journée thématique
- D22 → acquérir et louer aux groupements des producteurs des chambres froides au port de Papeete pour stocker les productions des îles sur Tahiti
- D23 → des élus de la CAPL à l'écoute et disponibles
- D24 → faire des recours en justice pour représenter les intérêts des agriculteurs et pêcheurs lagunaires
- D25 → acquérir et louer aux groupements des producteurs des chambres froides dans les îles pour stocker les productions avant envoi sur Tahiti
- D26 → mettre en place des concours d'innovation agricole



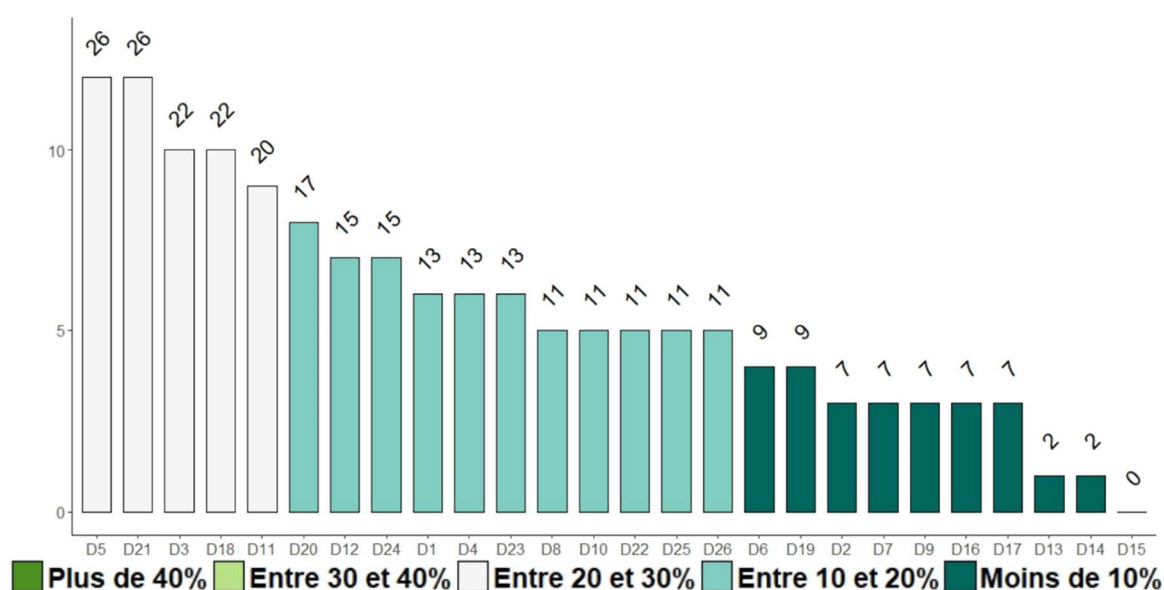
Australies



Marquises



Tuamotu



■ Plus de 40% ■ Entre 30 et 40% □ Entre 20 et 30% ■ Entre 10 et 20% ■ Moins de 10%

Quelles missions souhaiteriez-vous voir réalisées par la CAPL...

... en PF :

N°	Intitulé	%
D1	Créer une Assurance calamités agricoles, épidémies	28
D21	Organiser des formations sous forme de ½ journée thématique	25
D3	Créer une cellule « accompagnement au montage des dossiers »	23
D4	Assurer la réception des dossiers de demande d'aides agricoles et leur transmission à la DAG	23
D8	Réaliser des achats groupés type semence, équipement, pour des opérations de production spéciale	22

... aux IDV :

N°	Intitulé	%
D1	Créer une Assurance calamités agricoles, épidémies	30
D26	Mettre en place des concours d'innovation agricole	28
D8	Réaliser des achats groupés type semence, équipement, pour des opérations de production spéciale	25
D21	Organiser des formations sous forme de ½ journée thématique	25
D10	Assurer un prix production correct	23

... aux ISLV :

N°	Intitulé	%
D21	Organiser des formations sous forme de ½ journée thématique	42
D3	Créer une cellule « accompagnement au montage des dossiers »	40
D1	Créer une Assurance calamités agricoles, épidémies	38
D4	Assurer la réception des dossiers de demande d'aides agricoles et leur transmission à la DAG	34
D25	Acquérir et louer aux groupements de producteurs des chambres froides dans les îles pour stocker les productions avant envoi sur Tahiti	24

... aux **Australes** :

N°	Intitulé	%
D18	Subventionner les îles pour les aider à organiser des foires agricoles sur site	37
D1	Créer une Assurance calamités agricoles, épidémies	35
D8	Réaliser des achats groupés type semence, équipement, pour des opérations de production spéciale	33
D17	Faire faire des analyses des sols, de végétaux, etc. pour les détenteurs de cartes	33
D10	Assurer un prix de production correct	28
D24	Faire des recours en justice pour représenter les intérêts des agriculteurs et pêcheurs lagonaire	28

... aux **Marquises** :

N°	Intitulé	%
D11	Assurer le montage des dossiers d'attribution des terres agricoles	27
D4	Assurer la réception des dossiers de demande d'aides agricoles et leur transmission à la DAG	26
D1	Créer une Assurance calamités agricoles, épidémies	24
D3	Créer une cellule « accompagnement au montage des dossiers »	23
D25	Acquérir et louer aux groupements de producteurs des chambres froides dans les îles pour stocker les productions avant envoi sur Tahiti	23

... aux **Tuamotu** :

N°	Intitulé	%
D5	Avoir une antenne avec au moins un agent de la CAPL dans chaque archipel	37
D21	Organiser des formations sous forme de ½ journée thématique	35
D3	Créer une cellule « accompagnement au montage des dossiers »	33
D18	Subventionner les îles pour les aider à organiser des foires agricoles sur site	33
D11	Assurer le montage des dossiers d'attribution des terres agricoles	28
D24	Faire des recours en justice pour représenter les intérêts des agriculteurs et pêcheurs lagonaire	28

Parmi les missions proposées, aucune n'a obtenu la majorité des voix quel que soit l'archipel et sur l'ensemble de la Polynésie. Cependant, certaines missions ont obtenu près d'un quart des votes, et ce dans différents archipels :

- **Créer une Assurance calamités agricoles, épidémies** (sauf Tuamotu) ;
- **Organiser des formations sous forme de ½ journées thématiques** (sauf Marquises et Australes) ;
- **Créer une cellule « accompagnement au montage des dossiers »** (sauf IDV et Australes).

Les agriculteurs de chaque archipel ont voté selon les difficultés et les besoins qu'ils rencontrent dans leur contexte local. Ainsi des missions différentes sont trouvées dans les priorités de chaque archipel (cf. détails ci-dessus).

Thème E

Le statut des agriculteurs et employés agricoles

Dans ce thème, les participants ont été questionnés sur différentes mesures concernant le statut des agriculteurs (questions 1 à 7) et des salariés agricoles (questions 8 à 12). Pour toutes les questions, à l'exception de la question 9, les réponses possibles étaient « OUI » ou « NON ». Pour la question 9 concernant le salaire des employés agricoles, quatre propositions ont été faites correspondant à quatre fourchettes de salaire différentes. Une absence de réponse a été catégorisée en « SANS AVIS ».

Note : les chiffres situés au-dessus des barres des graphiques correspondent au pourcentage des votes pour les réponses ayant reçu le plus de voix (sauf pour la question 9).

Note 2 : pour la question 9, les chiffres situés au-dessus des barres des graphiques correspondent au pourcentage des participants ayant voté pour la tranche de salaire correspondante.

Note 3 : le questionnaire n'a pas été rempli jusqu'au bout pour un grand nombre de participants au séminaire des Tuamotu ce qui se manifeste par de forts taux de « SANS AVIS » pour les dernières questions.

Intitulés des questions pour le thème E

Statut de l'agriculteur

Q.1 → Souhaitez-vous que l'on rende OBLIGATOIRE une carte CAPL à jour pour toute commercialisation dans les circuits formels (carte individuelle ou groupement) ?

Q.2 → Seriez-vous prêt à cotiser pour une assurance maladie spécifique ?

Q.3 → Seriez-vous prêt à cotiser pour une assurance calamités et épidémies agricoles ?

Q.4 → Seriez-vous prêt à cotiser pour une retraite spécifique ?

Q.5 → Seriez-vous prêt à remplir un facturier (fourni par la CAPL) ou transmettre un relevé annuel de vos factures pour toutes vos ventes afin de permettre un encadrement économique de la commercialisation des produits agricoles ? Les données seraient confidentielles.

Q.6 → Permettre à votre conjoint(e) qui travaille sur votre exploitation avec vous d'avoir une carte agricole et de cotiser également pour une protection sociale ?

Q.7 → Souhaitez-vous que les filières puissent être représentées par un professionnel technique à la CAPL, pas forcément élu, mais qui agirait en tant que consultant auprès des élus et agents (vivrier, fruitier, maraîcher, bovin, porcin, avicole, caprin, apicole, bois, cocotier, vanille, herbes aromatiques, horticole, pêche lagonaire, aquaculture) ?

Statut des salariés agricoles

Afin d'aider à la création d'emploi salarié, seriez-vous intéressé pour qu'il soit mis en place :

Q.8 → Un salaire **minimal** pour les salariés des agriculteurs, spécifique et donc **différent du SMIG** actuel (le salaire minimal ne sera pas une obligation pour l'employeur qui pourra payer ses employés au salaire de départ négocié) ?

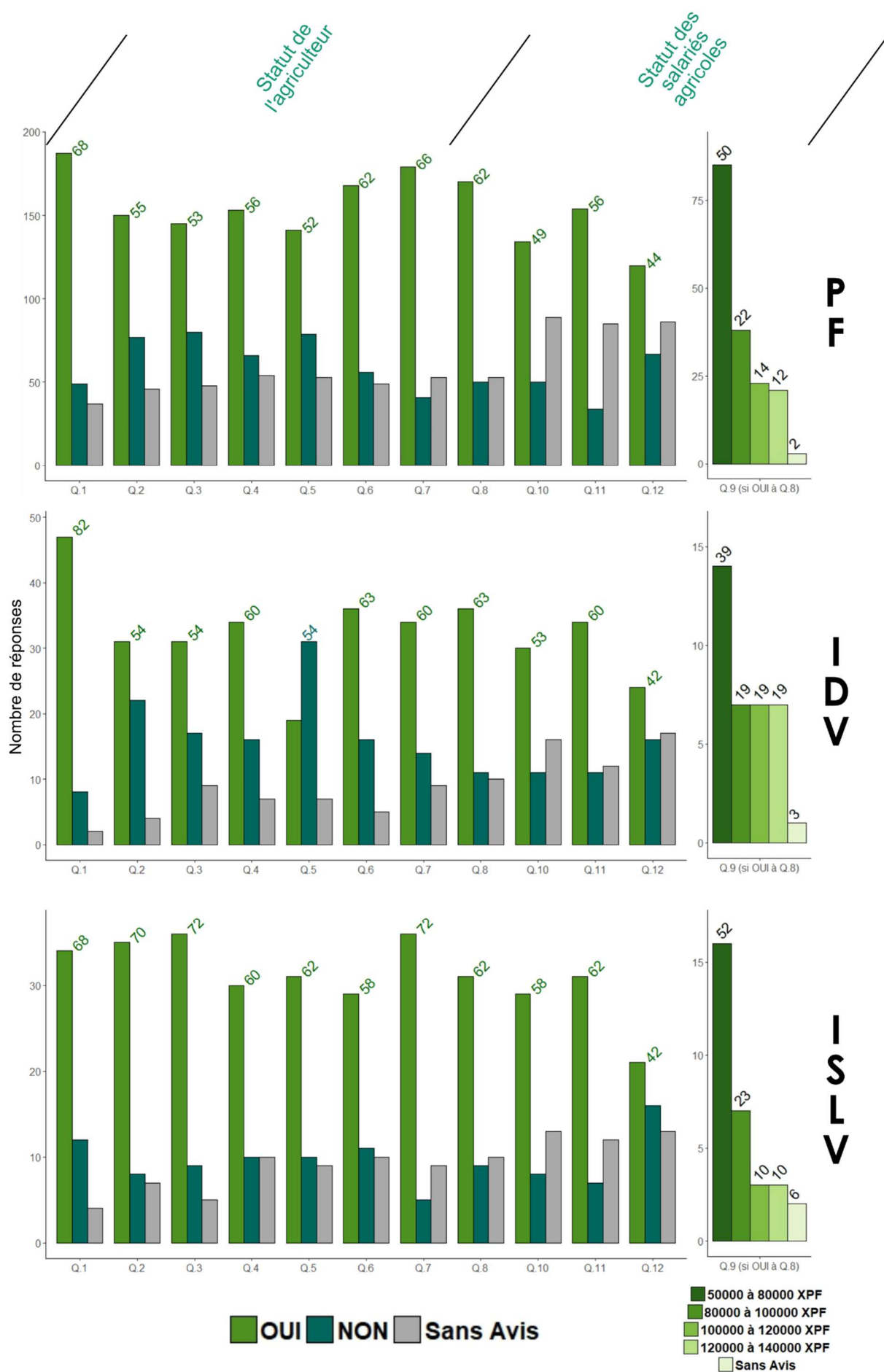
Q.9 → Si oui, dans quelle fourchette de prix envisageriez-vous ce salaire minimal pour un nouveau salarié (hors prime exceptionnelle) ?

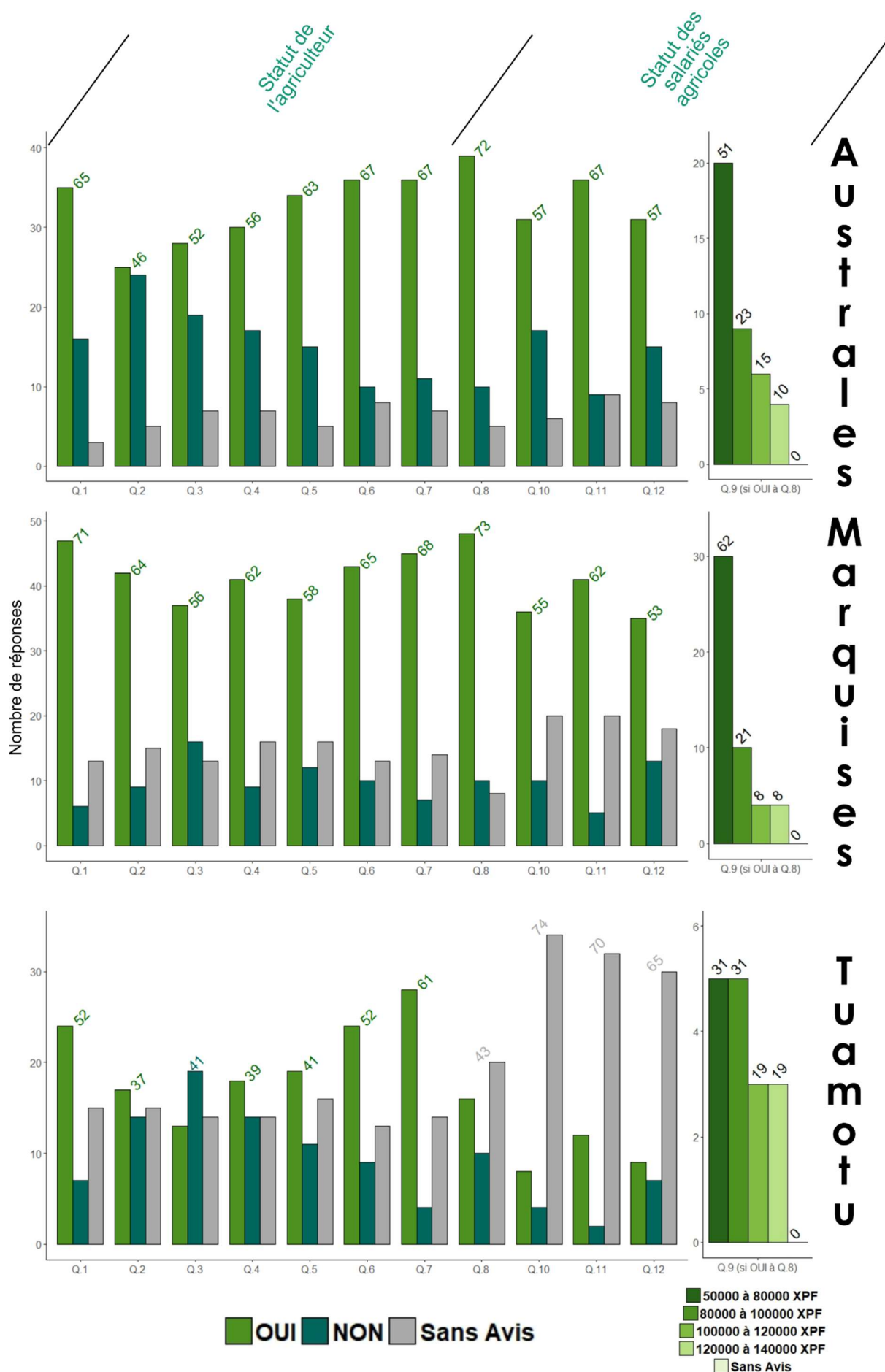
1. Entre 50 000 et 80 000 XPF
2. Entre 80 000 et 100 000 XPF
3. Entre 100 000 et 120 000 XPF
4. Entre 120 000 et 140 000 XPF

Q.10 → Une exonération puis un montant progressif des charges patronales actuelles ?

Q.11 → La création d'un cadre réglementaire spécifique pour les emplois saisonniers afin de pallier aux pics d'activités ou de contribuer au développement des exploitations ?

Q.12 → Prévoir des dérogations au temps de travail (jusqu'à 10h par jour pour compenser les jours de travail réduits liés aux intempéries) ?





Statut de l'agriculteur

Pour l'ensemble de la Polynésie française, la majorité des agriculteurs est favorable à toutes les propositions faites concernant le statut des agriculteurs.

À l'échelle de l'archipel :

- les IDV ne souhaitent pas **remplir de facturiers** ;
- les Australes sont mitigées sur le fait de **cotiser pour une assurance maladie spécifique** ;
- les Tuamotu ne semblent pas vouloir cotiser, que ce soit pour une **assurance maladie spécifique, une assurance calamité et épidémies agricoles** ou **une retraite spécifique**. Ils ne semblent pas non plus vouloir **remplir de facturiers**.

Statut des salariés agricoles

- **Salaire (Question 8 et 9)**

	PF	IDV	ISLV	Australes	Marquises	Tuamotu
Sans Avis	19	18	20	9	12	43
Non	18	19	18	19	15	22
Oui	62	63	62	72	73	36
50k-80k	31	25	32	37	45	11
80k-100k	14	12	14	17	15	11
100k-120k	9	12	6	11	6	7
120k-140k	7	12	6	7	6	7
Montant non précisé	1	2	4	0	0	0

Les valeurs chiffrées sont des pourcentages du nombre total de participants pour la PF et pour chaque archipel.

À l'exception des Tuamotu pour lesquels cette partie du questionnaire n'a été que très peu complétée, la majorité des agriculteurs souhaitent **la mise en place d'un salaire différent du SMIG pour les salariés agricoles**. Ces mêmes agriculteurs ont voté principalement pour un salaire compris entre 50000 XPF et 80000 XPF, et éventuellement 100000 XPF.

- Autres questions

Pour l'ensemble de la Polynésie française, la majorité des agriculteurs sont favorables à la **création d'un cadre réglementaire pour les emplois saisonniers**. En revanche, les participants sont mitigés au sujet de **l'exonération puis du montant progressif des charges patronales**, ainsi que des **dérogations au temps de travail**.

À l'échelle de l'archipel :

- les IDV et ISLV ne souhaitent pas avoir de **dérogations au temps de travail** ;
- les Australes et Marquises sont favorables aux trois mesures proposées.

ANNEXE

**Questionnaire sur les besoins des
agriculteurs pour l'élaboration de
stratégies d'actions futures de la CAPL**

Le présent document est anonyme.
Il a pour objectif de recenser les besoins des agriculteurs et aider à l'élaboration de stratégies d'actions futures de la CAPL.

PARTIE 1 : Cochez les cases des tableaux suivants

A/ Quelle formation souhaiteriez-vous avoir?	Réf.	Important ou à court terme	Pas nécessaire ou à moyen terme	Inutile ou à long terme
1) Gérer une exploitation				
la gestion d'un élevage bovin	A 1			
la gestion d'un élevage porcin	A 2			
la gestion d'un élevage avicole (poule pondeuse)	A 3			
la gestion d'une coopérative agricole	A 4			
la comptabilité d'une exploitation agricole	A 5			
la gestion d'une entreprise agricole	A 6			
les obligations fiscales, sociales et patronales de l'employeur	A 7			
les partenaires financiers pour monter un dossier d'aide ou de crédit	A 8			
2) Les bonnes pratiques agricoles				
la réalisation d'un diagnostic agronomique de l'exploitation (analyse complète, de sols, environnemental...)	A 9			
la fertilisation	A 10			
la bonne utilisation des pesticides	A 11			
la préparation du sol	A 12			
la mise en place d'un suivi des cultures	A 13			
3) Les méthodes alternatives de productions				
la permaculture	A 14			
l'agriculture biologique (production végétale ou élevage)	A 15			
l'agriculture raisonnée et responsable	A16			
le compostage	A 17			
le machinisme agricole	A 18			
4) Les techniques d'élevage				
les techniques d'élevage bovin	A 19			
les techniques d'élevage apiculture	A 20			
les techniques d'élevage porcin	A 21			
les techniques d'élevage avicole (poule pondeuse)	A 22			
5) Ventes et autres débouchés commerciales				
les techniques de marketing	A 23			
les techniques de commercialisation	A 24			
l'agrotransformation	A 25			
la facturation et les règles de ventes	A26			
Autres : Mettez des idées de formations qui ne sont pas listées au-dessus				
	A 27			

Indiquez la référence de la formation que vous estimez la plus importante : **A ...**

B/ Sur quel thème doit-on agir pour améliorer la commercialisation ?	Réf.	Important ou à court terme	Pas nécessaire ou à moyen terme	Inutile ou à long terme
Avant la mise en production				
la planification des cultures	B 1			
Après la récolte				
les zones de stockage	B 2			
le transport (livraison de l'exploitation jusqu'au client)	B 3			
Dans les commerces				
le conditionnement	B 4			
la vente	B 5			
l'étiquetage	B 6			
Après la vente				
la facturation	B 7			
Divers				
la trésorerie	B 8			
l'étude de marché	B 9			
la prospection de nouveaux clients	B 10			
la définition du prix de vente	B 11			
Autres : Mettez des idées de thème qui ne sont pas listés au-dessus				
	B 12			

Indiquez la référence du thème que vous estimez le plus important : **B ...**

C/ Quels sont les freins principaux au regroupement entre agriculteurs ou pêcheurs	Réf.	Important ou à court terme	Pas nécessaire ou à moyen terme	Inutile ou à long terme
le prix (achats, vente...)	C 1			
la gestion administrative	C 2			
la gestion commerciale	C 3			
les relations clients	C 4			
les outils communs (camion de livraison, broyeur)	C 5			
les moyens humains	C 6			
la concurrence	C 7			
les relations entre associés	C 8			
la planification des productions en fonction des commandes des clients	C 9			
Autres	C 10			

Indiquez la référence du frein que vous estimez le plus important : **C ...**

PARTIE 2 : Lisez attentivement le tableau suivant en entier puis **inscrivez vos 5 choix prioritaires** pour les nouvelles missions que vous souhaiteriez que la CAPL réalise :

Missions	Référence
Créer une Assurance calamités agricoles, épidémies	D 1
Créer un laboratoire mobile de diagnostic maladies <i>*Véhicule de terrain équipé de microscope, livre, matériel d'identification phytopathologique qui tournerait dans les exploitations</i>	D 2
Créer une cellule « accompagnement au montage des dossiers » <i>*Cellule composée d'un comptable, un économiste et un juriste</i>	D 3
Assurer la réception des dossiers de demande d'aides agricoles et leur transmission à la DAG <i>Actuellement réalisée par la DAG</i>	D 4
Avoir une antenne avec au moins un agent de la CAPL dans chaque archipel	D 5
Organiser une participation à l'aide à l'énergie <i>*participer aux charges d'électricité ou de gasoil selon l'impact de ses derniers sur la rentabilité économique de certaines filières</i>	D 6
Aider au financement de fonctionnement de groupes type GDS (groupement de producteurs qui participe à la lutte sanitaire contre les pestes)	D 7
Réaliser des achats groupés type semence, équipement, pour des opérations de production spéciales <i>* Ex : Campagne d'achat de pots en grosses quantités pour réduire les coûts, acheter les semences pour les campagnes pommes de terre, acheter un engrais spécifique pour une campagne...</i>	D 8
Participer au réseau « Bienvenue à la ferme » <i>*réseau national de vente directe et d'accueil à la ferme</i>	D 9
Assurer un prix de production correct <i>*Agir exceptionnellement pour soutenir un produit, dans le cadre d'une campagne de commercialisation de la CAPL ou d'une crise sur les coûts des intrants importés impactant fortement le prix de revient.</i>	D 10
Assurer le montage des dossiers d'attribution des terres agricoles <i>Actuellement réalisée par la DAG et la DAF</i>	D 11
Assurer un accompagnement technique ou administratif des coopératives agricoles <i>Actuellement réalisée par la DAG</i> <i>*Mission d'un agent de la CAPL dédié exclusivement aux coopératives, adhésion de la CAPL aux coopératives, financement de projets coopératifs...</i>	D 12
Assurer la gestion de la pépinière horticole de Papara ; <i>Actuellement réalisée par la DAG</i>	D 13
Mettre en place une quarantaine végétale	D 14
Assurer la gestion de la station d'élevage bovine de Taravao <i>Actuellement réalisée par la DAG</i>	D 15
Faire des formations spécifiques aux salariés	D 16
Faire faire des analyses des sols, de végétaux, etc. pour les détenteurs de cartes	D 17
Subventionner les îles pour les aider à organiser des foires agricoles sur site	D 18
Réaliser des maquettes « installations » pour les nouveaux producteurs inscrits à la CAPL <i>*Composé de fiches techniques, annuaire agricole, calendrier des événements, liste des fournisseurs-partenaires, facturier...</i>	D 19
Mettre à disposition des ateliers relais pour les groupements agricoles	D 20
Organiser des formations sous forme de ½ journée thématique <i>*Exemple de thèmes : l'utilisation des pesticides, prévention des risques professionnels, valorisation de la production pour commercialisation, gestion et comptabilité simplifiée...</i>	D 21
Acquérir et louer aux groupements des producteurs des chambres froides au port de Papeete pour stocker les productions des îles sur Tahiti. <i>*envisager une propriété de la CAPL mais mis à disposition</i>	D 22

Des élus de la CAPL à l'écoute et disponibles <i>*prise en charge déplacement inter îles et international plus fréquent pour améliorer leurs actions terrains</i>	D 23
Faire des recours en justice pour représenter les intérêts des agriculteurs et pêcheurs lagonaires	D 24
Acquérir et louer aux groupements des producteurs des chambres froides dans les îles pour stocker les productions avant envoi sur Tahiti. <i>*envisager une propriété de la CAPL mais mis à disposition</i>	D 25
Mettre en place des concours d'innovation agricole <i>*afin de financer un projet agricole ou de récompenser une entreprise agricole</i>	D 26
Autres :	D 27

Notez vos cinq choix prioritaires :

D ....

D ....

D ....

D ....

D ....

PARTIE 3 : Donnez-nous votre avis sur les statuts des agriculteurs et salariés agricoles

STATUT AGRICULTEUR :

Souhaitez-vous que l'on rende OBLIGATOIRE une carte CAPL à jour pour toute commercialisation dans les circuits formels (carte individuelle ou groupement)

Oui ☐

Non ☐

Seriez-vous prêt à cotiser pour une assurance maladie spécifique

Oui ☐

Non ☐

Seriez-vous prêt à cotiser pour une assurance calamités et épidémies agricoles

Oui ☐

Non ☐

Seriez-vous prêt à cotiser pour une retraite spécifique

Oui ☐

Non ☐

Seriez-vous prêt à remplir un facturier (fourni par la CAPL) ou transmettre un relevé annuel de vos factures pour toutes vos ventes afin de permettre un encadrement économique de la commercialisation des produits agricoles.

Les données seraient confidentielles.

Oui ☐

Non ☐

Permettre à votre conjoint(e) qui travaille sur votre exploitation avec vous d'avoir une carte agricole et de cotiser également pour une protection sociale

Oui ☐

Non ☐

Souhaitez-vous que les filières puissent être représentées par un professionnel technique à la CAPL, pas forcément élu mais qui agirait en tant que consultant auprès des élus et agents (vivrier, fruitier, maraîcher, bovin, porcin, avicole, caprin, apicole, bois, cocotier, vanille, herbes aromatiques, horticole, pêche lagonaire, aquaculture)

Oui ☐

Non ☐

Autre :

STATUT SALARIÉS AGRICOLES :

Afin d'aider à la création d'emplois salariés, seriez-vous intéressé pour qu'il soit mis en place :

Un salaire **minimal** pour les salariés des agriculteurs, spécifique et donc **différent du SMIG** actuel (le salaire minimal ne sera pas une obligation pour l'employeur qui pourra payer ses employés au salaire de départ négocié)

Oui ☐

Non ☐

Si oui, dans quelle fourchette de prix envisageriez-vous ce salaire minimal pour un nouveau salarié (hors prime exceptionnelle) :

Entre 50 000 et 80 000 XPF ☐

Entre 80 000 et 100 000 XPF ☐

Entre 100 000 et 120 000 XPF ☐

Entre 120 000 et 140 000 XPF ☐

Une exonération puis un montant progressif des charges patronales actuelles

Oui ☐

Non ☐

La création d'un cadre réglementaire spécifique pour les emplois saisonniers afin de pallier aux pics d'activités ou de contribuer au développement des exploitations

Oui ☐

Non ☐

Prévoir des dérogations au temps de travail (jusqu'à 10h par jour pour compenser les jours de travail réduit liés aux intempéries)

Oui ☐

Non ☐

Autre :

STEPHANE GEORGET

Rédigé par Stéphane GEORGET



**CHAMBRE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE LAGONAIRE**
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

